



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



32101 066873165

RECAP

016
327

Library of



Princeton University.



LES LOISIRS
D U
CHEVALIER D'EON.
TOME NEUVIEME.

LES LOISIRS
D U
CHEVALIER D'EON
DE BEAUMONT,
Ancien ministre plénipotentiaire de France ,
S U R
Divers sujets importants d'administration , &c.
P E N D A N T
SON SÉJOUR EN ANGLETERRE.

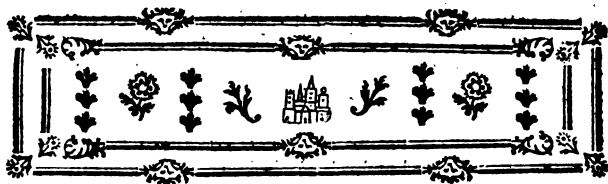
Eruditio inter prospera ornamentum , inter adversa refugium.
LAERTIUS.

T O M E N E U V I E M E .



A A M S T E R D A M ,

M. DCC. LXXV.



DISSERTATION

SUR LA RÉGIE

DES BLEDS EN FRANCE,

COMBINÉE

AVEC CELLE EN USAGE EN ANGLETERRE.

LA richesse est un des principaux attributs de la perfection des empires ; ceux qui les composent n'ayant eu d'autre but que d'être heureux, c'est-à-dire, riches, & ne s'étant unis qu'à cette fin, le prince & ses ministres doivent concourir de tout leur pouvoir à leur procurer cette félicité, dont les degrés sont d'abord le nécessaire, & ensuite le superflu.

Il n'y a en France que deux sortes de revenus qui puissent donner l'un & l'autre, les fruits de la terre, & l'argent qui les représente ; & il doit nécessairement & perpétuellement subsister entr'eux une juste proportion de valeur, sans quoi l'une devenant supérieure à l'autre, l'harmonie du corps politique est totalement détruite.

Tome IX.

A

445098

(RCPPG)
1016
327
19

Quelle raison y a-t-il pour que le possesseur du bled ruine le possesseur de l'argent , & qu'à son tour le possesseur de l'argent ruine celui du bled ? Ce sont les membres qui se déclarent réciproquement la guerre , à laquelle le souverain ne sauroit ni trop tôt , ni trop sérieusement s'opposer , pour la conservation du corps dont il est le chef.

L'abondance produit l'abondance ; un laboureur aisé a beaucoup de bestiaux , il fait beaucoup d'engrais , il fume bien ses terres , il recueille beaucoup de bled & de paille , qui , par une circulation constante & perpétuelle , retourne en fumier , qui produit de nouveau grain & de nouvelles richesses.

L'opulence vient des fruits de la terre ; l'opulence multiplie les besoins & les consommations ; les consommations sont la richesse de l'état , & tout cet enchaînement se rompt & se dissout par la cessation du produit des fruits de la terre.

L'avilissement des grains est pernicieux à tous les membres de la société , & par conséquent au souverain. Le pauvre n'a pas de quoi acheter du pain ; le riche n'a pas de quoi lui faire gagner sa vie ; le laboureur ne peut payer son maître & les impôts ; il cesse de cultiver la terre difficile , & fournit à peine les engrais nécessaires aux bonnes.

Si le bled est cher , si le produit du travail n'est pas proportionné aux besoins du peuple , s'il n'est pas assuré de gagner de quoi sustenter sa famille , il résiste à ce desir naturel de se multiplier , il passe où il croit être moins misérable , & l'état , outre le fruit de son industrie , perd sa personne

& la postérité ; source de toute richesse , & sans laquelle il n'en existe aucune. Si le bled avoit en France un prix constant & raisonnable , y verroit-on tant de terres en friche ?

Suivant le calcul de M. de Vauban , fait en 1707 , ce royaume contient environ 34 mille lieues carrées , de 25 au degré : la lieue a 2282 toises 3 pieds ; chaque lieue 4688 arpents 82 perches & demie ; l'arpent 100 perches carrées , & la perche 20 pieds de long , ou 400 pieds carrés : ces 4688 arpents 82 perches & demie , divisés en terrain de toutes especes , continue M. de Vauban , & la fertilité du pays supposée un peu au dessous de la médiocre , doivent produire , année commune , de quoi nourrir 7 à 800 personnes , sur le pied de trois setiers de bled , mesure de Paris , par tête ; en sorte que , si le royaume étoit peuplé d'autant de personnes qu'il en peut nourrir , il devroit y avoir vingt-sept millions d'ames , au lieu de vingt , que ce même M. de Vauban y suppose ; ce qui feroit sept millions , ou un peu plus du tiers en sus.

Selon les auteurs les plus accrédités , qui ont traité de l'économie , un des principaux moyens d'entretenir la culture des terres & l'abondance , est de procurer la sortie des grains hors du royaume , toutes les fois que la récolte en donne une assez grande quantité : mais , par une erreur invétérée , disent-ils , on a toujours regardé cette liberté comme la cause des famines.

Quand le bled est cher , on prodigue l'argent pour en tirer du dehors ; n'est-ce pas une faute impardonnable que d'en empêcher la sortie quand il est à vil prix ?

En 1600 le parlement de Toulouse , par un zele indiscret, ayant défendu la sortie des grains, M. de Sully manda au roi que , s'il ne lui imposoit pas silence sans différer , il ne devoit pas compter que les peuples pussent acquitter les subsides de l'année ; sur quoi il fut ordonné aux officiers de ce tribunal de révoquer leur arrêt, & d'employer leur zele à des réglemens moins préjudiciables à l'état.

M. le duc d'Orléans , régent du royaume sous la minorité de Louis XV, paroît cependant avoir cru qu'on ne peut permettre la sortie des grains sans apporter les plus sages précautions , pour éviter les inconvénients qui peuvent en résulter. On en jugera par l'instruction suivante , qu'il fit adresser à tous les intendants du royaume.

« Quoique rien ne soit plus important que de
» conserver dans le royaume l'abondance des
» grains , ou du moins une quantité plus que
» suffisante pour la subsistance des peuples, il est
» néanmoins d'une extrême conséquence que les
» sujets de sa majesté puissent avoir le débit du
» superflu de leurs denrées , pour être en état
» de payer les impositions, & pour tirer un fruit
» convenable des fruits que la fertilité du terroir
» & la température du climat produisent annuellement au delà du besoin des habitants.

» Le conseil a si bien connu la nécessité de ne
» point perdre de vue l'un & l'autre de ces
» principes, que s'il a défendu en plusieurs occasions d'envoyer des bleds à l'étranger, il en
» a souvent aussi permis la libre sortie , même
» sans payer aucuns droits, & nouvellement par
» divers arrêts , qui ont été donnés successive-

» ment, & dont le dernier vient encore de prou-
» ver cette permission pour un temps limité.

» En cet état, sur les représentations qui nous
» ont été faites par la plupart de messieurs les
» intendants, le conseil a jugé à propos d'ac-
» corder la continuation du transport des grains
» au dehors pendant deux mois de plus; l'arrêt
» en est expédié, & l'on en joint un exemplaire
» à ce mémoire, sauf à prendre ensuite le parti
» qui sera estimé convenable, suivant la qualité
» de la récolte prochaine.

» Mais afin que le royaume ne puisse souf-
» frir de préjudice par la continuation de cette
» permission générale, son altesse royale desire
» que messieurs les intendants aient soin d'a-
» dresser tous les mois à monsieur le duc de
» Noailles un état des grains qui seront sortis de
» leurs départements pour l'étranger, & tous
» les quinze jours un état exact des grains qui
» se seront vendus dans les principaux marchés
» de leurs départements, ainsi qu'il se pratiquoit
» les années précédentes; & d'avoir une atten-
» tion particulière & fort suivie à la récolte
» prochaine, afin d'informer le conseil de l'a-
» bondance ou de la médiocrité de cette récolte,
» & de la qualité bonne ou mauvaise des grains
» qui auront été recueillis.

» Il seroit bon aussi, pour connoître plus
» distinctement dans quel temps il conviendra
» de permettre ou de défendre la sortie des
» bleds, d'établir des règles plus sûres que celles
» de l'opinion commune, qui est quelquefois
» incertaine ou mal-fondée.

» Il a paru pour cela qu'il seroit à propos

» de fixer, par rapport à chaque province, le
» prix auquel on pourroit continuer de laisser
» sortir les grains sans crainte de la disette.
» L'expérience du passé peut servir à cette fixation ; car comme la disette ne vient pas tout
» d'un coup, on ne doit pas appréhender que le
» prix augmente d'abord d'une extrémité à l'autre, & l'on sera toujours à temps de défendre
» la sortie, dès que les bleds deviendront à un
» plus haut prix que celui qui aura été fixé,
» pour continuer la liberté d'en envoyer au
» dehors.

» On juge assez que le prix auquel se
» déterminera doit être suffisant, pour que les
» fermiers puissent payer aux propriétaires le
» prix de leurs baux, avec quelque profit pour
» eux-mêmes, sans néanmoins que les peuples
» aient lieu de se plaindre que le pain soit devenu
» trop cher.

» C'est dans cette vue que son altesse royale
» a estimé nécessaire de charger messieurs les intendants, outre ce qui est marqué ci-dessus,
» d'examiner, avec grand soin, jusqu'à quelle
» somme il convient de laisser monter le prix
» du setier de chaque espèce de bled, mesure
» de Paris, sans interrompre la permission de la
» sortie des grains ; de consulter pour cela,
» chacun dans son département, les gens de
» différentes conditions les plus instruits sur
» cette matière ; &, après avoir bien pesé toutes
» les circonstances de l'état de chaque province,
» par rapport à cet article, d'en mander leur
» avis au conseil, avec les raisons sur lesquelles
» il est fondé. »

Si l'on demandoit, dit l'auteur du détail de la France, à ces gens charitables qui veulent que le bled soit à bas prix, afin que le peuple subsiste plus aisément, de fixer eux-mêmes ce prix, ils y feroient fort embarrassés. Seroit-ce à 20 sous le setier, comme il étoit à Paris en 1550? Ils ne feroient pas assez déraisonnables; & en ce cas, ce seroit convenir qu'il faut une proportion qui n'existera jamais, tant que les fruits de la terre ne pourront supporter les fraix de la culture & l'entretien du cultivateur.

En 1650, le prix commun du setier de bled, à Paris, étoit de 10 à 11 livres, le marc d'argent étant à 26 livres : celui-ci vaut aujourd'hui 48 liv. 10 sous. Donc, pour suivre la proportion, le prix commun du setier de bled devoit être, à Paris, de 18 à 19 liv.

La plupart des nations de l'Europe se sont mises en garde contre les événements fâcheux de la disette & de la trop grande abondance, par des magasins qui font disparaître les bleds quand il y en a trop, & d'où ils ressortent quand il en manque, comme l'Italie, la Hollande, &c. ou par une police sur l'entrée & la sortie, comme l'Angleterre : les François seuls, qui peuvent se glorifier d'avoir les plus sages réglemens de l'univers sur les autres matieres, sont demeurés fort loin de leurs voisins sur celle-ci, qui est cependant la plus intéressante, puisque la richesse ou la pauvreté, & même la vie de tous les sujets en dépend.

C'est, dit-on, une maxime généralement reçue, que la grande abondance d'une denrée est nuisible.
« On peut en conclure une seconde qui ne le

» fera pas moins, dit M. Melon, dans son essai
» sur le commerce ; c'est que le pays où elle a
» pris naissance est mal policé : car comme il
» n'est pas possible que la terre produise par-tout,
» il n'est pas possible que d'autres pays ne soient
» dans le besoin de cette denrée ; il n'y a qu'à
» y transporter ce qui est abondant & su-
» perflu. »

Plusieurs personnes prétendent que le commerce de bled devoit être perpétuellement libre, tant au dedans qu'au dehors du royaume de France. La sévérité de la loi mal entendue, disent-ils, cause la ruine de l'état ; de pareilles précautions sont bonnes dans un royaume qui ne produit pas assez de grains pour la subsistance de ses habitants, mais non dans celui qui en fournit plus que l'on n'en peut consommer.

Il est connu qu'en France une année abondante produit du bled pour trois ; & que s'il est quelquefois consommé avant ce temps, c'est que l'avilissement résultant de la trop grande quantité & du défaut de débouché, en fait négliger la conservation & le ménagement. Les médiocres années en produisent pour deux ans, & les mauvaises pour une.

En supposant, comme l'expérience le prouve assez régulièrement, que dans neuf années il y en a trois bonnes, trois médiocres, & trois mauvaises, il s'ensuit que neuf années produisent du bled pour dix-huit.

En donnant, comme M. de Vauban, trois setiers de bled à chaque personne, le fort pour le foible, à raison de 20 millions d'âmes supposées dans le royaume, c'est, pour neuf ans,

540 millions de setiers : mais comme ces neuf ans en ont produit pour dix-huit, faisant un milliard 80 millions de setiers, reste, non consommé, 540 millions de setiers, d'où il résulte une superfluité ruineuse.

Si cette évaluation paroît trop forte, quoique fondée sur des opérations suivies, on peut en retrancher la moitié, il restera encore 270 millions de setiers, accumulés après l'expiration des neuf années, capables de produire également ce pernicieux avilissement.

Quand les choses sont parvenues à ce point, le gouvernement, importuné par les cris des propriétaires des terres, & embarrassé par la difficulté des recouvrements, se détermine à ouvrir toutes les portes : l'étranger, attentif à profiter de ces circonstances, fait à vil prix des amas des grains de la France, que chacun de ses habitants, pressé par le besoin, court lui offrir à l'envi : il les garde, certain de les leur vendre au décuple à la première stérilité, qui souvent suit de très-près l'abondance : en sorte que ces permissions, qui n'arrivent jamais qu'après que le peuple a gémi & souffert pendant plusieurs années sous le poids d'une richesse inutile, ne produisent aucun bien à l'état, par la modicité du prix qu'il en retire, & sont, au contraire, la cause d'un nouveau mal, par la rigueur que tiennent ceux à qui ils ont transmis ces mêmes richesses.

Si le commerce des grains étoit constamment libre, ils ne manqueroient jamais; plusieurs bons négociants en feroient leur principal objet; ils achèteroiént & porteroient au dehors ceux du

crû, quand ils seroient à bon compte; ils en amèneraient de l'étranger, quand ils seroient chers : mais il ne faudroit pas, comme on l'a ci-devant pratiqué, accorder cette faculté exclusivement à quelques particuliers, parce que ce seroit une occasion de monopole ou d'infidélité, à laquelle il sera toujours difficile de résister. Il ne faudroit pas non plus favoriser certains marchands, en leur permettant d'exposer leurs bleds en vente, pendant que l'on empêche les bâtimens des autres d'approcher, tant que les premiers ne sont pas vuides. Le commerce doit être libre, sans égards, sans considérations, sans préférences, & à la plus grande utilité publique.

Si l'on craignoit que cette liberté indéfinie pût avoir quelques conséquences fâcheuses, l'Angleterre offre, par une expérience confirmée, la maniere d'entretenir toujours le prix du bled dans une proportion convenable aux dépenses de la culture & à la subsistance du menu peuple; j'en donnerai l'explication dans le cours de cette dissertation. « Il n'est pas difficile de conclure, » dit M. Melon, *déjà cité*, que, soit dans la » disette, soit dans l'abondance, la liberté des » transports d'une province à l'autre, est le fondement d'une bonne régie, & que de là doit » suivre, en bonne finance, c'est-à-dire, en finance subordonnée au commerce, la suppression de tous péages & droits de l'intérieur sur les bleds; & il est si aisé de calculer l'avantage qui en résulteroit, que l'on a peine à concevoir comment une vérité si démontrée a été si négligée dans tous les temps, »

La France est cependant encore si éloignée de la pratique de cette maxime utile , qu'on y a souvent vu des magistrats , chargés de l'administration des provinces , par une crainte pusillanime , ou faute d'être instruits de l'état de leurs récoltes , également blâmables dans l'un & dans l'autre , défendre la sortie des grains de leurs généralités , avec autant de précautions & de sévérité , que si elles eussent été dans le besoin ou environnées d'ennemis. Tous les sujets d'un état ne sont-ils pas une même famille ? Pourquoi refuser à l'un des enfants le superflu de l'autre ?

Pour démontrer que je ne porte point ici une accusation vague contre ces dépositaires de l'autorité du monarque François , je vais donner copie de quelques lettres , dont les originaux sont entre mes mains , qui feront voir les difficultés que faisoit un d'entr'eux , quoique subalterne , d'obéir à un arrêt du conseil , qui enjoignoit le libre transport des grains de province à province.



*LETTRE de M. le Normand de la Place ,
subdélégué de l'intendance de Tours ,
à M. Amelot.*

De Tours , le 16 novembre 1719.

MONSIEUR ,

« **M.** le Gendre ayant reconnu , dans sa tour-
» née pour le département des tailles, que la
» sortie libre des grains de cette province le fai-
» soit enchérir considérablement , & qu'il s'y
» commettoit bien des abus préjudiciables au
» bien public , défendit à Saumur & à Angers
» d'en laisser passer aucun, sans une permission
» expresse de la cour ; & ne voulant en accorder
» aucune à personne , cela produisit l'effet qu'il
» en attendoit ; le bled étant resté au même prix,
» dès qu'on n'eut plus la liberté de l'enlèvement.
» Mais l'arrêt du 28 octobre dernier a fait croire
» que le transport de cette denrée étoit libre ,
» en sorte que plusieurs particuliers, qui en ont
» fait des amas pour porter en Bretagne & en
» d'autres provinces , se disposent à les faire
» sortir ; ce qui fait hausser chaque jour très-
» considérablement le prix des grains de toute
» espèce dans cette province, & y fait craindre
» la disette. Comme la disposition de l'arrêt n'est
» que pour l'exemption des droits, je vous sup-
» plie d'avoir la bonté de me marquer si l'in-

» tention du conseil est que ces transports de
» grains d'une province à l'autre se fassent sans
» permission. Il est très-assuré que cela alarme
» infiniment le peuple ; & je ne vous dissimulerai
» point que je le trouve très-bien fondé , par la
» connoissance que j'ai de la petite quantité de
» grains qui est dans cette généralité. J'attendrai
» sur cela vos ordres , & jusqu'alors je ne per-
» mettrai aucune sortie de grains , que pour qua-
» rante muids d'avoine que M. l'intendant de
» Bretagne demande pour la subsistance des che-
» vaux de dragons , qui sont à Nantes ou aux
» environs. »

AUTRE du même au même.

De Tours, le 20 novembre 1719.

« J'AI eu l'honneur de vous donner avis le 16
» de ce mois, que la publication de l'arrêt du 28
» octobre dernier , concernant l'exemption des
» droits sur les grains transportés d'une province
» à une autre , donnoit lieu à des enlèvements
» considérables , & en faisoit augmenter le prix
» chaque jour. Cela se porte à un tel excès , que
» j'ai cru devoir donner des ordres pour en em-
» pêcher la sortie , jusqu'à ce que vous m'eussiez
» fait savoir vos intentions. Ce qui m'a encore
» déterminé plus fortement à prendre ce parti ,
» a été les avis que j'ai reçus que les Hollandois
» avoient la meilleure part dans ces enlèvements.
» Il y a si peu de grains dans cette province ,

» que je ne puis m'empêcher de souhaiter que le
» conseil donne des défenses pour qu'il n'en soit
» plus enlevé. J'attendrai avec impatience que
» vous ayiez la bonté de me marquer ses inten-
» tions. »

*LETTRE de M. d'Argenson , à M. le
Normand.*

De Paris, le 23 novembre 1719.

« J'AI été fort surpris, Monsieur, d'apprendre
» que vous ayiez rendu une ordonnance, qui dé-
» fend la sortie des grains de la généralité de
» Tours, pour les faire passer dans d'autres pro-
» vines du royaume. Monseigneur le régent n'ap-
» prouve pas que messieurs les intendants, ni à
» plus forte raison leurs subdélégués, fassent de
» semblables défenses, également contraires à
» la bonne police & à la liberté du commerce.
» Ainsi toutes les fois qu'il leur est arrivé de don-
» ner des ordonnances de cette espèce, S. A. R.
» m'a commandé de leur écrire qu'elle les désap-
» prouvoit, & qu'elle entendoit qu'ils les révo-
» quassent. J'en ai même usé de la sorte par son
» ordre exprès, avant le second arrêt, qui affran-
» chit de tous droits les grains qui vont de pro-
» vince en province, & cet arrêt qui vous est
» connu rend votre procédé d'autant plus repré-
» hensible. Vous ne différerez donc pas à révoquer
» votre ordonnance, & à en faire publier la révo-
» cation. J'ajouterai que, quelques plaintes que

» vous puissiez recevoir dans la suite, vous vous
 » abstiendrez d'en rendre de semblables, sans
 » m'en avoir auparavant donné avis, afin que je
 » puisse informer S. A. R. de vos représentations,
 » & vous faire savoir ce qu'il lui aura plu de me
 » prescrire. »

Je suis, Monsieur, M. R. D'ARGENSON.

« P. S. Je ne dois pas omettre que vos dé-
 » fenses ont causé un grand préjudice aux troupes
 » du roi, qui sont dans le comté Nantois, où
 » vous savez que les habitants n'ont presque ja-
 » mais autant de bleds qu'il leur en faut pour
 » leur subsistance. »

M. R. D'ARGENSON.

R É P O N S E de M. le Normand.

De Tours, le 27 novembre 1719.

M O N S E I G N E U R ,

« J E ne reçois que, dans ce moment, la lettre
 » que V. G. m'a fait l'honneur de m'écrire le 23
 » de ce mois, & que j'aurois dû recevoir le 25.
 » Elle me marque qu'elle a été fort surprise d'ap-
 » prendre que j'aie rendu une ordonnance, qui
 » défend la sortie des grains de la généralité de
 » Tours, pour les faire passer dans d'autres pro-
 » vinces du royaume, & de ne pas différer, non-
 » seulement à révoquer mon ordonnance, que

» S. A. R. a désapprouvée , comme également
» contraire à la bonne police & à la liberté du
» commerce ; mais encore à en faire publier la
» révocation.

» Permettez-moi , Monseigneur , d'avoir l'hon-
» neur de vous représenter , en premier lieu , que
» je n'ai rendu aucune ordonnance touchant le
» commerce & la sortie des grains ; & , en second
» lieu , de vous rendre un compte exact de ce
» qui s'est passé depuis la publication de l'arrêt
» du 28 octobre , qui m'a été adressé par M.
» Amelot , auquel j'ai eu l'honneur d'écrire des
» lettres assez pressantes à ce sujet , les 16 & 20
» de ce mois , dont j'aurois cru qu'il vous auroit
» rendu compte. Voici le fait.

» L'arrêt du 28 octobre , portant seulement
» exemption des droits pour toutes sortes de
» grains qui feroient transportés d'une province
» à l'autre , sans donner précisément la liberté
» de la sortie , ne fut pas plutôt connu des mar-
» chands & particuliers , qui avoient fait quelques
» amas de bleds le long de la Loire , qu'inter-
» prétant les dispositions de cet arrêt en leur
» faveur , ils firent de nouveaux achats très-con-
» sidérables , qui portèrent , tout d'un coup , les
» grains à un prix excessif , & se disposèrent à
» les faire descendre vers Nantes. La rivière se
» trouva couverte de bateaux chargés de bleds ,
» & toute la province commença à murmurer
» sur ces enlèvements , dans lesquels je fus in-
» formé qu'il y avoit beaucoup d'abus , & même
» que les Hollandois y avoient la meilleure
» part. Dans ces circonstances , dont la délica-
» resse n'est que trop sensible , je pris le parti
» d'écrire

» d'écrire le 16 de ce mois à M. Amelot , qui
 » m'avoit adressé l'arrêt , pour l'informer de tous
 » ces inconvénients , & lui demander les ordres
 » du conseil , que je le priois de me donner
 » promptement , lui ayant mandé que je ferois
 » surseoir jusqu'alors la sortie des grains , à l'ex-
 » ception d'une partie de 40 muids d'avoine , que
 » M. de Brou avoit demandés pour la subsistance
 » des chevaux de dragons dans le pays Nantois ;
 » & en effet j'écrivis au subdélégué de Saumur
 » & au receveur des tailles à Ingrande , de n'en
 » laisser sortir aucuns , sans une permission ex-
 » presse de la cour. Les enlèvements ayant con-
 » tinué , & par conséquent le prix du bled ayant
 » haussé considérablement , je récrivis à M. Ame-
 » lot pour lui réitérer mes instances , & le sup-
 » plier de me faire savoir les intentions du con-
 » seil , la chose devenant d'une très grande con-
 » séquence , & je recommandai à Saumur & à
 » Ingrande de continuer les mêmes attentions ,
 » jusqu'à ce que j'eusse réponse. Les plus hon-
 » nêtes gens des commerçants , qui savent qu'il
 » n'y a pas beaucoup de grains dans cette pro-
 » vince , n'ont pu disconvenir que ma précaution
 » a été très-utile , le bled étant resté au même
 » prix , & les alarmes du peuple ayant été cal-
 » mées par ce moyen. Je crois bien que ceux
 » qui espéroient de grands profits sur ce commer-
 » ce , n'en ont pas été trop contents. Voilà , Mon-
 » seigneur , l'état au vrai de cette affaire. Je n'at-
 » tendois qu'une décision que j'avois demandée
 » pour éviter tout reproche. Vous avez eu la
 » bonté de me l'adresser : vos ordres seront ponc-
 » tuellement exécutés , & je les fais passer dans

» l'instant aux bureaux de Saumur & d'Ingrande.
» Je dois cependant avoir l'honneur de vous infor-
» mer que je reçus avis hier que le directeur-
» général des fermes, au département d'Angers,
» s'étoit rendu le 25 à Saumur, par ordre de la
» compagnie des Indes, pour y défendre aux em-
» ployés de laisser passer aucuns grains ni fari-
» nes ; ainsi il sera nécessaire que V. G. donne à
» cette compagnie des ordres conformes à ceux
» dont elle m'a honoré, pour éviter la contra-
» diction qui se trouveroit dans les bureaux.

» Vous ajoutez, Monseigneur, que mes défen-
» ses ont causé un grand préjudice aux troupes
» du roi qui sont dans le comté Nantois ; je vous
» demande encore la liberté de vous représenter
» sur cela que les commis du munitionnaire ont
» un très-grand tort à cet égard, leur ayant tou-
» jours mandé qu'en rapportant les passe-ports
» de la cour *ad hoc*, & fournissant leur soumis-
» sion de rapporter des certificats de décharge-
» ment des mêmes quantités dans les magasins
» du roi, visés des intendants ou de leurs subdé-
» légués, ils auroient liberté entière.

» Cette précaution que j'aurois été blâmable
» de ne pas prendre, sur-tout ayant eu avis des
» abus qui se commettoient, ne leur a pas plu,
» & ils n'ont pas voulu s'y soumettre : voilà le
» sujet de leurs plaintes, & la preuve sensible
» de la vérité des avis qui m'étoient donnés.

» J'espère maintenant, Monseigneur, que ma
» conduite ne vous paroîtra pas si irrégulière, &
» que V. G. me fera la justice de croire que je
» n'ai eu d'autre motif que le zèle pour le bien
» du service. Comme M. le Gendre est en route,

» & qu'il fera ici dans peu de jours , il sera en
 » état de vous rendre un compte plus détaillé de
 » la situation présente de cette province.

RÉPONSE de M. Amelot à M. le Normand.

A Paris, le 25 novembre 1719.

« J'AI rendu compte, Monsieur, au conseil de
 » commerce des deux lettres que vous avez pris
 » la peine de m'écrire le 16 & le 20 de ce mois,
 » au sujet des bleds de la généralité de Tours,
 » dont M. le Gendre, dans sa dernière tournée,
 » & vous ensuite nouvellement avez défendu la
 » sortie pour les provinces voisines. Je dois vous
 » dire que le conseil a fort désapprouvé ces dé-
 » fenses qui troublent le commerce de l'inté-
 » rieur du royaume, & qui sont directement
 » contraires au dernier arrêt du 28 octobre 1719,
 » dont vous m'avez accusé la réception. L'inten-
 » tion du conseil est donc que vous révoquiez au
 » plutôt les défenses dont est question, & que
 » vous vous gardiez bien à l'avenir de prendre sur
 » vous pareille chose, sauf à représenter dans les
 » occasions ce que vous croirez être du bien du
 » service. »

Je suis, Monsieur, AMELOT.



*RÉPONSE de M. le Normand à M. Amelot.**A Tours , le 28 novembre 1719.*

MONSEIGNEUR,

« J'AI reçu la lettre dont vous m'avez honoré le
» 25 de ce mois , en réponse à celles que j'ai pris
» la liberté de vous écrire les 16 & 20 au sujet
» des bleds. J'en ai reçu une pareille de mon-
» seigneur le garde des sceaux en date du 23 ,
» dont j'ai l'honneur de lui accuser aujourd'hui la
» réception , en l'assurant que ses ordres seront
» ponctuellement exécutés , &c.

*RÉPONSE de M. d'Argenson à M. le Gendre.**A Paris , le 2 décembre 1719.*

MONSIEUR,

« MONSEIGNEUR le régent , à qui je rendis
» compte hier de votre lettre du 27 du mois passé ,
» n'a pas paru content de vos excuses , par rap-
» port à la conduite que vous avez tenue tou-
» chant la traite des bleds , dont vous ne devez
» jamais vous mêler , sans un ordre exprès de sa
» part. S. A. R. n'a pas été moins surpris de

» ceux que vous me dites avoir été donnés par le
 » directeur des fermes, pour arrêter les bleds qui
 » se transportent par la Loire ; & si j'en pouvois
 » avoir la preuve, S. A. R. se prêteroit volon-
 » tiers à l'en faire punir comme il convient.

» Une seconde lettre de M. de Brou m'oblige
 » encore de vous faire entendre que, s'il surve-
 » noit quelque nouvel obstacle qui empêchât la
 » vente & l'achat des bleds, je ne pourrois me
 » dispenser de m'en prendre à vous, n'étant pas
 » juste qu'un commerce aussi important & aussi
 » nécessaire dépende des permissions singulieres
 » que les subdélégués de messieurs les intendants
 » voudroient ou ne voudroient pas accorder.

Je suis, Monsieur, M. R. D'ARGENSON.

AUTRE lettre de M. d'Argenson, au même.

A Paris, le 11 janvier 1720.

MONSIEUR,

» **U**NE lettre que je viens de recevoir de M. de
 » Brou, en date du 6 de ce mois, me fait con-
 » noître qu'il n'a été enlevé par le munitionnaire,
 » dans la généralité de Tours, que sept cents
 » tonneaux de bled jusques à la fin du mois de
 » décembre dernier, & qu'il n'en est pas sorti du
 » port de Nantes ; il sera incessamment écrit à
 » Baïonne, pour vérifier s'ils y auront été remis
 » dans les magasins du roi suivant leur destina-

» tion : mais vous jugez bien que cette quantité
 » n'est pas assez considérable pour causer la disette
 » dans les trois provinces qui composent votre
 » département, & qu'il y a eu plus de crainte ou
 » d'affectation, que de justice & de fondement
 » dans les bruits qui se sont répandus sur ce sujet.

Je suis, Monsieur, M. R. D'ARGENSON.

Il est probable que si M. le Normand obéit à des ordres si précis, il le fit forcément, & sans être convaincu de la sagesse qui les avoit dictés, puisque les deux lettres suivantes feront voir que, dès l'année suivante, il renouvela les mêmes difficultés dans la même circonstance.

Lettre de M. de Brou, intendant de Bretagne, à M. le Normand de la Place, subdélégué-général de Tours.

A Rennes, le 3 Septembre 1720.

M O N S I E U R ,

« TROUVEZ bon que j'aie l'honneur de vous
 » informer que les défenses que vous avez faites
 » de laisser sortir des bleds & farines de votre
 » province sans des passe-ports, causent beaucoup
 » de dérangement aux marchands & négociants
 » de la ville de Nantes : joint à cela que, si les
 » habitants étoient privés du secours en grains qui
 » leur viennent du pays-haut, ils n'auroient pas

» de quoi subsister pendant quatre mois. Il est
 » bien vrai que M. Desforts m'a écrit le 6 août,
 » que l'intention de S. A. R. étoit que messieurs
 » les intendants eussent à tenir exactement la
 » main à faire observer les défenses de sortir des
 » grains de leur département pour être transportés
 » à l'étranger, jusqu'à ce que S. A. R. juge à
 » propos d'en ordonner autrement. J'ai lieu de
 » croire, Monsieur, que vous serez persuadé que
 » les intentions de S. A. R. ne font point de dé-
 » fendre la communication intérieure des grains
 » dans le royaume ; ce qui m'engage à vous sup-
 » plier de vouloir donner vos ordres de laisser ce
 » commerce libre pour la ville de Nantes, à
 » moins que vous n'ayiez reçu de nouveaux ordres
 » portant défenses de laisser sortir de votre pro-
 » vince des grains & farines sans des passe-ports
 » ou permissions. Je profite de cette occasion pour
 » vous assurer que je suis plus que personne du
 » monde, étant avec respect, Monsieur,

DE BROU.

RÉPONSE du 8 septembre 1720.

« J'AI reçu, Monsieur, la lettre que vous m'avez
 » fait l'honneur de m'écrire le 3 septembre au
 » sujet du commerce libre des grains avec la Bre-
 » tagne. Vous avez raison de croire, Monsieur,
 » que je n'ai jamais eu intention d'interrompre
 » un commerce si nécessaire & si utile aux deux
 » provinces : mais les abus effroyables qui s'étoient

B 4

» introduits de la part des marchands de Nantes ;
» & de ceux qui faisoient des achats sous le nom
» du munitionnaire , m'ont obligé de rendre une
» ordonnance , dont la disposition paroît générale , & qui néanmoins ne l'est pas , n'ayant
» pas été arrêté un sac de grain depuis cette ordonnance. Il est vrai qu'elle a fait peur , suivant mon intention , à ceux qui faisoient un
» mauvais commerce de grains pour les faire passer à l'étranger.

» Si vous voulez vous faire rapporter l'état des
» grains destinés pour la Bretagne qui ont passé à Ingrande depuis 8 mois, vous trouverez qu'il en a
» passé plus qu'il n'en faut pour faire subsister huit
» provinces comme la Bretagne. Si vous n'avez
» pas cet état , je vous l'enverrai , ayant approfondi la matière.

» J'ai si peu intention de troubler ce commerce , dont je fais , par une longue expérience ,
» que la liberté est fort nécessaire d'une province
» à l'autre , pourvu qu'il n'y ait pas d'abus , que
» je viens encore de donner des ordres à Saumur ,
» au Pont-de-Cé & à Ingrande , de laisser librement passer toute sorte de grains pour la Bretagne , sous la soumission des marchands de
» rapporter des certificats de déchargement , &
» de ne pas les faire passer à l'étranger.

» Je vous souhaite beaucoup de plaisir à vos états , & suis , &c. »

Il est donc évident que le conseil & les ministres de France sont quelquefois obligés d'user de menaces , pour que l'intendant d'une province procure à une province voisine les besoins les plus nécessaires à la vie , lorsqu'elle en éprouve la disette.

On voit d'ailleurs, par les raisons que M. le Normand allegue pour sa défense, que ce n'est pas toujours le manque de grains qui en cause la disette & la cherté, & que c'est souvent l'avarice des usuriers & des monopoleurs, qui sacrifient à un gain criminel & sordide la vie des citoyens & le salut de l'état. Les loix se sont armées contre eux dans tous les temps de toute la sévérité dont elles sont capables : mais la malice des hommes, la négligence ou la collusion de ceux qui devroient les maintenir, en ont presque toujours éludé les dispositions.

Je ne prétends pas mettre au rang des monopoleurs ceux qui se livrent au commerce des grains dans la vue d'un gain légitime : au contraire, ce commerce est si intéressant à la vie des particuliers, que le gouvernement lui doit une protection singulière. Mais je parle de ceux qui achètent prématurément les bleds sur terre, dans les granges ou dans les greniers ; qui les gardent dans des magasins pour affamer les villes ; qui observent le dérangement des saisons, pour mettre à profit la calamité publique ; qui font courir de faux bruits de disette ; qui contractent des sociétés pour se rendre maîtres de tout le commerce, ou exercent cent autres moyens odieux, contre lesquels on ne sauroit sévir avec trop de rigueur & de fermeté.

Il est inutile de rapporter ici les malédictions que l'écriture donne à ceux qui se livrent à cet infame négoce, ni les peines capitales que les loix Grecques & Romaines ont prononcées contre eux. Il est facile d'imaginer que la vie des citoyens y étant intéressée, cette police a été le

premier soin des législateurs anciens, dont les modernes ont adopté les réglemens ; & il ne faut pas s'étonner si les loix de toutes les nations ont été si sévères contre les prévaricateurs, puisque la famine est le plus grand de tous les maux & le dernier supplice du genre humain : *fames, quàm pestilentia tristior ; ultimum supplicium humanorum, fames.*

Elle n'est pas seulement le plus insupportable de tous les maux ; elle est encore le plus dangereux, puisque c'est l'occasion prochaine des soulèvements & de la sédition, par l'impossibilité de contenir dans les bornes du devoir un peuple qui meurt de faim : *nec rationem patitur, nec aequitate mitigatur, nec prece flectitur populus esuriens* ; mais il est inutile d'appuyer, par des autorités, une vérité que l'expérience n'a jamais démentie.

Le monopole des bleds est donc le fléau le plus funeste qui puisse tourmenter l'humanité, & il est de la bonne police d'une nation de chercher assidument les moyens d'en prévenir la rage ou d'en arrêter les effets. Ceux qui résultent des principes adoptés en France jusqu'ici, sont insuffisants : je crois faire plaisir à mon lecteur, en examinant avec lui si le génie des législateurs Anglois a été plus fertile ou plus heureux.

1°. Dans ce royaume, tous les bleds & autres grains doivent être apportés au marché pour y être vendus publiquement. La loi est précise là dessus : mais on trouve le moyen de l'éluder dans les marchés mêmes. Le grand commerce de bleds que font les Anglois, l'aug-

mentation de leur culture, la situation incommode de quelques endroits ; tout cela a changé l'état des marchés à bled, sur-tout à Londres & à cinquante milles aux environs de cette capitale. Les fermiers, pour la plupart, au lieu d'apporter leur bled, se contentent d'exposer les montres ou les échantillons des grains qu'ils ont à vendre, & par ce moyen les facteurs se sont multipliés & le prix du bled s'est accru en proportion de l'activité qu'ils ont donnée au commerce.

2°. Les anciens réglemens des marchés avoient distingué les personnes qui n'achetoient que pour leur consommation, d'avec celles qui achetoient pour revendre : mais aujourd'hui cette distinction n'est plus en usage, excepté dans quelques endroits particuliers où elle a lieu à l'égard du beurre, du fromage, de la volaille & autres provisions de cette espèce. Il n'est pas permis à tout le monde d'aller enlever les grains dans les marchés. Les gens qui font ce commerce sont divisés en deux classes ; savoir, celle des marchands en détail ou des blatiers, & celle des marchands en gros.

Les premiers ne peuvent exercer leur métier, sans en avoir une permission signée & scellée par trois juges à paix, de la province où ils se trouvent, & dans laquelle ils doivent avoir résidé depuis trois ans. Cette permission, qu'on achète pour trois schillings, se renouvelle tous les ans, & elle exige que les blatiers soient gens mariés, âgés au moins de trente ans, qu'ils tiennent maison, & qu'ils ne soient aux gages d'aucuns maîtres.

Les marchands en gros doivent se conformer au septieme chapitre d'un acte de parlement, passé dans la seconde année du regne de Charles II, dont voici la teneur.

« Lorsque le prix des grains , mesure de
 » Winchester, n'excédera pas le tarif suivant ;
 » savoir, le *quarter* de bled, ou huit boisseaux ,
 » 48 schellings , celui d'orge ou de dreche 28
 » sch. , celui de bled farrafin 28 sch. , celui
 » d'avoine 13 sch. 4 sous, celui de seigle 32
 » sch. , celui de pois ou fèves 32 sch. , il sera
 » permis & libre à toutes personnes d'acheter
 » en plein marché lesdits grains , & d'en faire
 » des amas pour les revendre ; pourvu toutefois
 » que ces personnes se conforment aux statuts
 » contre les monopoleurs , c'est-à-dire , que les
 » grains n'aient point été achetés avant leur arri-
 » vée au marché ou par un contrat anticipé , &
 » pourvu encore que lesdits grains ne soient pas
 » revendus dans le marché où ils auront été
 » achetés , quoiqu'on puisse le faire librement au
 » bout de trois mois après l'achat. »

On remarquera que le tarif précédent est aussi celui qui a été fixé pour obtenir la gratification dont il sera parlé plus bas , pour l'exploitation du bled & du seigle ; & qu'il n'a été changé qu'à l'égard des autres grains.

3°. Les boulangers ne sont assujettis en Angleterre à d'autre regle qu'à celle qui fixe le prix & le poids du pain , & qui détermine les diverses especes de pain qu'ils doivent exposer en vente. Les maires des villes & les juges à paix , dans les endroits où il n'y a point de maire , sont

autorisés à faire des réglemens en conséquence du prix du bled.

Les boulangers de ce royaume, & sur-tout ceux de Londres, achètent rarement du bled ; ils se pourvoient chez les fariniers ; & ceux-ci n'étant assujettis qu'à l'acte de Charles II, dont on vient de parler, peuvent l'éluder tant qu'il leur plaît, parce qu'il faut de la farine, aussi-bien lorsque les grains sont au dessus du tarif, que lorsqu'ils sont au dessous.

Je dois dire qu'il est défendu aux meûniers d'acheter aucuns grains pour revendre, soit en nature, soit en farine ; & j'ajouterai en même temps que cette défense n'a guere lieu qu'à l'égard des meûniers qui n'ont pas les fonds suffisants pour faire ce commerce. C'est une de ces transgressions à laquelle on ne pourroit remédier que par un plus grand mal, c'est-à-dire, en empêchant que le bled ne soit une marchandise.

4°. On vient de voir que la liberté du commerce des grains n'est ni entiere ni indéfinie, & que malgré cela il en résulte l'inconvénient du monopole. Les Anglois répondent que cet inconvénient est celui du commerce en général ; qu'il doit exister plus ou moins par-tout où l'on vend & où l'on achete beaucoup d'une denrée quelconque ; mais que l'abondance continuelle, ainsi que l'usage illimité de cette denrée, doivent rassurer contre les progrès & les dangers du monopole. Si cette réponse est un paradoxe, on ne peut disconvenir que l'expérience n'en ait démontré la vérité. L'Angleterre est une

contrée fertile, où les récoltes de grains sont plus assurées qu'en France & dans les autres pays que la grêle désole si fréquemment. Sans parler des bleds nécessaires pour la nourriture des Anglois, & de celui qu'ils vendent aux étrangers, il se fait chez eux une consommation immense de grains pour la bière & pour la distillation des liqueurs spiritueuses, connues sous le nom général d'eaux-de-vie-de-grains. Cette consommation fournira toujours aux fermiers Anglois un débit que les François ne pourront jamais procurer aux leurs, mais qui est remplacé par celui de leurs vins.

Depuis que le bled est devenu une marchandise, le monopole, disent les Anglois, n'a point causé de cherté dans leur pays. Celle de 1757 qu'on lui a attribuée, venoit, selon eux, de plusieurs causes étrangères au commerce ordinaire, & principalement des magasins militaires formés par ordre du gouvernement. Il est sûr que les sommes considérables qui furent avancées aux entrepreneurs, leur facilitoient l'achat de la plupart des bleds du royaume, dont ensuite ils gouvernerent le prix à leur gré. Mais aujourd'hui qu'ils n'ont plus ce motif à alléguer, ils crient unanimement contre le monopole, qu'ils regardent comme la source funeste de la cherté du grain, qui les fait gémir depuis quelques années. Il suit donc qu'à cet égard l'Angleterre a le même vice radical que la France; savoir, le monopole.

De Lamare, dans son traité de la police, remarque que, dans les temps de disette, Charlemagne & ses successeurs, jusqu'à présent, ont

ordonné assez uniformément des recherches de grains, & qu'ils en ont fixé le prix à un taux raisonnable pour le vendeur & l'acheteur : mais il observe, en même temps, qu'il est dangereux d'usér de ces ressources, & que l'événement en a été constamment une augmentation du mal ; il cite, entre autres, une ordonnance de Philippe le Bel de 1304, qui causa une privation si subite, qu'il fut obligé de la révoquer sur le champ.

Plus les précautions que l'on prend en pareil cas sont exactes & sévères, plus elles peuvent devenir dangereuses. Le peuple s'aperçoit bien par le prix, que le bled est rare ; mais il espère dans le secours du pays voisin dont il ignore l'état, & qu'il croit meilleur que le sien. Cette idée entretient sa confiance & son espoir ; mais si-tôt qu'il voit paroître les soins pressés du gouvernement, il conclut que, mieux instruit que lui de la situation & du danger, il n'intervient que parce qu'il a reconnu toute l'étendue du mal ; & alors celui qui a des grains les resserre pour les vendre plus cher, ou pour n'être pas exposé à manquer lui-même. Ceux qui sont en état se munissent d'une double & triple provision à quelque prix que ce soit ; car la conservation de la vie fait mépriser tous les autres biens, & ceux qui sont sans moyens tombent dans l'abattement qui mène au désespoir.

On ne sauroit disconvenir que ces précautions ne soient sages, & ne partent d'un principe qui a en vue l'utilité publique ; mais quelle autorité est capable de les faire exécuter ?

Elle y a échoué toutes les fois qu'elle l'a tenté; l'esprit de l'homme a plus de ressources quand il est question de faillir, que la loi n'a de prudence pour l'empêcher de mal faire. Il s'agit donc de trouver des moyens simples que la malice des hommes ne puisse point éluder, qui n'exigent point ces attentions suivies dont la gêne nuit à l'exactitude; des moyens, enfin, sur le succès desquels on puisse raisonnablement compter, sans employer la force, la contrainte & les peines. Il s'en présente deux pour la France.

Le premier seroit de construire, dans toutes les principales villes du royaume, des magasins ou greniers publics capables de contenir la quantité de bleds nécessaire aux besoins du pays, qui y seroit affecté par un arrondissement, qui se trouve déjà tout formé par la division des différentes provinces, ou des autres bureaux de recette dans les généralités qui ne font pas partie des pays d'élections.

Je remarquerai que ce projet n'est point en usage en Angleterre. Comme on n'y craint pas ces destructions périodiques des moissons, auxquelles plusieurs climats sont exposés, des magasins de bleds ne pourroient servir qu'à entretenir le prix de cette denrée à un certain taux, en arrêtant l'effet du monopole dont ses habitants paroissent ne pas redouter les inconvénients.

La ville de Londres a cependant un magasin public; c'est un grand bâtiment très-ancien dans le fauxbourg de Southwark, que l'on appelle *Bridgels-house*, ou maison du pont, parce qu'on

qu'on y conserve tout ce qui est nécessaire pour l'entretien & la réparation du pont de Londres. Il y a dans ce bâtiment des greniers fort étendus, des fours pour cuire le pain & une brasserie publique. Tout cela avoit été destiné pour subvenir aux besoins des citoyens de Londres dans une calamité imprévue ; & les greniers, ainsi que les fours, ont été autrefois d'une grande ressource, sur-tout dans la famine que le royaume éprouva sous le regne d'Elisabeth en 1594. On ne s'est guere servi des uns ni des autres depuis ce temps-là, non plus que de la brasserie ; & il n'y a aujourd'hui ni bled ni orge dans les greniers.

Le bled & tous les grains arrivent à Londres, comme les autres denrées, sans que les magistrats prennent aucune précaution pour les attirer dans leur ville. Il y a seulement un acte du parlement passé sous la reine Anne, en faveur des patrons & des matelots de tous les bâtiments appartenants au port de Londres, & qui sont employés à transporter dans cette ville des grains, du poisson & d'autres provisions, qui les exemptent du paiement des six sous par mois qui doivent être retenus pour l'hôpital des invalides de la marine à Greenwich, sur les gages & la paie de tous les matelots pêcheurs & autres gens de mer de la Grande Bretagne & de l'Irlande.

Le marché aux grains se tenoit autrefois sur la Tamise, dans les bateaux mêmes qui apportent le bled à la ville, & près du quai qu'on appelle *Bearkey* : mais les marchands s'étant dégoûtés d'aller dans ces bateaux, se firent ap-

porter à terre les échantillons ou les montres du bled de chaque cargaison : c'est là l'origine des courtiers de bled. Bientôt ce commerce devint considérable par l'encouragement accordé à l'exportation du bled & des autres grains. Le nombre des marchands s'accrut , & ceux de Londres, voulant se rassembler dans un lieu plus commode que le quai étroit qui lui servoit de marché, firent construire un bâtiment environné de portiques, qui porte le nom de bourse au bled (*The Cor'ne Exchange.*) Toutes les affaires, tous les marchés s'y font par courtiers & par montres ou échantillons , & de l'opération de cette bourse dépend le commerce général des grains du royaume.

J'ai cru devoir faire parvenir, par ce détail, la proposition du second moyen que je pense propre à prévenir la disette en France, qui seroit d'y établir une police générale sur la sortie & sur l'entrée des grains, à l'instar de ce qui se pratique en Angleterre.

Il s'agit d'examiner lequel des deux conviendrait le mieux à ce royaume, & lequel pourroit être mis en œuvre avec plus de facilité & moins de dépense. Je vais exposer l'un & l'autre avec tout le détail possible, & j'y joindrai les réflexions nécessaires pour les entendre de manière à se décider avec connoissance.

Si le magistrat suprême a cru indispensable de rassembler & d'exercer des corps de troupes, de construire des forteresses pour la sûreté & la défense des sujets confiés à ses soins, il n'a pas cru moins nécessaire de se précautionner contre les événements fâcheux de la

famine, qui est le plus redoutable fléau du genre humain.

Plusieurs personnes ont donné, en différents temps, des projets pour former des magasins publics; ils ont administré les devis & plans des bâtimens, la maniere de faire les approvisionnements des grains, de les régir après le dépôt dans les magasins, de les renouveler & d'en faire la vente au public dans les temps de disette: mais l'immensité de l'entreprise & l'objet de la première dépense ont effrayé les ministres & fait abandonner ces projets.

Un particulier, sous M. le régent, crut pouvoir plus facilement faire accepter ce projet utile, en déchargeant l'état des fraix & des soins qu'il pouvoit exiger. Il présenta, en conséquence, son plan dans les termes suivans.

« Il y a déjà long-temps qu'un particulier a
» proposé, sous diverses formes, l'établissement
» de magasins de grains, qui se trouveroit aussi
» avantageux & nécessaire au public, qu'il seroit
» profitable à sa majesté. On est persuadé
» que dès que S. A. R. aura eu la bonté de
» jeter les yeux sur ce mémoire, elle en sentira
» l'importance; & les grandes vues qu'elle
» a pour la prospérité du royaume, la porteront
» à nommer un commissaire, pour en examiner le détail,
» & se procurer les éclaircissements nécessaires de MM. les intendants de
» provinces.

» Il est constant que la disette & la vilité des
» grains sont aussi préjudiciables à l'état l'un
» comme l'autre; & l'on peut assurer que la trop
» grande abondance a des suites plus longues par

» l'abandonnement des terres. Si l'on examine le
» recouvrement des recettes de 1709 & 1710,
» pour la disette, & celles de 1715 & 1716
» pour l'abondance, on sera convaincu de cette
» vérité.

» Pour éviter ces deux inconvénients, il est
» certain que l'établissement des magasins gé-
» néraux est absolument nécessaire ; il ne
» s'agit que d'examiner les moyens les plus
» propres pour y parvenir, sans que cela
» cause aucun dérangement, tant au prix du
» bled qu'à la continuation des marchés or-
» dinaires, & de trouver aussi les moyens
» de consommer journellement les grains des
» magasins, afin de les rafraîchir continuelle-
» ment par de nouveaux, d'une manière pro-
» fitable, sans quoi l'établissement ne sauroit
» subsister.

» Pour y parvenir, il seroit convenable que
» S. M. accordât à la compagnie des Indes
» l'établissement desdits magasins, avec le pri-
» vilege exclusif de vendre aux étrangers les
» bleds dont on pourroit se passer ; ce qu'elle
» ne devroit cependant point faire, sans avoir
» donné au roi un état des grains qui resteroient
» dans ses magasins ; & de ceux qu'elle feroit
» sortir du royaume.

» L'on se persuadera peut-être que les fonds
» considérables qu'il faut pour cet établissement,
» en doivent empêcher l'exécution : mais on
» fera convaincu du contraire, dès qu'on saura
» combien d'années il faudra pour mettre l'éta-
» blissement dans son état de perfection. On ne
» sauroit y parvenir en moins de dix années,

» parce qu'il ne faut prendre chaque année qu'à
» proportion de l'abondance de la récolte ; sans
» quoi le but qu'on se propose de procurer le
» bien de l'état ne s'y trouveroit pas , par le prix
» excessif où cela feroit monter les grains ; &
» qu'il ne convient pas d'en tirer de l'étran-
» ger , parce que le royaume en fournit assez
» & au delà de sa consommation ordinaire ,
» sans être obligé de faire sortir l'espece par cette
» voie-là.

» Pour parvenir à faire un arrangement juste ,
» il faudra avoir des éclaircissements de messieurs
» les intendants sur trois choses.

» 1°. La nature de la province , sa production
» & sa consommation.

» 2°. Quelles sont les rivières qui y passent ,
» le nom de l'endroit où elles commencent à
» porter bateau , dans quelles provinces elles
» passent , & quels sont les frais des bateaux
» d'une province à l'autre.

» 3°. Quelles sont les places de guerre qu'il
» y a dans chaque province.

» Les magasins doivent être établis sur les
» rivières principales , à portée de faire facile-
» ment transporter les grains dans les provinces
» voisines , parce qu'il arrive très-souvent , par la
» grande étendue du royaume , qu'une province
» vient à manquer , sans que la disette soit géné-
» rale ; & par ce moyen les provinces seroient à
» portée de se secourir mutuellement dans leurs
» besoins , ce qui ne peut se faire que par les
» rivières , par ce que les voitures de terre sont
» trop dispendieuses par rapport aux grains qui
» sont un volume gros & pesant ; ce qui fait très-

» souvent que les bleds sont fort chers dans une
» province, pendant qu'ils sont à vil prix dans
» une autre : mais par cet établissement on
» éviteroit ces inconvénients qui sont très-ruineux
» pour la province qui se trouve dans le cas de
» manquer.

» Il reviendrait plusieurs biens de cet établis-
» sement : le laboureur feroit valoir ses terres
» dans la persuasion où il feroit de vendre ses
» grains à un prix raisonnable ; ce qui le mettroit
» en état de payer le prix de sa ferme & de
» satisfaire aux impositions au profit du roi.

» L'artisan ne feroit plus, comme il est,
» obligé de se pourvoir dans les provinces, puis-
» qu'il feroit assuré de trouver toujours du grain
» à un prix raisonnable, sans craindre la disette.

» Le seigneur qui donne ses terres à ferme se-
» roit toujours certain de recevoir le prix de ses
» baux aux termes qui y feroient stipulés.

» La compagnie des Indes profiteroit considé-
» rablement sur l'excédant des bleds qu'elle ven-
» drait à l'étranger, & sur plusieurs autres arti-
» cles, dont le détail ne peut se connoître qu'à
» mesure que les circonstances le feront décou-
» vrir.

» Sa majesté y trouveroit plusieurs avantages,
» car elle feroit à portée de faire marcher ses
» troupes par tout son royaume, & au moment
» qu'elle le souhaiteroit ; ses places de guerre se-
» roient toujours suffisamment munies de vivres,
» parce que, comme elles sont presque toutes
» sur les frontières, la compagnie y feroit dou-
» ble provision, pour pouvoir en vendre aux
» étrangers en temps de paix, en conformité
» d'un des articles précédents.

» En temps de guerre , le roi n'auroit pas be-
» soin de faire aucun traité pour les vivres de ses
» armées , mais uniquement pour la cuisson du
» pain. Il trouveroit enfin un avantage réel , en
» ce qu'il ne resteroit aucune terre inculte dans
» son royaume , & que par le débit des grains à
» un prix raisonnable , les revenus des recettes
» & de tous ses autres droits seroient toujours
» payés très-exactement.

» Si l'on veut commencer l'établissement par
» la ville de Paris , on verra démonstrativement
» quel avantage il en reviendra au public en fai-
» sant baisser le prix du pain , & le profit consi-
» dérable qu'en tirera la compagnie malgré cette
» diminution.

» Pour cela il faut examiner sa situation , qui
» fait que , pendant six mois de l'année , les grains
» augmentent toujours de trente pour cent dans
» Paris , quoiqu'il n'y ait ni trop grande abon-
» dance ni disette. La raison qui occasionne ce
» haussement est sensible ; c'est que , pendant six
» mois d'été , les payfans occupés à la récolte ,
» ne voiturent pas aussi abondamment que pen-
» dant les autres six mois. La rivière d'ailleurs se
» trouve si basse pendant ces mois d'été , qu'elle
» ne peut voiturer comme dans les autres ; ce qui
» fait que les grains se trouvent beaucoup plus
» rares dans Paris pendant ce temps , ce qui en
» augmente par conséquent le prix , parce que
» la consommation est toujours la même.

» C'est ce qui n'arriveroit pas si la compagnie
» des Indes avoit l'établissement des magasins ;
» & quoique Paris soit d'une trop grande con-
» sommation , pour pouvoir subvenir à tout par

» des magasins généraux , on peut cependant en
» former de considérables pour suppléer , pen-
» dant le temps de la récolte , &c. au manque
» de voitures par la rivière.

» Quant aux autres magasins pour la subsis-
» tance générale de cette grande ville , il faut les
» placer sur les rivières suivantes , au dessus &
» au dessous de la Seine , sur la Marne , l'Yonne ,
» le Loing , &c.

» Tous ces différents magasins se trouveront
» à portée de subvenir aux besoins de Paris , par
» la commodité des rivières : dans un établisse-
» ment de cette nature , une des principales at-
» tentions est celle des voitures.

» On se contentera de donner l'idée de cet
» établissement , jusqu'à ce qu'on sache si elle
» paroîtra agréable ; & alors il sera facile d'en
» faire connoître tous les avantages , & de faire
» voir qu'il ne faut pas de fonds aussi considéra-
» bles que l'objet paroît en exiger ; que la régie
» en sera simple & aisée ; que les précautions à
» prendre contre les malversations sont presque
» certaines , & qu'enfin il sera très-facile de cor-
» riger tous les abus qui pourront se glisser.

» Le roi se trouvera par ce moyen à portée de
» maintenir l'abondance dans son royaume , &
» d'y faire rentrer de l'argent par l'excédant qui
» sera vendu aux étrangers.

» Il reste encore une réflexion à faire sur cet
» article , c'est que souvent on défend la sortie
» des grains du royaume , plutôt parce qu'on
» ne fait pas la quantité dans l'intérieur , & qu'on
» craint d'en manquer , quoiqu'il y en ait plus
» naturellement qu'il n'en faudroit pour la con-

» sommation. Cela n'arriveroit pas si l'on établis-
 » soit ces magasins , où il faudroit qu'il en restât
 » des quantités suffisantes & telles que S. M. ju-
 » geroit à propos.

» Quant à l'excédant , la compagnie des Indes
 » en tireroit beaucoup plus d'avantages que ne
 » pourroient faire les particuliers , parce que les
 » étrangers , qui voudroient des bleds de France ,
 » feroient des traités avec la compagnie , avant
 » que d'envoyer des vaisseaux pour les charger ,
 » lesquels ne feroient pas obligés de séjourner
 » avec leurs équipages dans les ports , pendant
 » trois à quatre mois qui leur sont aujourd'hui
 » nécessaires avant que d'avoir amassé la quan-
 » tité de grains suffisante pour former leur car-
 » gaïson.

» L'économie que les étrangers feroient sur
 » cet article deviendroit une sûreté pour la com-
 » pagnie , & cette consommation des excédants
 » la mettroit à portée de renouveler , aussi sou-
 » vent qu'elle le jugeroit à propos , les grains qui
 » se trouveroient dans les ports de mer ou dans
 » les autres frontieres. »

Telle étoit l'idée d'une personne qui sentoît la
 nécessité des magasins publics , mais qui vouloit
 décharger l'état des embarras qui en sont insépa-
 rables , & qui ne voyoit sans doute aucun moyen
 de les diminuer , ni aucune ressource dans le
 gouvernement François pour fournir aux fraix
 qu'exige un pareil établissement. Du moins au-
 roit-il dû savoir que resserrer le commerce des
 bleds dans une seule compagnie , c'est ouvrir un
 champ immense au monopole , & conséquem-

ment saper d'une main les fondements qu'on jette de l'autre.

L'état de la France lui permet de former cet établissement & de l'entretenir : écoutons à ce sujet un magistrat éclairé, qui a su employer à des recherches & à des réflexions utiles, les moments qu'il a pu dérober au courant des affaires pendant 17 ans d'intendance. Il avoit fait dans sa province un établissement, qui a subsisté avec succès pendant trois ans, & qui embrassoit différentes parties d'économie relatives aux magasins publics. Quoiqu'il n'ait pas été continué, je le proposerai cependant comme le meilleur en ce genre, & le plus utile qui ait été pratiqué en France.

Ce qui paroît avoir dégoûté de l'établissement, a été principalement, comme je viens de le dire, la grande dépense nécessaire pour la construction des magasins & pour le premier achat des grains, dont l'objet en effet est très-considérable. Mais, dit l'auteur, les fonds de celui-ci peuvent se trouver avec facilité & sans altérer les revenus courants ; mais il en doit résulter plusieurs avantages perpétuels pour une charge qui ne fera que passer.

Les revenus de la couronne n'étant plus assez considérables pour fournir à la dépense qu'exigent la majesté du trône, la tranquillité de l'intérieur & la sûreté des frontières, il a fallu y suppléer par des impositions sur les peuples.

Celle qui porte le nom de taille est la plus ancienne, & l'importance de sa destination exige que la somme de la contribution générale, or-

donnée par le prince , soit toujours remplie : mais comme il n'y a point d'année qu'il n'arrive quelques accidents généraux ou particuliers aux provinces ou aux héritages sujets à cette imposition , l'on impose une somme en sus de ce qui doit être remis au trésor royal , pour subvenir aux non-valeurs : en sorte que si le fonds de la taille est de quarante millions , on en impose quarante-quatre , & cet excédant est réparti en diminution sur les généralités qui ont souffert , & par subdivision sur les élections , sur les paroisses & sur les particuliers.

C'est une partie de ce même fonds que l'auteur propose de prendre , pendant autant d'années qu'il sera nécessaire pour former & entretenir son établissement. Il est vrai que cette imposition , qui n'est que fictive aujourd'hui , deviendra réelle pendant le temps nécessaire à remplir les magasins : mais n'y ayant point d'autres richesses dans l'état , que celle de l'état même , il faut bien que ce soit le corps politique qui leve ce fonds sur lui-même , pour être appliqué au soulagement des membres qui le composent.

A l'exception d'une très-petite portion de domaine , c'est une grande erreur de croire que le roi ait d'autres richesses & d'autres revenus , que ceux que ses sujets lui forment d'une partie du leur ; toutes les dépenses publiques doivent nécessairement être prises sur le public , & le souverain n'en est que l'ordonnateur & le modérateur. Quelle dépense peut être plus utile pour ce public , que celle d'assurer sa propre subsistance contre l'avarice , le monopole & l'intempérie des saisons ?

Suivant l'auteur après lequel je parle, la sur-imposition ne procure presque aucun avantage. Il dit,

1°. Qu'elle n'est jamais proportionnée à l'étendue des besoins ; que quatre millions ne sauroient suffire à réparer les désordres de la grêle, du feu & des inondations qui arrivent annuellement : si en effet un laboureur, qui a perdu la valeur de 300 liv. par quelques-uns de ces accidents, est fort heureux, s'il peut obtenir 15 ou 20 liv. de diminution.

2°. Que non-seulement ces diminutions ne sont pas proportionnées aux pertes, mais que souvent le malheureux n'en ressent l'effet que quand il n'en a pas besoin. Si l'accident, dit-il, est arrivé dans une année, la diminution accordée ne pourra être appliquée que sur son dernier paiement de l'année suivante, parce que la partie du roi doit être acquittée avant toutes choses. Faute d'un secours à propos, il n'a pasensemencé son héritage, ou s'il l'a enssemencé, le secours devient inutile, parce que le besoin pressant n'existe plus.

3°. Que rien n'est plus susceptible d'injustice que cette distribution, qu'elle est accordée pour rétablir l'égalité & qu'elle la détruit ; que la religion des intendans est presque toujours surprise par le grand nombre de gens intéressés à la surprendre ; que le crédit & la faveur achevent ce qui a échappé aux insinuations ; & que ce qui se rejette sur le corps des communautés, produit encore un plus mauvais effet, parce qu'il est réparti au sou la livre sur les contribuables qui, n'ayant pas également souffert, & dont quelques-

uns peuvent n'avoir eu aucune perte , participent néanmoins à la grace avec égalité.

L'auteur ne se propose pas d'acheter les grains pour former ses magasins de la même manière que font les entrepreneurs & munitionnaires , mais il entend employer deux millions des quatre ci-dessus , à faire des prêts aux particuliers dans l'instant de leurs pertes , pour les mettre en état de les réparer , & de n'en recevoir le remboursement qu'en grains , sans intérêt , & après qu'une récolte heureuse les aura mis en état de s'acquitter.

Ce prêt , fait à propos , fera , selon lui , plus utile que si on donnoit la même valeur gratuitement après coup ; & ce sera en même temps faire un amas considérable de grains , sans crainte d'en faire augmenter le prix dans le public ; & par ce moyen on se procurera une ressource certaine contre la disette.

Plus l'exécution de ce dessein s'avancera , plus son utilité deviendra sensible , parce que chaque année ajoutera deux millions de plus à la source des bienfaits , c'est - à - dire , aux magasins ; en sorte qu'un prêt qui n'auroit pu être que de 20 l. dans la première année , pourra être de 40 la seconde , & ainsi en augmentant.

Il observe que , pendant la première année , le roi ne prêtera en argent que pour éviter le détail & l'embarras des achats de grains ; mais que pendant les années subséquentes , il fera libre aux emprunteurs de prendre du bled ou de l'argent ; & que , s'il reste des deniers à la fin de chaque année , ils seront employés en grains : mais que , comme le projet se trouvera consommé & les

magasins remplis après dix années, tous les prêts ne se feront plus par la suite qu'en bleds, dont la sortie & la rentrée par les prêts, & le remboursement de ceux-ci feront le renouvellement perpétuel.

Les vingt millions employés en grains pendant dix années donneront, suivant le calcul de l'auteur, deux millions quatre cent mille quintaux de bled, à 8 liv. le quintal : mais ce prix est trop fort ; & l'on peut avancer, sans crainte, qu'avec ce fonds on pourra mettre en magasin jusqu'à quatre millions de quintaux de bled froment, parce que, dans les années communes, il ne vaut pas plus de vingt sous le boisseau, mesure de Paris pesant vingt livres.

Avec une pareille ressource, on fera en état de parer à toutes les disettes réelles ; & la confiance du peuple, à la vue de cette même ressource, dissipera cette terreur panique, capable de produire le même effet qu'une véritable disette.

Les frontières se trouveront approvisionnées pour les premiers besoins ; & le munitionnaires ne feront plus dans le cas de ces achats précipités, à charge au roi par les prix excessifs, & au public par celui où ils font monter les grains.

Lorsque ces magasins seront formés, c'est-à-dire, après les dix années révolues, la sur-imposition de quatre millions, destinée au remplacement des non-valeurs, sera réduite à deux, & le peuple déchargé d'autant.

Comme tous les pays ne produisent pas des grains, & que les prêts ne pourront être rendus en nature, ainsi qu'il est nécessaire que cela soit,

l'auteur entend que les deux autres millions continueront à être imposés, pour aider les pays de vignobles & autres, dans les accidents qui leur surviendront ; & comme il y a, selon lui, au moins les trois quarts de terre à bled contre un quart d'autre espèce, on sera en état, dit-il, de procurer à cette partie un secours double de celui qu'elle recevoit auparavant.

Cette réflexion est très-bonne, en supposant l'acceptation du projet : mais j'estimerois qu'il seroit encore plus avantageux de se servir de ce fonds réservé, pour former le double de magasins, que de continuer à l'employer en décharges & modérations, comme il s'est pratiqué jusqu'à présent. 1°. Les vices de la distribution exposés par l'auteur continueroient dans leur entier sur cette partie. 2°. Les pays de vignobles & de bleds sont si mêlés ou si voisins, que l'on ne pourroit en faire la division, de manière à éviter la confusion & les plaintes. 3°. Le vigneron ne travaille la vigne que pour avoir du grain ; il n'est pas moins membre de l'état que le laboureur, & ne mérite pas moins les attentions du souverain. 4°. Avec l'argent qui proviendra de la vente ou échange de son vin contre du grain, il ne lui sera pas difficile de remplacer en bled le prêt qui lui aura été fait en argent, parce qu'il n'y a point de pays où il n'y ait des laboureurs ou du moins des marchés.

Ceux qui voudront emprunter, continue l'auteur, n'y seront admis que sur des certificats en bonne forme de leurs communautés, ou de personnes de la ville connues & solvables, de la quantité de grains dont ils auront besoin ; & ces

certificats devront être de plus visés par le subdélégué du lieu.

Si le prêt est fait en argent , le subdélégué en fera l'évaluation en grains au dos du certificat , sur le pied du dernier marché. On pourra prêter en argent , comme il a été dit , jusqu'à la consommation du projet ; mais le remplacement devra toujours se faire en grains.

En recevant le grain ou l'argent , les emprunteurs reconnoîtront pardevant notaires , sans contrôle , & moyennant cinq sous , pour tous fraix , que c'est à l'effet d'ensemencer telle portion de leurs héritages , & s'obligeront , comme pour les propres deniers & affaires de sa majesté , d'en faire le remplacement en grains , à leurs fraix , & de la même qualité & poids , dans le magasin du ressort , au mois d'octobre suivant ; duquel remplacement la communauté ou autres , qui auront signé les certificats , seront & demeureront garants & responsables ; ce qui est juste , puisque le prêt doit être employé à l'utilité respective de la caution & du principal obligé.

Le recouvrement des prêts se fera à la diligence des gardes-magasins.

S'il arrive deux années malheureuses de suite à ceux qui auront emprunté , la restitution sera prorogée pour une autre année , du consentement des certificateurs , & par l'ordonnance des intendants , mais jamais au delà , parce qu'il faut assurer la rentrée du prêt , à moins qu'il ne plût à sa majesté d'en faire la remise entière , dans les cas de misère & de disette extraordinaire.

S'il se trouvoit une suite d'années assez favorables pour que le paysan ne soit pas dans le cas d'emprunter,

d'emprunter, le roi fera consommer les grains par ses troupes ; les munitionnaires en feront le remplacement en argent, que les gardes-magasins emploieront en achats de grains ; & cette consommation pourra se faire par transport effectif, dans les cas qui le permettront, ou en envoyant des troupes sur les lieux : & si l'on trouvoit trop de difficultés à l'un ou à l'autre de ces moyens, on pourroit en user comme dans les villes de Lyon, de Strasbourg, & autres villes, où la vidange & le renouvellement des magasins se font par les boulangers.

Comme le grain souffre des déchets considérables de la garde à la vente, que l'auteur évalue à un sixieme au total, il sera nécessaire de rétablir tous les six ans, & pour une année seulement, l'imposition de deux millions supprimés.

Il compte sur trois cents magasins dans le royaume, Paris exclu, attendu que sa grandeur & sa puissance doivent engager & déterminer ceux qui le gouvernent, à pourvoir à sa subsistance d'une maniere particuliere, & sans être à charge aux provinces.

Dans plusieurs endroits il y a, dit-il, des bâtimens appartenants au roi ou aux villes : mais, sans s'arrêter à cette ressource, on louera à prix d'argent les greniers des particuliers ou ceux des couvents ; & il estime qu'un magasin capable de contenir sept ou huit mille quintaux de bled, ne doit pas coûter, le fort pour le foible, plus de 300 livres ; ce qui, pour trois cents magasins, seroit en dépense. livres 90,000.

Fraix de gardes-magasins, remuages,
&c. trois sous par quintal, faisant six

De l'autre part, 90,000
 sous par sac, prix commun des mar-
 chés, ce qui revient à 1200 livres par
 magasin, & pour trois cents. . . . 360,000.

 450,000.

Frais extraordinaires, évalués à . . . 50,000.

La dépense annuelle se monteroit à 500,000.

Ces magasins étant faits pour l'utilité publique, feront censés lui appartenir, &, par cette raison, il sera chargé de leur entretien : ainsi, au lieu de supprimer entièrement l'imposition des deux millions, après l'exécution du projet, on n'en supprimera que quinze cent mille livres.

Si l'on jugeoit à propos d'employer à l'exécution du projet les quatre millions de sur-imposition, au lieu de deux seulement, il n'y auroit qu'à doubler cette opération ; & alors il y auroit en magasin huit millions de quintaux de bled, capables de fournir à la subsistance de plus de quatre millions d'ames pendant trois mois ; ce qui suffiroit pour dissiper les craintes, & prévenir les funestes effets qui en résultent.

L'auteur entre ensuite dans le détail de la nature des grains dont les magasins seront composés, du temps auquel les prêts seront faits, & de la comptabilité des gardes-magasins ; après quoi il répond, d'une manière satisfaisante, à des objections qui lui ont été faites par la compagnie des receveurs-généraux des finances, desquels le ministre avoit voulu avoir l'avis ; &, à la suite de

Les réponses, il donne les projets de réglemens pour l'exécution de toutes les parties : mais je ne le suivrai pas plus loin ; ce que j'en ai rapporté suffit, sans doute, pour donner une idée générale de l'entreprise.

Comme le projet qu'on vient de lire laisse à ceux qui ont la police de la ville de Paris le soin de pourvoir à sa subsistance, j'ajouterai ici le plan que M. Hérault avoit formé à cet égard. Ce célèbre lieutenant de police y soutient, comme l'auteur précédent, l'utilité des magasins publics ; mais la manière dont il vouloit les établir à Paris, sans être à charge ni à la ville, ni au souverain, doit lui mériter une préférence, qui inspire le désir d'en connoître le détail.

« On a senti dans tous les temps, *disoit-il* ;
 » combien des magasins de bled seroient utiles
 » en France, & principalement à Paris. Dans
 » les années abondantes, le bled qu'on retire-
 » roit pour être emmagasiné, maintiendrait à
 » un prix raisonnable celui qui se vendroit. Ces
 » magasins dispenseroient encore de la nécessité
 » où l'on se trouve assez souvent d'accorder des
 » passe-ports pour la sortie des bleds hors du
 » royaume.

» Lorsque les récoltes seroient stériles, les
 » opérations pour ramener l'abondance seroient
 » si aisées, & pourroient être si promptes, que le
 » peuple n'auroit pas le temps de s'appercevoir
 » de la disette. En temps de guerre, de quelque
 » côté que les troupes s'assemblaient ou que
 » l'ennemi tournât ses pas, le soin d'y faire con-
 » duire des bleds ne seroit plus un objet.

» Telle est l'utilité des magasins ; utilité si

» sensible & si reconnue , que l'établissement en
» a souvent été projeté , mais toujours abandonné
» donné par des obstacles qui ont paru trop difficiles à surmonter : mais il s'agit aujourd'hui
» de lever ces obstacles , que je réduis aux
» suivants :

» 1°. Il faut des sommes considérables pour
» l'achat des grains nécessaires aux approvisionnements du royaume , & la situation des
» affaires de l'état ne permet pas de faire cette
» dépense.

» 2°. Les magasins & les greniers que l'on
» emploiera à renfermer des bleds , doivent
» être placés dans de certaines proportions d'éloignement & de situation : or le roi n'en a
» point dans cette convenance , & il en coûteroit
» trop pour en bâtir.

» Enfin , les bleds emmagasinés ne sauroient
» se conserver , si on ne les remue , si on ne les
» crible , si on ne les préserve de la mite , & si
» on n'en substitue de nouveaux à la place des
» vieux. Rien n'est moins facile que le choix de
» personnes capables , fidelles , zélées , & d'une
» attention assez suivie pour remplir , toujours
» à temps , les soins différents de cette administration. Leur négligence peut devenir plus
» préjudiciable au service de l'état que leur infidélité même.

» Voilà , à peu près , à quoi se réduisent les
» inconvénients qui , jusqu'ici , ont prévalu sur la
» nécessité de l'établissement des magasins publics , & qui ne sauroient avoir lieu dans ce
» nouveau projet.

» Il consiste à obliger toutes les maisons

» religieuses & les chapitres considérables du
» royaume qui jouissent de revenus suffisants ou
» excédant leurs dépenses ordinaires, de ré-
» server dans leurs greniers, & autres endroits
» de leurs maisons, une quantité de bled propor-
» tionnée à leurs facultés. Il faudroit commencer
» par les astreindre dès à présent à doubler &
» à tripler même les provisions qui leur sont né-
» cessaires pour leur propre subsistance, & en
» continuant par la suite, selon l'abondance des
» récoltes, & toujours proportionnellement à leurs
» revenus, de tenir la main à l'augmentation de
» double & triple provision.

» Rien n'est plus que ce projet conforme à
» l'institution des communautés & des chapitres.
» Par là, une infinité de maisons que la piété
» des peuples a fondées, deviendront, dans des
» temps de cherté, la ressource de ces peuples ;
» & les biens de l'église, après avoir suffi. à la
» subsistance de ceux qui la desservent, seront
» employés au soulagement des pauvres. Cette
» destination est toute naturelle, toute juste, &
» la seule qui convienne. L'acquisition de nou-
» veaux domaines, la construction de vastes
» édifices ne répondent point à l'établissement
» des monasteres. En ramenant les religieux aux
» vues de leurs fondateurs, on leur procurera le
» mérite de remplir exactement un des princi-
» paux devoirs de l'état qu'ils ont embrassé, &
» le peuple, accoutumé à murmurer de leur
» opulence, les regardera pour lors comme des
» restaurateurs de l'abondance.

» La loi, d'ailleurs, qui leur fera imposer
» d'amasser des grains, tournera à leur propre

» avantage , puisqu'ils achèteront à bas prix , dans
» des années abondantes , des bleds qu'ils reven-
» dront plus cher lors de la disette ; car on ne
» prétend point les gêner dans la vente , qui sera
» libre & suivra le cours des marchés. La soli-
» citude de l'avenir produit naturellement le soin
» des provisions ; ainsi , les religieux & les cha-
» noines ne feront , en cela , que ce qu'un bon
» pere de famille fait tous les jours pour lui-
» même.

» Si à ces observations l'on joint les conve-
» nances particulieres , on acheve de se deter-
» miner pour l'établissement projeté. En effet ,
» quand même l'état se trouveroit en situation
» de bâtir des magasins , ceux que l'on édifieroit
» ne pourroient jamais convenir plus parfaite-
» ment à l'amas des bleds que les maisons reli-
» gieuses ; car les positions ont été exactement ob-
» servées lors de leur construction , & les distan-
» ces des unes aux autres se trouvent aussi presque
» égales : ajoutez que l'on a soigneusement pro-
» fité de la proximité des rivières & des canaux
» quand on a choisi les terrains.

» On trouvera dans ces avantages , qu'on cher-
» cheroit ailleurs inutilement , toutes sortes de
» facilités pour emmagasiner les grains , pour les
» transporter d'une province à une autre , & pour
» en fournir les marchés.

» Ces magasins seront plus naturels que ceux
» que le roi feroit construire. Les spéculatifs n'y
» chercheront point de causes de cherté. La
» nécessité & les succès différens des récoltes
» paroîtront régler la vente des bleds , & le
» peuple , sans alarmes , se reposera de la sûreté

» de sa subsistance sur celle de ces dépôts publics.

» On a dit dans ce mémoire que le nouveau projet lèvera les trois principaux obstacles qu'on y a détaillés, & qui ont jusqu'ici fait abandonner l'idée des magasins; & c'est ce qui va être justifié en peu de mots.

» 1°. L'achat des bleds ne coûtera rien au roi. Les religieux & les chanoines en recueillent une forte quantité; & si leur récolte ne fournit pas à l'approvisionnement qui leur aura été fixé, ils en achèteront. Peuvent-ils faire un emploi plus utile à eux-mêmes de leurs revenus? Voilà donc le premier obstacle détruit.

» 2°. Sa majesté ne dépensera point à bâtir, puisque les magasins sont trouvés, & que la distribution en est même faite, de manière que chaque lieu où il se tient des marchés, fera souvent voisin de plusieurs riches monastères; ainsi, le second obstacle ne subsiste plus.

» 3°. Le choix des commis pour veiller à la conservation des bleds emmagasinés cesse d'embarasser. Les religieux feront suffisamment engagés à s'en pourvoir par leur intérêt particulier, puisque les grains qui se trouveront altérés tomberont à leur perte, ainsi que l'augmentation du prix tournera à leur profit. Un seul inspecteur suffira, dans chaque province, pour examiner si les quantités de grains réglées par rapport à chaque monastère, y auront réellement été rassemblés, & pour en rendre compte à l'intendant.

» On objectera que les maisons religieuses , en
» général , sont pauvres ; que celles qui sont aisées
» n'ont peut-être pas , dans le moment présent ,
» les sommes nécessaires pour former des maga-
» sins ; que l'objet de ces approvisionnements ,
» déjà peu considérable pour le royaume , sera
» trop foible pour en tirer un secours suffisant
» dans un temps de disette ; & qu'on aura de
» la peine à forcer les communautés à subir , à
» cet égard , la loi qu'on leur imposera.

» Il est facile de répondre succinctement &
» par ordre à ces objections. Premièrement ,
» dans le nombre des monasteres , il y en a de
» très-opulents, d'autres qui sont riches, & d'au-
» tres encore qu'on peut appeller aisés. L'éta-
» blissement projeté ne convient qu'à ceux-là.
» Le roi même , pour en faciliter l'exécution ,
» peut, en leur accordant la permission de vendre
» des bois de haute futaie , ordonner qu'une cer-
» taine partie de ces ventes , comme un cin-
» quieme, le quart ou le tiers, sera employée en
» achat de bled. La permission étant une grace ,
» la restriction sera de justice.

» Secondement , il ne s'agit pas de con-
» traindre les communautés à faire des magasins
» complets dans le cours d'une seule année ; mais
» il sera convenable de leur donner un temps
» suffisant, pourvu néanmoins que l'établissement
» commence dès à présent.

» Troisièmement , les maisons religieuses &
» les chapitres qui sont en état de contribuer à
» l'exécution du projet, forment un nombre assez
» considérable.

» D'ailleurs , il arrive souvent qu'au moyen

» d'une petite quantité de bled que l'on fait filer
» à propos dans les marchés, on met un frein à
» l'avidité des laboureurs : par exemple, quoi-
» qu'il faille plus de 90 mille muids de bled pour
» la subsistance de Paris pendant une année,
» on est venu à bout d'en faire diminuer le prix
» avec 25 à 30 mille muids, arrivés à propos
» des pays étrangers, & qui auroient même pro-
» duit un bien plus grand effet, si le mal ne
» s'étoit pas accru dans les intervalles qu'on a
» employés à les transporter.

» Quatrièmement enfin, dès que la loi qui
» sera imposée est juste, naturelle & conforme à
» la destination des biens de l'église, les parle-
» ments l'autoriseront par l'enregistrement.

» On peut ajouter que celui de Paris, qui a
» examiné & approuvé ce projet, donnera en
» cette occasion des marques particulières de son
» zele.

» On observera que ces magasins peuvent faci-
» lement s'établir à Paris chez les Chartreux, les
» Célestins, les peres de St. Lazare, les Bernar-
» dins, les religieux de St. Germain, de Saint-
» Denis, de Saint-Martin, de Sainte-Genevieve,
» de Saint-Victor, &c, & même dans les cha-
» pitres de Notre-Dame, de Saint-Honoré, &
» de Saint-Germain-l'Auxerrois.

» D'Ailleurs, il n'y a pas lieu de douter que
» l'hôtel-de-ville ne se signale par un approvi-
» sionnement de quatre à cinq mille muids de
» bled, & qu'il ne donne par là l'exemple à
» toutes les communautés & à tous les chapitres
» ci-dessus désignés.

On doit avouer que ce dernier projet, dans sa

simplicité , l'emporte autant sur le précédent , que celui-ci étoit préférable à tous ceux qui avoient pu être proposés auparavant. Si celui de M. Hérault prévient toutes les difficultés , l'autre entraîne après soi une partie des inconvénients qui ont fait rejeter ceux qui l'avoient précédé : c'est-à-dire , des magasins à construire , des bleds à y loger , & à remuer continuellement , des renouvellements annuels , des déchets considérables , des fraix de garde , & par dessus tout , des infidélités sans nombre , seules capables de ruiner en peu de temps tout le fruit de cet établissement.

Il y en a cependant , dira-t-on , de ces magasins qui subsistent depuis long-temps dans quelques grandes villes du royaume , & presque dans toutes celles d'Italie ; j'en conviens : mais ce ne sont que des villes ou de petits états , qui voient tout , qui examinent tout , qui ont tout sous la main & sous les yeux ; mais il ne s'en trouve point pour tout un grand royaume , dans l'immensité duquel le désordre se nourrit sans être aperçu ; ou s'il est vu , ce n'est que lorsqu'il n'est plus temps de s'y opposer.

Si les villes de France où il seroit nécessaire d'établir les magasins , étoient en état d'en faire les fraix , comme Lyon , Strasbourg & quelques autres , on pourroit espérer de parer aux infidélités qui en sont un des plus grands inconvénients. Les officiers municipaux n'y emploieroient que des citoyens d'une probité reconnue ; ils iroient eux-mêmes y faire de fréquentes visites , comme ils le pratiquent ailleurs ; ils regarderoient ces magasins comme un bien qui seroit propre & pa-

trimonial à leurs villes. Mais toutes les fois qu'ils seront dans la main du roi, la vaste étendue de l'état, l'indifférence fâcheuse que chacun témoigne pour la chose publique, les mauvais sujets que la protection & l'importunité mettroient en place, causeroient sûrement la ruine de cet établissement, qui d'ailleurs n'auroit guère que le mérite de prévenir les malheurs de la stérilité, sans remédier à l'avilissement des années abondantes.

Quant au plan de remettre tout entre les mains & à la charge des monasteres & des chapitres, il ne peut parer à ce dernier inconvénient qu'en ouvrant aux ecclésiastiques une source de richesses immenses; extrémité plus dangereuse à l'état que l'établissement ne peut jamais lui être profitable.

Je crois donc qu'il seroit beaucoup plus simple, plus certain & moins dispendieux pour la France, de suivre la route que les Anglois lui ont tracée.

J'ai demandé sur cela des éclaircissements à un pair d'Angleterre de ma connoissance, fort au fait des loix & des usages de son pays. Comme la police contenue dans ces éclaircissements sert de base à celle que je propose d'établir dans ce royaume, il m'a paru nécessaire de les rapporter tels que je les ai reçus : les voici donc sans aucun changement.

PREMIERE DEMANDE.

Savoir à quel prix, monnoie de France, a été arbitrée la mesure de grain, à laquelle est attachée la récompense pour le faire sortir & le transporter chez l'étranger.

R É P O N S E.

Quand les grains sont au prix mentionné au troisieme article ci-après ou au dessus, le gouvernement donne une récompense telle qu'elle est expliquée audit article, & il n'en accorde point quand il est au dessus.

S E C O N D E D E M A N D E.

Combien pese le grain contenu dans cette mesure, poids de marc ?

R É P O N S E.

Cette mesure s'appelle quarteron, & contient huit boisseaux ; chaque boisseau contient 32 pintes, mesure de Paris ; & un boisseau de froment pese environ 65 livres, poids de marc ; ce qui fait, pour huit boisseaux ou le quarteron, 520 livres, plus ou moins, suivant la bonté du grain.

T R O I S I E M E D E M A N D E.

Quelle est la récompense à la sortie ?

R É P O N S E.

Si huit boisseaux de froment valent 54 liv. de France ou moins, la récompense est de 5 liv. 12 f.

Pour huit boisseaux de seigle valant 36 l. ou moins, elle est de 3 liv. 19 f.

Pour huit boisseaux d'orge valant 27 liv. ou moins, elle est de 16 f.

QUATRIÈME DEMANDE.

Si cette récompense est égale quand le bled est extrêmement abondant ou extrêmement rare ?

Il semble qu'elle devrait être graduelle & proportionnée aux besoins d'entrée & de sortie des grains.

R É P O N S E.

Quand les prix sont au prix mentionné ou au dessous, la récompense est toujours égale; s'ils sont chers, on n'accorde rien; s'ils sont fort chers, le gouvernement ne permet pas d'en sortir.

Quand les marchands en font entrer, ils paient un droit plus ou moins fort, à proportion du prix des grains dans les marchés, c'est-à-dire, que quand ils sont à bas prix dans l'intérieur, le droit est plus grand que quand ils sont chers: par exemple, si huit boisseaux de froment valent 90 liv. de France, ou au dessus, le droit d'entrée est de 22 liv., & ainsi, à proportion, des prix extraordinaires.

Le droit varie aussi suivant les bâtimens qui servent à ce commerce; si ce sont des vaisseaux étrangers, il est plus fort que lorsqu'il est amené sur des vaisseaux de la nation.

Par ce qui vient d'être dit on voit que, quand le grain est à bas prix dans le royaume, le droit est assez fort pour empêcher qu'il n'en vienne des quantités capables de le faire tomber dans l'avilissement; & que, quand il est cher, le droit est si modique qu'il n'en empêche pas l'entrée,

& même on ne le laisse subsister qu'afin que le gouvernement soit informé de la quantité de grains entrant dans le royaume, pour en régler les prix avec connoissance.

CINQUIEME DEMANDE.

Si cette récompense suffit seule pour empêcher que le grain ne soit à trop bas prix dans l'abondance, & à trop haut dans la stérilité; ou si, dans le besoin, on emploie quelques moyens auxiliaires; &, en ce cas, quels sont ces moyens?

R É P O N S E.

Cette gratification est d'un bon service, parce qu'elle encourage l'exportation d'une grande quantité; & quand le bled est à bon marché, les fermiers en resserrent une partie considérable, dans l'espérance de les vendre plus cher; ce qui fournit toujours suffisamment les marchés.

Si le bled enchérit, la récompense est tout-à-fait arrêtée par défense du gouvernement; par ce moyen, les grains sont généralement à un prix raisonnable pour le peuple & pour le cultivateur, & je n'ai pas connoissance que l'on en emploie d'autres.

SIXIEME DEMANDE.

Quelles précautions prend-on dans ces circonstances pour assurer la vérité de l'importation & exportation, de maniere que le gouvernement ne puisse être fraudé par les négociants de mauvaise foi?

R É P O N S E.

Quand un marchand veut jouir de la récompense, il est obligé de produire à la douane un certificat des magistrats du lieu de l'enlèvement du grain, comme il n'excede pas audit lieu les prix mentionnés au 3^e. article de ces réponses, & de donner un certificat signé de sa main, énonçant la quantité & la qualité de son grain, & qu'il sera embarqué sur un vaisseau de la Grande-Bretagne, dont les trois quarts de l'équipage doivent être des sujets de l'état.

Si l'inspecteur soupçonne quelque dessein de fraude, ou doute de la vérité du certificat des magistrats, il peut le faire examiner & prendre le serment d'une ou de deux personnes de l'équipage; ensuite le marchand & une autre personne, qui est ordinairement le maître du vaisseau, se constituent cautions de 4500 liv. s. pour chaque cent tonneaux de grains; ce qui revient à environ 22 sous de France par boisseau, portant qu'ils s'obligent de décharger ledit grain dans les pays étrangers, & non dans la domination de l'Angleterre.

Trois officiers de la douane sont présents au mesurage & à l'embarquement : ils examinent deux sacs sur vingt ou plus, s'ils soupçonnent qu'il y ait de la fraude; mais si le grain est embarqué en grenier, ils font mesurer le tout.

Les officiers qui sont présents à l'embarquement, certifient la quantité; & le marchand, outre son cautionnement, prête encore serment que son grain ne sera pas débarqué dans l'Angleterre, & qu'il ira de bonne foi au lieu qu'il a dé-

claré : toutes ces précautions doivent précéder le paiement de la récompense.

SEPTIEME DEMANDE.

A combien peut monter à peu près, année commune, ce qu'il en coûte au gouvernement pour le paiement de ces récompenses; s'il y a long-temps que cet établissement subsiste; s'il n'est point susceptible d'inconvénients; &, dans le cas où il y en auroit à craindre, s'il y a moyen d'y parer.

R É P O N S E.

Il y a près d'un siècle que l'ordonnance a été rendue. L'on ne peut mieux connoître à quelle somme monte annuellement la récompense, qu'en formant une année commune sur vingt de celles où il y a eu sortie, & alors cela pourra aller à environ 2,025,000 l. s. par an.

J'ai tout lieu de croire que ce règlement est avantageux, puisqu'il subsiste depuis si long-temps sur une denrée aussi nécessaire, & dans un pays où l'on fait que le commerce n'est pas négligé. Si on y avoit découvert quelque défaut, on n'auroit pas manqué de faire des représentations au parlement pour y remédier; n'y en ayant point eu, on doit se persuader que du moins ce règlement satisfait. Le parlement représente le peuple, & c'est par conséquent le peuple qui a décidé sur sa subsistance, & qui maintient le règlement qui s'est fait à ce sujet.

Il peut se pratiquer quelques petites fraudes
entre

entre les marchands & les douaniers ; mais elles ne sont certainement pas plus grandes dans cette branche de commerce que dans les autres , & l'on ne peut pas se flatter ici plus qu'ailleurs d'une fidélité incorruptible.

Après ce que l'on vient de lire , il est facile d'expliquer en deux mots le système Anglois.

Ce peuple a examiné , avec toute l'attention dont de grands politiques & d'habiles négociants sont capables , quel doit être le terme du prix du bled , eu égard à la situation & à la constitution de son état.

Pour maintenir un équilibre & une juste proportion entre la valeur de cette denrée , les fraix de culture & le salaire de l'ouvrier , les Anglois ont reconnu que c'étoit 54 liv. tournois pour 520 livres ou environ pesant de bled ; & en partant de cette fixation , ils accordent une récompense à ceux qui en transportent au dehors , lorsqu'il est à ce prix & au dessous ; ils la font cesser , lorsqu'il l'excede ; ils en défendent entièrement l'entrée , lorsqu'il passe 90 livres ; & ils proportionnent les droits d'entrée à ces différentes valeurs , les tenant forts ou foibles à leur gré pour attirer ou éloigner les bleds , suivant le degré d'abondance ou de stérilité de leurs récoltes.

Puisqu'un grand royaume se trouve si bien de cette pratique , pourquoi la France ne la suivroit-elle pas ? Il n'y a point de déshonneur à imiter ce qui est bien : s'il y a quelque chose à augmenter ou à diminuer dans la forme , pour approcher de plus près des maximes de

la régie en usage , du gouvernement & de la situation de la France , c'est un canevas disposé à recevoir tout ce que l'on voudra tracer dessus.

Peut-être trouvera-t-on que la récompense attachée à la sortie des grains deviendrait un objet trop considérable ; cependant je ne croirai jamais qu'en matière de commerce on coure grand risque à copier l'Angleterre. Il y a longtemps qu'elle éprouve que ce n'est pas payer trop cher que de donner deux millions par an pour maintenir , dans sa juste valeur , une denrée qui donne impérativement le ton à toutes les autres qui ne sont que ses accessoires ; & , d'ailleurs , elle est bien indemnisée par les matières d'or & d'argent que cette vente fait entrer dans l'état. Il y a près d'un siècle que , moyennant cet établissement , elle n'a connu ni les horreurs de la stérilité , ni les inconvénients de la superfluité. Pendant ce temps aucun seigneur Anglois n'a reçu de lettres de ses gens d'affaires , qui concluent , comme celle que j'ai vue une fois entre les mains d'un seigneur François. *De mémoire d'homme , lui mandoit-on , la récolte n'a été si abondante dans le pays : vos fermiers ne savent plus déjà où loger leurs bleds ; par conséquent vous devez vous attendre à ne pas toucher un sou de votre terre cette année.*

Peut-être le gouvernement de France ne voudrait-il pas faire cette dépense ; peut-être croirait-il qu'une simple permission de sortir , en temps d'abondance , seroit suffisante pour empêcher l'avilissement du prix ; peut-être , enfin , craindrait-il que les négociants , excités

par cette récompense, n'épuisassent les grains du royaume.

Pour prévenir ce dernier inconvénient, il suffiroit de veiller avec soin à ce que les marchés fussent toujours pourvus & sans fraude. Je n'ai vu rien qui prescrivît à ce sujet des précautions plus sages, que les instructions suivantes qui ont paru en 1709.

« Les commissaires nommés par le roi sur
» le fait des bleds, se rendront d'abord auprès
» de MM. les intendants, dans la généralité
» desquels ils doivent faire leurs visites. Ils leur
» représenteront leur commission avec les lettres
» dont ils seront chargés pour eux, recevront
» d'eux toutes les instructions que lesdits sieurs
» intendants croiront devoir leur donner, ap-
» prendront d'eux les noms des officiers & au-
» tres personnes des villes & lieux de leurs dé-
» partemens en qui ils pourront avoir confiance,
» concerteront avec eux tout ce qu'il sera né-
» cessaire de faire pour l'exécution de leur com-
» mission.

» Quand ils seront arrivés dans les villes où
» est le siege des bailliages & sénéchaussées,
» ils verront les lieutenants - généraux desdits
» sieges & les lieutenants-généraux de police, &
» conféreront avec eux & avec les procureurs du
» roi & autres officiers des mêmes sieges ou des
» villes, ou autres personnes intelligentes & ex-
» périmentées, de tout ce qui pourra contribuer
» à l'exécution des intentions du roi pour le sou-
» lagement de ses peuples.

» Ils verront aussi MM. les évêques, &,
» en leur absence, MM. leurs vicaires - géné-

» raux, & les prieront de commettre, dans
» chaque lieu de leur diocèse, un ecclésiasti-
» que, pour les accompagner dans la visite
» qu'ils feront dans les maisons & monastères
» des communautés ecclésiastiques, & princi-
» palement dans celles où la clôture est
» observée, & ils y feront leur visite avec
» toute la prudence & la circonspection con-
» venables.

» Ils se feront donner, par le greffier du
» bailliage ou de la sénéchaussée, un extrait
» signé de lui de toutes les déclarations qui
» auront été faites pardevant le lieutenant-
» général du siège, ou déposées à son greffe,
» & ils se transporteront ensuite dans tous les
» lieux du bailliage ou de la sénéchaussée, au-
» tant qu'il leur sera possible, pour y faire leur
» visite.

» Ils n'useront que le plus rarement qu'ils
» pourront du pouvoir de subdéléguer, & ils
» ne se serviront pour cela que de personnes
» de la probité desquelles ils soient entière-
» ment assurés, & qui ne seront pas, s'il se
» peut, des lieux qu'ils les chargeront de visiter,
» ni subdélégues de MM. les intendants dans ces
» lieux ; & le voyage de ceux qu'ils subdélègue-
» ront sera payé, par les ordres de MM. les in-
» tendants, sur le compte qui leur en sera rendu
» par les commissaires.

» Ils ne se contenteront pas de visiter les
» lieux qui leur seront indiqués par les déclara-
» tions, dont l'extrait leur aura été délivré
» par le greffier de chaque bailliage ou séné-
» chaussee : mais ils recevront encore les avis

» qu'on voudra leur donner, ou les dénon-
» ciations qui leur seront faites, & ils pren-
» dront d'office des mémoires secrets de tous les
» lieux où il peut y avoir quelques amas de grains.

» En cas qu'ils craignent de trouver quelque
» résistance dans la visite des châteaux & mai-
» sons seigneuriales des gentilshommes & autres
» personnes qualifiées, ils s'adresseront à MM. les
» intendants, qui y pourvoiront par leur autorité.

» Ils se feront accompagner, autant qu'ils le
» pourront, dans leurs visites, de quelques-uns
» des officiers des lieux, ou des principaux bour-
» geois & habitants.

» En réglant la quantité de bled qu'on obli-
» gera chacun de ceux qui en ont à porter au
» marché, les commissaires auront attention de
» laisser à chacun ce qui lui sera nécessaire
» pour sa provision jusqu'à la récolte de l'année
» suivante, & en outre la quantité de bled de
» l'année dernière dont il aura besoin pour
» semer ses terres dans la saison convenable ;
» & ils distribueront ce qui restera, en telle
» sorte que chacun en envoie aux marchés une
» certaine quantité par semaine ou par mois, jus-
» qu'à la récolte de l'année suivante.

» Pour parvenir plus sûrement à la fixation
» de cette quantité, ils s'informeront, dans
» chaque lieu de marché, de celle qui s'y dé-
» bite communément par chacun jour de mar-
» ché, & des lieux d'où l'on a accoutumé d'y
» apporter des bleds ; &, après y avoir fait
» la visite de tous ces lieux, ils régleront
» la quantité que chacun des habitants des
» dits lieux devra porter auxdits marchés jusqu'à

» la récolte de l'année suivante, par proportion à
 » la vente qui s'y fait ordinairement.

» Ils prendront garde, néanmoins, en faisant
 » cette répartition, qu'il reste une quantité de
 » grain suffisante pour le semer au mois d'oc-
 » tobre prochain, de peur que, si on épuisoit
 » excessivement ceux des laboureurs qui ont du
 » bled au delà de leur nécessaire, ils ne fussent
 » plus en état d'en vendre ou d'en prêter aux au-
 » tres laboureurs qui en manqueront pour semer.

» Ceux desdits commissaires qui seront nom-
 » més pour aller dans les généralités de Châ-
 » lons, d'Amiens, de Soissons, de Paris,
 » d'Orléans & de Touraine, auront un grand
 » soin de s'informer de tout ce qui peut regar-
 » der la sûreté & la facilité de la provision de
 » Paris, & de donner tous les ordres nécessaires
 » pour faire en sorte qu'elle ne souffre aucun
 » retardement.

» En faisant leurs tournées, ils feront en
 » sorte qu'ils puissent se trouver quelquefois dans
 » les lieux des principaux marchés, aux jours
 » qu'ils s'y tiennent, & observeront exactement
 » si les ordonnances & réglemens de police
 » sur le fait des bleds, y sont bien exécutés,
 » & sur-tout les ordonnances des années 1567
 » & 1577, la déclaration du 31 août 1699, &
 » l'arrêt du parlement du 19 avril dernier. Dans
 » cet examen il s'informeront, principalement,
 » si l'on expose aux marchés tout le bled
 » qu'on y vend, ou si l'on n'y apporte que des
 » montres.

» Si l'on ne resserre point les bleds dans
 » les cabarets, dans les hôtelleries ou dans

» les maisons des bourgeois , en telle sorte qu'il
 » n'en paroisse qu'une petite quantité au marché.
 » Si l'on ne souffre point que l'on expose le
 » même bled plus de trois fois , ou si l'on est
 » exact à le faire vendre au rabais à la troisième
 » exposition.

» Si ceux qui vendent des bleds , ne les font
 » pas acheter eux-mêmes , sous des noms sup-
 » posés , pour les faire représenter plusieurs fois
 » de suite , & ne les vendre sérieusement qu'à la
 » dernière extrémité.

» Si les marchands du lieu même n'achètent
 » point dans le marché & dans les lieux des en-
 » virons.

» S'il ne se fait point de surenchères dans le
 » même marché , & si ceux qui vendent du bled
 » n'en augmentent pas le prix du matin à l'après-
 » midi & d'une heure à l'autre.

» S'il n'y a point de gens qui achètent pour
 » revendre dans le même marché & dans les
 » marchés suivans.

» Si l'on observe exactement de laisser passer
 » l'heure du bourgeois , avant que les marchands
 » & les boulangers se présentent pour acheter ; &
 » si l'on ne souffre point que les laboureurs s'en-
 » tendent avec les marchands ou autres , pour ne
 » commencer à vendre qu'après l'heure du bour-
 » geois.

» S'il n'y a point de personnes qui aillent au
 » devant des bleds pour les acheter avant qu'ils
 » soient arrivés aux marchés , ou qui ne les y
 » laissent arriver que pour la forme , ayant un
 » prix fait avec un marchand , auquel ils le livrent
 » après le marché.

» Si l'on ne vend point de bled chez les labou-
» reurs ou chez les bourgeois ou autres ailleurs
» qu'au marché.

» Enfin, ils se feront aussi rendre compte exac-
» tement de la conduite des meûniers, boulan-
» gers, laboureurs, fermiers, & en général de
» tous ceux qui se mêlent directement ou indirectement du commerce des grains.

» Mais sur-tout ils auront une grande attention
» sur ce qui regarde les officiers de police,
» même sur ceux des présidiaux & des baillia-
» ges, lesquels sont assez ordinairement une
» sorte de commerce de grain, achetant dans
» les temps qu'il est à bas prix, pour y profiter
» lorsqu'il enchérit ; sans rien faire néanmoins
» extérieurement qui puisse décrier ces officiers,
» ou leur ôter l'autorité qu'il est nécessaire qu'ils
» aient sur le peuple, pendant qu'on les souffre
» dans les places où ils sont.

» Quoiqu'on leur attribue le pouvoir de faire
» des procédures contre les contrevenants, ils
» ne feront néanmoins que celles qui leur paroî-
» tront absolument nécessaires, de peur de se
» détourner de leur principal objet ; & par la
» même raison, ils n'assisteront aux jugements
» qui seront rendus sur leurs procès-verbaux,
» qu'en cas qu'il s'agisse de faire quelque exem-
» ple considérable, ou qu'ils jugent que leur pré-
» sence y soit fort nécessaire.

» Ils dresseront un état exact, dans chaque
» lieu du nombre des feux qui y sont, de la
» quantité des terres où il y a espérance de ré-
» colte de bled, & de celles qui ont été semées
» en orge & autres menus grains dans les mois

» de mars ou avril , comme aussi de ce que les
» terres , qui en composent le territoire , ont ac-
» coutumé de rapporter par chacun an. »

En s'attachant à faire exécuter d'aussi sages précautions , la France ne pourroit redouter que les négociants l'épuisassent de bleds , quelque encouragement que son ministère accordât à leur exportation , comme le fait l'Angleterre.

Cette dernière puissance , qui ne paroît appréhender que la superfluité , n'a rien prononcé en faveur des personnes qui font venir des bleds de l'étranger dans les années stériles ; & elle se contente de réduire infiniment les droits d'entrée lorsqu'il y a cherté , ayant reconnu par expérience que ce moyen étoit suffisant pour en attirer du dehors.

Il y a apparence , puisque cette nation n'a pas jugé à propos de rien accorder pour exciter l'entrée , que son pays est plus abondant que la France , ou du moins que les récoltes n'y sont pas exposées à de si fréquentes extrémités , car elle n'auroit pas négligé une précaution aussi essentielle : mais cette sécurité & cette confiance ne conviendroient peut-être pas en France.

Une chose certaine , c'est que , si les terres ne sont pas plus fertiles en Angleterre qu'en France , elles y sont beaucoup mieux cultivées ; les labours y sont profonds & les engrais abondants , parce que les propriétaires & les fermiers y nourrissent une plus grande quantité de bétail , & qu'ils sont plus en état que les François d'avoir & d'entretenir de bons équipages de charrue ; l'équilibre des valeurs qu'ils ont su se procurer leur en fournit les moyens : c'est là leur richesse.

Quant au commerce intérieur, j'ai suffisamment expliqué la nécessité de le laisser libre en tout temps d'une province à l'autre. L'Angleterre &, à ce que je crois, tous les pays de l'univers, non-seulement tolèrent cette liberté, mais encore la favorisent par toutes sortes de moyens, & peut-être la France est-elle le seul corps d'état dans lequel il se forme une division & une scission générale d'intérêts, précisément dans les circonstances où tous les membres devroient se réunir, & s'empresse à se donner des secours mutuels : ainsi l'on peut dire que les François agissent manifestement contre les principes sur lesquels la société, qui les a rassemblés, a été établie, & contre les principes de toutes les sociétés politiques.

Ce qu'il y a de plus triste pour ceux qui habitent ce pays, d'ailleurs si charmant, c'est qu'on y peut appercevoir & sentir les maux : mais il y est dangereux de s'en plaindre. Pour en donner un exemple frappant, je vais citer une lettre que S. A. S. M. le duc, alors premier ministre de ce royaume, écrivit, en date du 27 décembre 1725, à M. le premier président du parlement de Paris, sur la liberté que quelques membres de son corps avoient prise de parler contre la malversation commise dans les bleds d'approvisionnement pour cette ville.

« Monsieur, je vois, avec une douleur infinie,
» que le peuple n'a point encore recueilli le fruit
» des divers ordres que j'ai donnés pour lui procurer de prompts soulagements. Son état m'afflige sensiblement : mais, comme la disette
» qu'il éprouve, prend son origine dans la suite

» d'une année stérile , à laquelle ont succédé le
» dérangement des saisons & d'autres accidents
» que toute la prudence humaine ne pouvoit pré-
» voir ; il ne m'est pas possible de rien ajouter à
» mes ordres' ni aux précautions que j'ai prises
» & dont vous êtes informé. Le succès de leur
» exécution fera cesser les murmures du peuple.
» Je lui pardonne des plaintes injustes , parce
» qu'elles naissent de ses maux , que la misère
» n'est pas raisonnable , & qu'il n'est pas à por-
» tée de juger avec quelle attention je travaille à
» le soustraire à de terribles conjonctures , dont
» je suis pénétré au delà de toute expression.
» Mais je ne vous dissimulerai point combien je
» suis indigné contre quelques membres du par-
» lement , qui ne peuvent ignorer la pureté de
» mes intentions , qui savent les motifs de vos
» assemblées , & qui cependant portent l'audace
» & la témérité , jusqu'à parler contre leurs con-
» noissances ; & par des discours également faux
» & séditieux , nourrissent les clameurs d'un peu-
» ple mal informé ; eux que les serments & les
» charges dont ils ont l'honneur d'être revêtus ,
» engagent plus particulièrement à soutenir l'au-
» torité du roi & à maintenir la règle & la tran-
» quillité publique. J'ai donné des ordres très-
» précis pour connoître ceux qui tiennent une
» conduite si punissable , & leur licence sera sui-
» vie d'un juste châtiment : ce que je vous mar-
» que n'est point un mystère , & vous pouvez
» rendre ma lettre publique , &c. »

Si le zèle de ce premier corps du royaume qui
a une inspection générale sur la grande police de
Paris , est exposé à de pareilles menaces , que ne

doit pas redouter un particulier, qui attaque ouvertement les abus du ministère François ? Mais je suis en Angleterre, & mon dessein est d'éclairer ma nation, même malgré elle.

Pour réunir sous une même discipline & sous une même police, deux objets aussi intéressants que le commerce intérieur & le commerce extérieur des grains, voici un projet d'édit tracé d'après la pratique Angloise. J'en ai approprié les dispositions à la situation de la France, du mieux qu'il m'a été possible ; mais que l'on en fasse usage ou non, toujours est-il certain qu'il est d'une nécessité indispensable d'empêcher, par un moyen quelconque, les pernicieux effets de la disette & de l'avilissement des grains. Les François en vont chercher dehors à grands fraix, quand ils en manquent au dedans : de là n'est-il pas simple & suffisamment indiqué qu'ils en doivent porter au dehors, quand ils en ont trop au dedans ; cette seule réflexion devrait les conduire à ce que les autres nations pratiquent depuis si long-temps avec tant d'utilité.

Je ne parlerai point de l'usage de la Hollande ; c'est un peuple de négociants, dont le gouvernement ne sauroit être comparé à celui des François. Ils ont des magasins remplis de toute sorte de denrées & de marchandises ; plusieurs se sont particulièrement livrés au commerce des grains ; ils en font des provisions immenses, qu'ils achètent, dans les bonnes années, en Pologne, en Angleterre, en France, en Barbarie, &c. Ils le gardent & le conservent avec soin ; ils étudient les besoins de l'univers, & le transportent dans la partie du monde où le plus grand gain les ap-

pelle. Ils entrent dans leurs ports & en sortent en tout temps en pleine liberté, sans que le magistrat ait aucun égard aux années stériles ou abondantes de son propre pays, & sans que cette liberté générale & indéfinie ait jamais causé le moindre inconvénient. Tout le monde a envie de gagner : laissez agir cette passion, elle suffira seule pour enrichir le prince & ses sujets, si vous ne lui donnez d'autre bride que celle qu'exige la constitution d'un état sagement policé.

Il arrive peu d'années stériles que la nécessité de prendre des précautions pour l'avenir, ne se présente à l'esprit de ceux qui gouvernent : mais cette idée s'évanouit parmi les François avec le retour de l'abondance. L'heureuse température de leur climat a tourné leur génie à la confiance ; ils ne voient les maux que dans une perspective éloignée, & si-tôt qu'ils sont passés, ils oublient les précautions : le présent seul attire leurs attentions, & il leur semble que l'avenir ne les mérite pas.

Cette dangereuse sécurité a pris de si profondes racines, qu'il sera difficile de la détruire ; & je sens que mes concitoyens auront beaucoup de peine à devenir prévoyants : la vivacité de la nation, & l'inconstance qu'on lui attribue, ne lui permettent pas, dit-on, de s'attacher à des entreprises de longue haleine. Ils voudroient que leurs desseins fussent aussi-tôt exécutés que conçus : ils font les premières démarches avec rapidité : mais ils restent souvent au milieu, quelquefois même au commencement de leur carrière, jusqu'à ce qu'un objet nouveau, qui éprouve le

même sort à son tour, vienne leur rendre le mouvement & les porter vers un autre.

Que ce portrait soit fidele ou chargé, c'est ce que je n'entreprendrai pas de discuter, leurs voisins semblent les y reconnoître ; mais ce témoignage leur paroît suspect, peut-être aussi que leur amour-propre les empêche de se rendre justice ; c'est encore une question que je laisse à décider à quelqu'un impartial : je suis récusable & je finis. Heureux ! si j'ai pu démontrer les dangers de la disette des grains, les inconvénients de l'abondance , & la nécessité indispensable de remédier à l'une & à l'autre : en ce cas , rien ne me paroît plus capable de produire l'effet désiré, que la publication de l'édit dont le projet va suivre. On ne rend point compte des raisons qui en ont déterminé le dispositif, parce qu'elles se manifestent suffisamment par la disposition de chaque article.



PROJET D'ÉDIT

*POUR maintenir , en tout temps , la
valeur des grains , à un prix conve-
nable au vendeur & à l'acheteur.*

LOUIS, &c. Le bled étant la denrée la plus nécessaire , rien ne nous a paru plus intéressant pour nos sujets , que de chercher les moyens capables d'en maintenir le prix à un taux proportionné aux fraix de la culture & aux salaires de l'ouvrier. Si le bled est à trop bas prix , le laboureur , ne pouvant acheter tout ce qui convient à son exploitation , se trouve hors d'état de payer sa ferme & ses impôts : il cesse de cultiver les terres médiocres , & fournit à peine les engrais aux bonnes. Si le bled est cher , le salaire de l'ouvrier ne sauroit lui fournir de quoi acheter le grain nécessaire à sa subsistance & à celle de sa famille : d'où résultent des inconvénients fâcheux & une nécessité indispensable d'établir , autant qu'il sera possible , un équilibre & une proportion de valeur qui puisse satisfaire à ces différents objets. De tous les moyens qui nous ont été proposés , nous n'en avons point trouvé d'une exécution plus simple , plus prompte & plus certaine , que celui de permettre , en tout temps dans toute l'étendue du royaume , le commerce & transport des grains d'une province à l'autre , de laisser la liberté de

faire passer lesdits grains à l'étranger, toutes les fois que, par l'abondance des récoltes, ils seront au dessous du prix nécessaire pour entretenir cette proportion si désirable ; & enfin d'interdire cette sortie, & de faciliter l'entrée des bleds étrangers, quand ceux du royaume seront à un prix auquel le peuple ne pourroit atteindre qu'avec peine, en attachant une récompense proportionnée à la cherté & à la rareté desdits bleds, & à la quantité & à la qualité qui sera apportée du dehors dans ces circonstances. A CES CAUSES, &c. Voulons & nous plaît.

ARTICLE PREMIER.

Que le commerce & transport des grains de toutes especes soient libres en tout temps, dans toute l'étendue de notre royaume, sans aucune distinction des provinces dites de l'ancienne France, d'avec celles réputées étrangères, & sans que les marchands soient obligés de prendre aucuns congés ni permissions des magistrats des lieux ou autres.

II.

Seront seulement tenus les voituriers & conducteurs desdits grains, soit par terre, soit par eau, d'en faire leurs déclarations aux bureaux qui pourroient se trouver sur leurs routes, de souffrir toutes visites pour reconnoître la nature des chargements, & d'y prendre des passavants, pour l'expédition desquels, timbre & papier, ils ne paieront que cinq sous pour toutes choses, sans que les commis desdits bureaux puissent rien
exiger

exiger au delà, sous quelque prétexte que ce soit, à peine d'être procédé extraordinairement contre eux.

III.

Si aucuns des conducteurs ou voituriers par terre ou par eau venoient à faire de fausses déclarations dans la quantité ou la qualité des grains ; nous les déclarons acquis & confisqués, ensemble les chevaux, chariots, harnois & équipages, barques & bateaux ; & en outre voulons qu'ils soient condamnés à l'amende de 3000 liv. qui ne pourra être remise ni modérée, sous quelque prétexte que ce soit.

IV.

Ceux qui tiennent à ferme des terres d'église ou autres, ne pourront, par eux ou par personnes interposées, avoir & garder des bleds en greniers pendant plus de deux ans de chaque récolte, si ce n'est pour leur provision & celle de leur maison, sous peine de confiscation desdits bleds & de mille livres d'amende, à moins qu'ils n'aient fait, avant l'expiration desdites deux années, devant les officiers municipaux de la ville royale la plus prochaine, une déclaration exacte de la quantité & qualité des bleds qu'ils entendent conserver dans leurs greniers ; & au cas qu'ils les vendissent ensuite en tout ou en partie, voulons, sous la même peine que dessus, qu'ils en fassent déclaration aux susdits officiers municipaux, auxquels enjoignons, sous peine d'interdiction, de tenir registre en bonne forme desdites déclarations, pour y avoir recours au besoin.

V.

Ceux qui voudront faire trafic & marchandise de grains dans l'intérieur du royaume, seront tenus de faire enrégistrer leurs noms, surnoms, qualités & demeures, aux greffes des justices royales les plus prochaines de leurs domiciles, à peine d'amende arbitraire, pour lequel enrégistrement ils paieront seulement cinq sous, & autant pour l'expédition, s'ils la requierent.

VI.

Défendons à tous gentilshommes, officiers tant de justice, police, que de finances & receveurs de nos deniers, de s'immiscer directement ou indirectement au trafic & négoce desdits grains, à peine de 3000 liv. d'amende.

VII.

Lorsque le beau bled froment sera dans les marchés à 12 liv. le sac, de 200 livres poids de marc, le seigle à 8 liv. & l'orge à 4 liv. 10 sous & au dessous, nous permettons à tous marchands & négociants de notre royaume, d'en faire la traite & de sortir à l'étranger, sans avoir besoin d'aucune permission, & sans payer autres & plus grands droits de sortie, que de cinq sous par sac, de quelque espece que soit le grain, & cinq sous pour l'expédition de chaque acquit de paie, qu'ils feront tenus de prendre dans les bureaux de sortie, auxquels les voituriers, conducteurs, maîtres des barques ou navires, ou autres, seront obligés de faire leurs déclarations, & de

souffrir toutes visites & mesurages, s'il est ainsi jugé nécessaire, ainsi qu'il est prescrit par le titre 2^e de l'ordonnance des fermes du mois de février 1687.

« N. B. Je ne crois pas que la fixation de ces
 » prix, de même que de ceux dont il sera fait
 » mention dans les articles subséquents, soit fort
 » éloignée de la proportion qui doit régner entre
 » l'espece & le grain ; cependant, comme ils
 » n'ont été déterminés que pour faire porter la
 » disposition de ces articles sur des objets cer-
 » rains, la justesse & la précision étant actuelle-
 » ment indifférente, il sera nécessaire, dans le
 » cas d'exécution ; d'examiner attentivement,
 » avec des personnes capables, ce qui paroîtra
 » convenir le mieux à l'utilité publique, avant
 » que d'établir définitivement lesdits prix, soit
 » pour la sortie, soit pour l'entrée, & même
 » ceux de la récompense attribuée aux grains
 » étrangers qui seront apportés dans les temps
 » de disette.

V I I I.

Pour justifier que le prix des grains n'excédera pas ceux portés en l'article ci-dessus, lesdits voituriers, maîtres de barques, de navires ou autres, qui seront dans le cas d'en faire sortir, seront tenus de représenter, aux commis des bureaux de sortie, les certificats des officiers municipaux de la ville royale la plus prochaine du lieu de l'enlèvement, lesquels seront signés de trois desdits officiers au moins, non compris le greffier, auquel il sera payé, par les parties requérantes, cinq sous par chaque certificat pour toutes choses,

fans pouvoir rien exiger au delà, sous quelque prétexte que ce soit : seront lesdits certificats conçus dans la forme du modele attaché sous le contre-scel du présent édit, & ne pourront valoir que pour le temps y marqué, lequel sera proportionné à la distance du lieu du départ à celui de la sortie, en laissant un délai convenable & très-suffisant pour en faire le trajet.

. I X.

S'il arrivoit que, dans l'intervalle du transport des provinces de l'intérieur du royaume dans les ports de mer ou villes frontieres, lesdits bleds eussent notablément augmenté de prix, en ce cas, il sera libre aux magistrats desdits ports de mer, ou villes frontieres, de retenir lesdits bleds, à la charge d'en payer comptant la valeur aux propriétaires ou à leurs commissionnaires, au prix courant du lieu où lesdits bleds seront retenus, pourvu toutefois que ce prix excède d'un tiers en sus ceux fixés par l'article VII du présent édit.

X.

Ne pourront les marchands, négociants & autres qui feront sortir à l'étranger, les faire sortir par d'autres ports que par ceux.....

N. B. *Il conviendra d'indiquer, pour la sortie, tous les ports principaux de l'Océan & de la Méditerranée.*

& par terre par d'autres bureaux que par ceux de...

Indiquer toutes les principales villes frontieres.

Déclarons toutes les autres routes obliques , & voulons que les bleds qui seront trouvés sur icelles , même avec certificats & expéditions des bureaux de nos fermes , autres que ceux ci-dessus nommés , soient saisis & confisqués , avec les chevaux , charrettes , harnois & équipages , bateaux , barques , navires & leurs agrès & apparaux , & que les voituriers , conducteurs , maîtres desdits bateaux , barques & navires soient , en outre , condamnés à l'amende de 3000 liv. , laquelle ne pourra être remise ni modérée.

X I.

Les certificats dont lesdits marchands & négociants , soit par mer , soit par terre , devront être porteurs , seront par eux représentés & remis aux commis des bureaux de sortie indiqués par le précédent article ; & seront lesdits porteurs tenus d'en certifier la vérité au bas d'iceux , conjointement avec deux des principaux de l'équipage , si c'est par mer ; & par les voituriers ou conducteurs , si c'est par terre : & au cas que les uns ou les autres ne fussent écrire , ils seront tenus de fournir sur le lieu une caution resseante & solvable jusqu'à la concurrence de la valeur du prix des grains de leur changement , pour garantie de la vérité desdits certificats ; sans quoi faisons défense de les laisser sortir.

X I I.

Lesdits certificats resteront es mains desdits commis qui les garderont soigneusement , pour être renvoyés tous les trois mois à notre hôtel des

fermes à Paris , d'où ils seront immédiatement après renvoyés sur les lieux de la délivrance , pour en faire vérifier & reconnoître les signatures.

X I I I.

Tous les bleds qui seront trouvés au delà des bureaux de sortie du royaume , sans que les voituriers , conducteurs , maîtres de barques ou navires , soient munis des expéditions qui auront dû leur être délivrées auxdits bureaux , en échange de leurs certificats , seront arrêtés , saisis & confisqués avec les chevaux , chariots , harnois & apparaux ; & lesdits conducteurs , voituriers , maîtres desdites barques ou navires , condamnés en 3000 liv. d'amende.

X I V.

Lorsque le bled froment excédera les prix mentionnés en l'article VII , nous en déclarons la sortie interdite & défendue par le seul fait. Faisons défenses à tous officiers municipaux de délivrer , dans ce cas , aucuns certificats ; & aux commis des bureaux , d'admettre ceux qui pourroient leur être présentés , & de laisser sortir aucune partie des grains ; & à tous particuliers de quelque état & condition qu'ils soient , d'entreprendre d'en faire sortir , à peine de confiscation desdits grains , chevaux , chariots , harnois , équipages , barques , bateaux , navires , agrès , apparaux , 1000 liv. d'amende pour la première fois , & de plus grande peine en cas de récidive.

X V.

La permission de sortir des grains à l'étranger

étant interdite par le fait de l'augmentation des prix portés en l'article VII, les marchands & négociants, qui voudront en transporter, par mer, d'une province à l'autre, seront obligés d'en déclarer, au bureau le plus prochain du lieu de l'enlèvement, la quantité & qualité, dans quel port ils entendent le débarquer, & de prendre des acquits-à-caution pour la sûreté de la destination dont le cautionnement ne pourra être, pour moindre somme, que du double de la valeur d'édits bleds, aux prix actuels dans le lieu de l'embarquement; lesquels acquits-à-caution ils s'obligeront de rapporter bien & duement déchargés par les officiers municipaux du lieu de la descente au nombre de trois au moins, & par le commis de l'adjudicataire-général de nos fermes: défendons, à peine d'interdiction auxdits officiers municipaux & aux commis de l'adjudicataire-général, à peine de révocation & de plus grande peine, s'il y échet, de décharger lesdits acquits, qu'après avoir vu & visité réellement lesdits bleds, & reconnu qu'ils sont de même qualité & en même quantité que celle portée par les susdits acquits, pour l'expédition desquels il ne sera payé que cinq sous à chacun des bureaux du départ & d'arrivée.

X V I.

Lorsque le sac de bled froment sera parvenu, dans les marchés des villes & ports dénommés en l'article VII, au prix de 18 liv., celui de seigle à 12 liv., & celui d'orge à 7 liv. & au delà, permettons à tous les marchands & négociants, François & étrangers, d'en faire entrer dans le

royaume telle quantité qu'ils aviseront, lesquels grains y seront admis après déclaration & visite, en payant 5 sous pour tous droits d'entrée, pour chacun setier de quelque espece qu'il soit; & en outre 5 sous pour l'acquit de paiement de tout le chargement, quelque considérable qu'il soit.

X V I I.

Jusqu'à ce que le prix des grains soit parvenu à ceux portés dans l'article ci-dessus, ordonnons que tous ceux qui voudroient en faire entrer dans le royaume, par mer ou par terre, paieront, pour droit d'entrée, 3 liv. par chacun setier de froment, mesure de Paris; 2 liv. par chacun setier de seigle, & 1 liv. par chacun setier d'orge, & en outre le droit d'acquit à l'ordinaire.

X V I I I.

Si, par le dérangement des saisons, les récoltes étoient assez mauvaises, pour que le sac de beau bled froment, seigle ou orge, parvint au double des prix fixés par l'article VII, c'est-à-dire, le sac de froment à 24 liv., le seigle à 16, & l'orge à 9 & au dessus : alors, pour exciter lesdits marchands, tant François qu'étrangers, à en apporter dans le royaume, nous ordonnons qu'il leur sera payé, par les receveurs de nos fermes, une gratification; savoir, pour chacun sac de froment, la somme de 2 liv.; pour chacun sac de seigle 1 liv. 5 s., & pour chacun sac d'orge 10 s., & ce sur la représentation des certificats des officiers municipaux du lieu de l'arrivée, signés de trois au moins, non compris le greffier, comme

lesdits bleds seront dans lesdits lieux aux prix ci-dessus dits ou au dessus ; lesquels certificats seront dans la forme du modele attaché sous le contre-scel du présent édit ; & , cependant pour être en état de connoître la quantité de grains qui entreront , par ce moyen , dans le royaume , les conducteurs ou propriétaires d'iceux paieront 5 sous par sac pour droits d'entrée de quelque nature que soit le grain , & 5 sous pour l'expédition de l'acquit ; défendons d'exiger autre & plus grande somme.

X I X.

Lesdits bleds ne pourront entrer par d'autres ports de mer , & par d'autres bureaux de terre , que par ceux par lesquels la sortie est permise par l'article X du présent édit ; & la récompense , accordée par le précédent , ne pourra avoir lieu qu'autant que le prix des grains excédera dans lesdits ports de mer & bureaux de terre & non d'autres , le double des prix fixés par l'article VII. Et où il seroit fait par lesdits receveurs quelques paiements contre la présente disposition , ordonnons que la dépense en soit rejetée , sauf le recours contre qui & ainsi qu'ils aviseront bon être.

X X.

Avant que lesdits conducteurs ou propriétaires des grains puissent recevoir la gratification accordée par l'article XVIII , lesdits grains seront mesurés à leurs fraix , pour en constater la quantité en présence des officiers municipaux , & des commis de l'adjudicataire - général de nos fermes , dont sera dressé procès-verbal , lequel sera signé

de toutes les parties, & ensuite remis dûement quittancé aux receveurs de nos fermes, auxquels nous ordonnons de payer, sans difficulté ni diminution, lesdites gratifications, relativement aux qualités & quantités mentionnées auxdits procès-verbaux, lesquels nous ordonnons être reçus comme deniers comptant de l'adjudicataire-général de nos fermes, en déduction du prix du quartier de son bail, sur lequel il les rapportera; à l'effet de quoi il lui en fera expédié, sans différer, des quittances par le garde de notre trésor royal en exercice.

X X I.

Ordonnons à tous les officiers municipaux qui seront dans le cas de fournir des certificats, & d'assister aux mesurages des grains & rédactions des procès-verbaux qui doivent être faits en conséquence & relativement aux dispositions du présent édit, de n'y apporter aucune difficulté ni retardement, à peine de 1000 liv. d'amende, & de répondre en leurs propres & privés noms de toutes les pertes, dépens, dommages & intérêts des marchands & négociants, tant François qu'étrangers, leurs voituriers & conducteurs, maîtres de navires & autres parties intéressées à la conduite & transport des grains.

X X I I.

Les bleds étant ainsi entrés, soit par terre, par rivière ou par mer, les propriétaires, conducteurs ou commissionnaires seront tenus, lors de la déclaration qu'ils en feront audit bureau d'entrée, de déclarer s'ils entendent les vendre

dans le lieu même , ou les transporter dans l'intérieur ; ce qui sera absolument à leur choix : défendons à tous magistrats , officiers de police , municipaux ou autres , de leur faire sur cela aucune violence , & de les troubler dans leur commerce en quelque forte & manière que ce soit , à peine d'interdiction , & de 500 liv. d'amende applicable au profit desdits propriétaires ou conducteurs.

X X I I I.

Lorsque lesdits bleds seront arrivés aux lieux , que les propriétaires ou conducteurs auront choisis pour en faire vente , ils seront obligés de les exposer en vente quatre jours au plus tard après leur arrivée , sans pouvoir les mettre dans des greniers ou magasins , sous quelque prétexte que ce soit ; & en cas de refus de leur part , les officiers de police en fixeront le prix , suivant le cours actuel des grains de pareille qualité , & les feront vendre d'autorité au profit desdits marchands , auxquels les deniers en seront remis à fur & à mesure de la vente , & s'ils faisoient difficulté de les recevoir , ils seront consignés entre les mains d'un bourgeois solvable , sans droits , & remis auxdits marchands sur leurs quittances , à leur première requisiion.

X X I V.

S'il arrive plusieurs vaisseaux , barques , bateaux ou voitures de grains dans le même lieu , les marchands à qui lesdits grains appartiendront , seront les maîtres de les vendre à tel prix qu'ils jugeront à propos , sans que les magistrats , offi-

ciers de police ou autres, puissent les taxer sous quelque prétexte que ce soit, si ce n'est dans le cas de l'article précédent; & nous voulons que tous ces différents marchands tiennent leurs grains concurremment en vente, sans que lesdits magistrats, officiers de police ou autres, puissent les obliger à attendre leur tour d'arrivée ou d'emplacement sur les ports ou marchés, à peine de répondre en leurs propres & privés noms de toutes pertes, dépens, dommages & intérêts desdits marchands.

X X V.

S'il se trouvoit de faux certificats, tant pour l'entrée que pour la sortie desdits grains, nous voulons & ordonnons que ceux qui en auront fait usage, & ceux qui les auront fabriqués, leurs complices & adhérents, soient punis comme faussaires, suivant toute la rigueur des réglemens concernant le crime de faux.

X X V I.

Toutes les confiscations & amendes, qu'il écherra de prononcer pour les contraventions qui pourroient être commises contre les dispositions du présent édit, appartiendront en entier à l'adjudicataire-général de nos fermes, sauf le tiers du total que nous voulons être donné aux dénonciateurs, lorsqu'il y en aura. SI DONNONS EN MANDEMENT, &c.



MODELE DE CERTIFICATS

A fournir par les officiers municipaux , au desir de l'article VIII de ce projet d'édit, pour justifier que le prix des grains n'excede pas ceux portés par le susdit article.

NOUS maire, échevins, &c. de la ville de... certifions à tous qu'il appartiendra, pour satisfaire à l'article VIII de l'édit du roi du.... que le sac du beau bled froment du poids de 200 liv. poids de marc, n'excede pas cejourd'hui.... 177.. le prix de 12 liv. (*ainsi du seigle & de l'orge s'il en est question*) & qu'il n'a été vendu au dernier marché de cettedite ville que la somme de..... En foi de quoi nous avons délivré le présent... à ... demeurant à... distant de... lieues de cette ville, siege royal plus prochain de sa demeure, pour lui servir & valoir ce que de raison; & nous a ledit.... déclaré vouloir faire sortir du royaume la quantité de ... sacs ... de ... pourquoi il emploieroit jours de la date du présent, après lequel il sera nul. Fait, &c.



AUTRE MODELE DU CERTIFICAT

A fournir par les officiers municipaux pour obtenir la gratification mentionnée , article XVIII.

NOUS maire , échevins , &c. de la ville de... certifions à tous qu'il appartiendra , pour satisfaire à l'article XVIII de l'édit du roi du... que le sac de beau bled froment de 200 liv. poids de marc , excède le prix de 24 liv. (*& ainsi du seigle & orge , s'il en est question*) & qu'il a été vendu au dernier marché de cette ville la somme de... En foi de quoi nous avons signé le présent pour servir ce que de raison à.... (*On mettra ici le nom , la demeure & la qualité de la partie requérante.*) Fait , &c.

Ces certificats devront être imprimés sur papier marqué , & dans les endroits où il n'a pas lieu , il n'en sera pas fait mention.

J'ose croire , après de longues & solides réflexions , sur les inconvénients qu'éprouve si souvent la France par rapport aux grains , qu'elle s'en garantira facilement & pour toujours , si , en adoptant le plan que je viens de proposer , ou quelque autre qui tende au même but , elle réunit à ses avantages naturels , ceux que l'Angleterre emploie depuis si long-temps pour y suppléer. Le peuple ne tardera pas à en sentir les précieuses conséquences , & en servant la généralité d'une patrie qui m'est toujours chère , j'aurai rempli mes vœux les plus ardens , en la forçant d'imiter un peuple que chaque jour j'admire davantage.

Remarque importante.

Je ne puis mieux finir cette dissertation , qu'en mettant, sous les yeux du lecteur, un état des variations de prix, que le froment & la dreche ont essuyées pendant un espace de cent années consécutives, où l'on verra combien il a été rare que ces grains aient monté à un prix exorbitant, qui mette le peuple dans le cas d'en gémir.

Cet état qui finit en 1745, n'est qu'une continuation du calcul de Guill. Fletwood évêque d'Ely qui l'avoit commencé en 1646, & s'étoit arrêté à l'année 1716.

Pour bien comprendre cette table, il est bon de remarquer que,

1°. Le bled dont on y donne le prix est celui de la meilleure espece, qui, comparé avec tout autre, emporte une différence d'un schelling neuf sous.

2°. La mesure dite quarter, par lequel on l'évalue, est celle de Winchester, pour laquelle on fait une déduction d'un schelling neuf sous.

3°. Comme chaque année en Angleterre, le bled a deux époques où il varie de prix, savoir, à Pâque & à la St. Michel, on a fait dans cette table une balance de cette variation à un prix mitoyen.

4°. Dans le prix qui est donné à la dreche, on ne comprend point la taxe de six sous par boisseau qui emporte une augmentation de quatre schellings par article, depuis l'origine de cette taxe.

É T A T

DU VRAI PRIX

QUE LE FROMENT ET LA DRECHE

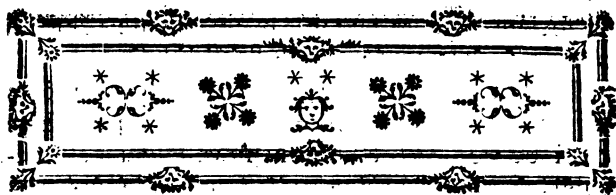
ONT EU PENDANT CENT ANNÉES.

Années.	From. par Quarter.			Dreche de même.		
1646	L. . . . 2.	8.	:	L. . . . 1.	9.	:
1647	. . . . 3.	13.	8.	. . . . 1.	17.	:
1648	. . . . 4.	5.	:	. . . . 2.	:	:
1649	. . . . 4.	:	1	. . . . 2.	2.	:
1650	. . . . 3.	16.	8.	. . . . 1.	18.	6.
1651	. . . . 3.	15.	4.	. . . . 1.	9.	:
1652	. . . . 2.	9.	5.	. . . . 1.	8.	:
1653	. . . . 1.	15.	6.	. . . . 1.	8.	:
1654	. . . . 1.	6.	:	. . . . 1.	:	8.
1655	. . . . 1.	13.	4.	. . . . 1.	:	:
1656	. . . . 2.	3.	:	. . . . 1.	4.	:
1657	. . . . 2.	6.	8.	. . . . 1.	8.	4.
1658	. . . . 3.	5.	:	. . . . 1.	9.	4.
1659	. . . . 3.	6.	:	. . . . 2.	8.	8.
1660	. . . . 2.	16.	6.	. . . . 1.	12.	8.
1661	. . . . 3.	10.	:	. . . . 1.	13.	4.
1662	. . . . 3.	14.	:	. . . . 2.	2.	:
1663	. . . . 2.	17.	:	. . . . 1.	12.	8.
1664	. . . . 2.	:	5.	. . . . 1.	10.	:
1665	. . . . 2.	9.	4.	. . . . 1.	8.	4.
1666	. . . . 1.	16.	:	. . . . 1.	6.	:
1667	. . . . 1.	16.	:	. . . . 1.	2.	8.
1668	. . . . 2.	:	:	. . . . 1.	4.	:
1669	. . . . 2.	4.	4.	. . . . 1.	7.	4.
1670	. . . . 2.	1.	8.	. . . . 1.	6.	6.

Années

Années.	From. par Quarter.			Dreche de même.		
1671	L. . . . 2.	2.	:	L. . . . I.	5.	4.
1672	. . . . 2.	1.	:	. . . . I.	2.	:
1673	. . . . 2.	6.	8.	. . . . I.	4.	:
1674	. . . . 30	8.	8.	. . . . I.	14.	:
1675	. . . . 3.	4.	8.	. . . . I.	14.	:
1676	. . . . 1.	18.	:	. . . . I.	5.	:
1677	. . . . 2.	2.	:	. . . . I.	8.	:
1678	. . . . 2.	19.	:	. . . . I.	8.	8.
1679	. . . . 3.	:	:	. . . . I.	6.	8.
1680	. . . . 2.	5.	:	. . . . I.	2.	8.
1681	. . . . 2.	6.	8.	. . . . I.	4.	8.
1682	. . . . 2.	4.	:	. . . . I.	8.	:
1683	. . . . 2.	:	:	. . . . I.	8.	8.
1684	. . . . 2.	4.	:	. . . . I.	5.	4.
1685	. . . . 2.	6.	8.	. . . . I.	8.	:
1686	. . . . 1.	14.	:	. . . . I.	5.	4.
1687	. . . . 1.	5.	2.	. . . . I.	4.	:
1688	. . . . 2.	5.	:	. . . . I.	2.	:
1689	. . . . 1.	10.	:	. . . . I.	:	:
1690	. . . . 1.	14.	8.	. . . . I.	19.	4.
1691	. . . . 1.	14.	:	. . . . I.	17.	4.
1692	. . . . 2.	6.	8.	. . . . I.	4.	4.
1693	. . . . 3.	7.	8.	. . . . I.	10.	:
1694	. . . . 3.	4.	:	. . . . I.	12.	:
1695	. . . . 2.	13.	:	. . . . I.	12.	:
1696	. . . . 3.	11.	:	. . . . I.	8.	:
1697	. . . . 3.	:	:	. . . . I.	8.	:
1698	. . . . 3.	8.	4.	. . . . I.	12.	:
1699	. . . . 3.	4.	:	. . . . I.	19.	4.
1700	. . . . 2.	:	:	. . . . I.	11.	4.
1701	. . . . 1.	17.	8.	. . . . I.	4.	:
1702	. . . . 1.	9.	6.	. . . . I.	8.	:
1703	. . . . 1.	16.	:	. . . . I.	3.	4.
1704	. . . . 2.	6.	6.	. . . . I.	8.	:
1705	. . . . 1.	10.	:	. . . . I.	6.	:
1706	. . . . 1.	6.	:	. . . . I.	2.	:
1707	. . . . 1.	8.	6.	. . . . I.	3.	4.
1708	. . . . 2.	1.	6.	. . . . I.	8.	:

Années.	From. par Quarter.			Dreche de même.		
1709	L. . . . 3.	18.	6.	L. . . . 1.	13.	4.
1710	. . . . 3.	18.	:	. . . . 1.	16.	:
1711	. . . . 2.	14.	:	. . . . 1.	15.	4.
1712	. . . . 2.	6.	4.	. . . . 1.	10.	8.
1713	. . . . 2.	11.	:	. . . . 1.	7.	:
1714	. . . . 2.	10.	4.	. . . . 1.	9.	4.
1715	. . . . 2.	3.	:	. . . . 1.	10.	8.
1716	. . . . 2.	8.	:	. . . . 1.	8.	:
1717	. . . . 2.	5.	8.	. . . . 1.	5.	4.
1718	. . . . 1.	18.	10.	. . . . 1.	4.	8.
1719	. . . . 1.	15.	:	. . . . 1.	6.	8.
1720	. . . . 1.	17.	:	. . . . 1.	11.	4.
1721	. . . . 1.	17.	6.	. . . . 1.	8.	4.
1722	. . . . 1.	16.	:	. . . . 1.	2.	8.
1723	. . . . 1.	14.	8.	. . . . 1.	3.	8.
1724	. . . . 1.	17.	:	. . . . 1.	10.	:
1725	. . . . 2.	8.	6.	. . . . 1.	5.	:
1726	. . . . 2.	6.	:	. . . . 1.	5.	:
1727	. . . . 2.	2.	:	. . . . 1.	5.	:
1728	. . . . 2.	14.	6.	. . . . 1.	12.	:
1729	. . . . 2.	5.	10.	. . . . 1.	15.	4.
1730	. . . . 1.	16.	6.	. . . . 1.	7.	:
1731	. . . . 1.	12.	10.	. . . . 1.	:	5.
1732	. . . . 1.	6.	3.	. . . . 1.	5.	8.
1733	. . . . 1.	5.	4.	. . . . 1.	2.	8.
1734	. . . . 1.	15.	10.	. . . . 1.	2.	8.
1735	. . . . 2.	3.	:	. . . . 1.	2.	8.
1736	. . . . 2.	:	4.	. . . . 1.	4.	:
1737	. . . . 1.	18.	:	. . . . 1.	6.	8.
1738	. . . . 1.	15.	6.	. . . . 1.	5.	:
1739	. . . . 1.	18.	6.	. . . . 1.	6.	:
1740	. . . . 2.	10.	8.	. . . . 1.	12.	:
1741	. . . . 2.	6.	8.	. . . . 1.	12.	8.
1742	. . . . 1.	14.	:	. . . . 1.	10.	8.
1743	. . . . 1.	4.	10.	. . . . 1.	8.	8.
1744	. . . . 1.	4.	10.	. . . . 2.	4.	8.
1745	. . . . 1.	7.	6.	. . . . 1.	3.	4.



S U R LES MENDIANTS

E T LES ENFANTS TROUVÉS.

SI le crédit public étoit solidement établi ; si l'on pouvoit parvenir , dans la disette comme dans l'abondance , à maintenir la valeur du prix des grains , dans une proportion convenable aux dépenses qu'exige la culture des terres , ou que demande la substance du peuple , il est certain que la misère diminueroit , & par conséquent le nombre des véritables mendiants.

A l'égard de ceux qui le sont de profession & par état , on ne peut espérer d'en purger la société que par une police sévère. Il y a des hommes assez mauvais pour se livrer à la fainéantise , par goût , par choix & par libertinage ; & d'autres assez simples & assez bons pour se laisser surprendre à l'art que ces misérables savent employer pour les toucher & les attendrir. C'est cette espèce de mendicité qui défigurera perpétuellement

la société, quelle que soit la richesse de l'état, & l'on ne se met en devoir de l'empêcher.

Il n'y a point de vice contre lequel les auteurs sacrés & profanes se soient plus élevés, que contre celui de l'oïveté. Salomon, l'Ecclésiastique, Ezéchiel, S. Paul représentent, sous différents emblèmes, le fainéant & le paresseux, comme l'homme du monde le plus indigne, le plus vil & le plus méprisable, dont la nature indique la punition : *qui non laborat, non manducat.*

Suivant Platon, ces hommes inutiles sont les frelons & les guêpes de la république ; non-seulement ils nuisent par leurs aiguillons, mais ils troublent encore les abeilles dans leurs travaux, & dévorent leur subsistance.

L'oïveté est la plus grande ennemie de la discipline : c'est une prévarication continuelle à la loi de Dieu & à celle de la nature. Le fainéant est plutôt un cadavre qu'un homme vivant ; c'est un flambeau qui s'éteint dans le repos, & qu'il faut agiter pour le rallumer : *vade ad formicam, & piger, & considera vias ejus, & discite sapientiam &c. & veniet quasi viator egestas, & pauperies quasi vir armatus ; si verò impiger fueris, veniet ut fons messis tua, & egestas longè fugiet à te.* Prov. 6.

Dans un état bien policé, un des meilleurs moyens d'entretenir la multiplication des personnes nécessaires aux travaux de la campagne ou à la culture des arts, est de châtier ceux qui, par leur naissance & leur condition, étant destinés à ces professions, s'abandonnent à la fainéantise, qui conduit à la mendicité ou au crime, & souvent à l'un & à l'autre : aussi les loix divines & celles des gouvernements anciens & modernes y ont-

elles pourvu, dès les premiers temps de la création du monde & de la fondation des empires.

Si notre premier pere fut placé dans le paradis terrestre, ce ne fut que sous la condition qu'il y travailleroit : *posuit eum in paradiso voluptatis, ut operaretur* : Gen. 2. 15.

Menès, premier roi d'égypte, que l'on croit être Misraïm, fils de Cham pere des égyptiens, n'oublia pas, dans les belles loix qu'il donna à ses peuples, de faire des réglemens pour prévenir la mendicité. Il ordonna à chacun d'aller chez les magistrats qu'il avoit établis à cet effet, pour y faire déclaration des talents ou des moyens qu'il avoit pour fournir à sa subsistance; & si quelqu'un étoit convaincu d'avoir déclaré faux, il étoit puni de mort.

Les loix de Menès passerent aux Grecs : Draco, premier législateur des Athéniens, leur défendit l'oisiveté sous peine de la vie; & si Solon abolit ces loix à cause de leur extrême rigueur, il laissa subsister dans toute sa force celle qui regardoit l'oisiveté.

Les Romains ne furent pas plus indulgens pour ce vice : Romulus, fondateur de leur fameux empire, fit une loi expresse, qui enjoignit au peuple de s'appliquer à l'agriculture & aux arts profitables. Les empereurs Gratien, Valentinien & Théodose mirent au rang des oisifs punissables, les mendiants valides, qui aiment mieux demander l'aumône & mener une vie libertine & vagabonde, que de travailler. Ils privent en effet, par une espece de vol, les véritables pauvres du pain & de la subsistance due à leur âge, à leur impuissance & à leurs infirmités. Ces empereurs ordon-

nerent aux présidents des provinces, de les purger de ces dangereux citoyens, pour y maintenir la paix & la tranquillité. Des gens qui n'ont rien à perdre, n'ont rien à ménager, & sont toujours prêts à se porter à toutes sortes d'excès.

Il devrait être interdit à tout particulier de faire l'aumône ; & ceux qui transgresseroient cette loi, devraient être punis comme fauteurs & complices des crimes & des désordres, dont les mendiants valides seroient trouvés coupables ; puisque, par leurs charités indiscrettes, ils fournissent à ces misérables les moyens de perpétuer le dommage qu'ils causent à la société.

Si les revenus publics sont suffisants pour nourrir les pauvres, l'aumône est inutile ; s'ils ne le sont pas, c'est au souverain à y pourvoir, en y faisant contribuer les riches & les aisés, suivant leurs moyens & leurs facultés, comme on le fait à Paris, où chaque maison paie à proportion de son loyer ; en sorte que, sans les pauvres du dehors & avec un peu plus de police pour ceux du dedans, il y auroit de quoi fournir abondamment à leur subsistance.

« Un particulier sans autorité par son infatigable vigilance, fait occuper, avec succès à tous moments, les pauvres que la providence a confiés à ses soins : homme charitable, il fait l'aumône ; homme d'état, il donne à travailler. » C'est l'éloge que l'auteur de l'essai sur le commerce & la marine, fait du célèbre M. Languet, alors curé de S. Sulpice. Eloge mérité ; mais exemple peu suivi.

Il y a une espèce de cruauté à faire des aumônes gratuites aux mendiants valides, c'est les

accoutumer à l'oïveté & à tous les vices dont elle est la mere. « Interrogez , dit l'auteur ci-dessus cité , les scélérats que la justice est obligée de faire expirer dans les supplices , ce ne sont point des artisans ou des laboureurs , les travailleurs pensent au travail qui les nourrit ; ce sont des oisifs que la débauche & le jeu , enfants de l'oïveté , ont portés à toutes sortes de crimes. »

La maniere la plus utile de soulager ceux qui sont gens de bonne volonté , c'est de leur fournir du travail , de leur acheter les outils de leur métier , & d'en faire apprendre à leurs enfants , pour les mettre en état de gagner leur vie ; toute autre maniere de faire l'aumône est indiscrete , imprudente , blâmable & préjudiciable à la société : *beatus qui intelligit super egenum & pauperem. Ps.*

Les gens d'église conseillent aux riches de faire des aumônes de leur superflu : mais ces aumônes produisent un effet opposé aux motifs qui dirigent le conseil & l'action. L'un & l'autre sont contraires à la saine politique & au bien de l'état : ils nourrissent la fainéantise & la paresse , & ils accoutument le peuple à l'oïveté & à la mendicité.

Les princes , les seigneurs & les particuliers , mus par ces conseils , ont fait anciennement diverses fondations , par lesquelles ils ont attaché des biens considérables à des prieurés , bénéfices ou monasteres , pour faire , pendant certains temps de l'année , des aumônes aux pauvres d'une ou de plusieurs paroisses voisines. Il y en a même qui ont ordonné que tous les mendiants qui se présenteroient y eussent part , sans distinction de

lieux ; & il y a des endroits où ces aumônes durent pendant deux ou trois mois & plus. Ces établissemens , ouvrages respectables d'une piété mal entendue , sont devenus , pour la plupart , une occasion de désordre , de scandale & de fainéantise. Les habitants de ces lieux , assurés de leur subsistance , sans y contribuer par leur travail , ont négligé l'agriculture & les arts ; & l'on voit que plus ces aumônes sont considérables par le temps qu'elles durent ou par la qualité de ce qu'on y distribue , plus le voisinage est pauvre & le labourage abandonné. D'ailleurs les mendiants de profession , instruits par une espèce de journal qu'ils se traduisent de main en main des époques de ces distributions , fatiguent la campagne par des courses continuelles , privent le pays d'ouvriers , & deviennent le fardeau de l'état , lorsqu'ils devroient aider à le soutenir.

Comme ces abus sont diamétralement opposés aux principes d'un bon gouvernement , & à tous les réglemens faits pour bannir la mendicité , seroit-ce un mal , & iroit-on contre l'intention des fondateurs , si l'on empêchoit la mauvaise dispensation de leurs bienfaits , pour en faire une application plus conforme à la raison & à l'utilité publique ?

Indépendamment de cette utilité , quelle difformité dans l'état , de voir une multitude de fainéants & de vagabonds , courir de ville en ville , & inonder les campagnes qu'ils pillent ou mettent à contribution par leurs quêtes , & par les autres commodités qu'ils exigent insolemment , & que la crainte & les menaces d'être incendié ne permettent pas de le refuser ! Ce sont des maux dont la

France ne cesse de se plaindre sans qu'on y remédie. Quel spectacle pour les étrangers ! Quelles idées sinistres ne sont-ils pas en droit de se former de l'administration de ce royaume, en y voyant un peuple de mendiants ? Ils nous ont déjà fait connoître par différents écrits combien la réputation de ce pays y est intéressée.

Quelle incommodité pour les citoyens de ne pouvoir vaquer en liberté à leur salut, à leurs affaires ou à leur délassement. S'ils paroissent dans les églises, dans les rues, aux promenades, ils sont environnés d'une multitude de mendiants, qui se succèdent sans interruption, qui les poursuivent & les forcent à la retraite par leurs importunités. Les palais du souverain ne sont pas à l'abri de cette persécution ; les cris les plus perçants & les plus lamentables, l'odeur la plus révoltante que la mal-propreté puisse causer, l'étalage le plus dégoûtant de maux feints ou véritables, enfin tout ce que le tableau le mieux composé de la misère & de la douleur peut présenter de plus affligeant, forme maintenant, en France, un art & une profession nombreuse. Si quelques-uns sont véritablement disgraciés de la nature, ils y ajoutent tout ce que l'imagination peut leur suggérer pour se rendre encore plus hideux ; d'autres sont chargés ou entourés d'enfants qui leur appartiennent, ou qu'ils ont empruntés ou volés ; & ils croient avoir suffisamment pourvu à leurs dotes & à leur établissement en les estropiant ; en sorte que le plus contrefait est celui dont la fortune est la plus assurée.

L'incommodité & le dégoût ne sont pas les plus grands maux, que cette misérable & nom

breuse profession cause à la société. Je ne parle point de leurs mœurs abominables, c'est l'affaire des pasteurs ; je ne parle pas non plus des vols ou des assassinats qu'ils commettent, ces malheurs ne tombent que sur quelques particuliers : mais ce qui regarde tout le monde, c'est la salubrité de l'air, qu'un si grand nombre de gens, tels qu'on vient de les dépeindre, est capable de corrompre & d'infecter : n'ont-ils pas porté ou fait naître la peste par-tout où on les a soufferts ?

En 1596, ils en causèrent une si terrible à Paris, qu'elle enlevait les citoyens par centaine. Le parlement leur ordonna, par arrêt du 29 août, de sortir de la ville dans 24 heures, & de se retirer dans les lieux de leur naissance, sous peine d'être pendus sans autre forme de procès.

Ils en causèrent une autre à Rouen en 1622, qui ne fut pas moins meurtrière ; le parlement de cette ville rendit un semblable arrêt, excepté qu'il ne prononçait que la peine des galères.

Ces deux exemples sont les plus marqués, mais l'histoire apprend qu'ils ne sont pas les seuls.

Quand ce mal terrible s'est une fois déclaré, il est presque sans remède, & il faut qu'il exerce sa fureur dans toute son étendue ; n'est-il donc pas plus sage de le prévenir que de l'attendre ?

L'empereur Galérien fit une fois rassembler tout ce qu'on put rencontrer de ces mendiants de profession ; il les fit mettre dans des barques & jeter tous à la mer. C'est un exemple cruel que je ne cite pas pour être suivi. Il n'est point d'état qui ne puisse conserver les mendiants & en tirer de l'utilité, soit en les employant à des ouvrages de manufactures, ou en les occupant dans des mai-

sons de force , soit en se servant d'autres moyens compatibles avec l'humanité & la douceur que l'état doit à ses sujets : mais la sévérité excessive de cet empereur fait connoître combien , dans tous les temps , les gouvernements policés ont eu en horreur la mendicité volontaire , puisqu'ils ont employé des moyens si violents pour en arrêter le cours.

En voyant le désordre qui , sur cet article , subsiste actuellement en France , on imagineroit qu'il n'est pas connu du gouvernement & de ceux qui sont préposés au maintien de cette partie intéressante de la police de ce royaume ; cependant rien n'est moins ignoré , ni plus disertement expliqué dans les déclarations qui ont été rendues à ce sujet : celle du 21 octobre 1686 en fait un ample récit , & condamne les mendiants valides aux galeres pour cinq ans. Celle du 28 janvier 1687 , expose un pareil tableau , & prononce des peines contre les personnes de l'un & de l'autre sexes : savoir , les galeres perpétuelles pour les hommes ; le fouet , la flétrissure & le bannissement pour les femmes , lorsque les uns ni les autres n'auront point de domiciles ; & pour ceux qui seront domiciliés , les mêmes peines à la troisième récidive seulement.

Je passerai sous silence une multitude d'autres réglemens antérieurs & postérieurs , dont les recueils d'arrêts sont remplis , pour venir à la déclaration du 18 juillet 1724.

Jamais il n'avoit paru de loi qui fit mieux connoître combien le ministère étoit convaincu de tous les maux que la mendicité entraîne après elle , ni qui donnât plus d'espérance de la voir finir.

L'article premier ordonne aux mendiants valides, tant hommes que femmes, de prendre dans quinze jours, pour tout délai, un emploi pour subsister de leur travail, soit en se mettant en condition pour servir, soit en travaillant à la culture des terres, ou aux autres ouvrages dont ils peuvent être capables, & enjoint aux mendiants invalides, même enfants, nourrices & femmes grosses, de se présenter, dans le susdit temps, aux hôpitaux les plus prochains de leurs demeures, où ils seront reçus gratuitement, & employés au profit desdits hôpitaux à des ouvrages proportionnés à leur âge & à leurs forces; & que dans le cas où les revenus des hôpitaux ne seroient pas suffisants, le prince y pourvoiroit de ses propres deniers. Les autres articles contiennent des dispositions de police qui sont également sages; cependant le tout est demeuré sans exécution, ou du moins ne l'a été que très-imparfaitement par plusieurs raisons.

1°. Le nombre des mendiants étoit si grand, que les hôpitaux n'ont pu fournir à leur soutien; ce qui a forcé d'en ouvrir les portes.

2°. La plupart des administrateurs, ne recherchant cette qualité que par honneur, & les autres étant incapables d'en exercer les fonctions; les premiers n'ont pas voulu, & les seconds n'ont pu entretenir l'ordre & la correspondance.

3°. Les peines prescrites pour la discipline intérieure des hôpitaux, n'ont point été infligées; les administrateurs de l'une & de l'autre espèces, ayant dit qu'ils n'étoient point des geoliers, ont même fait ouvrir les portes à des mendiants condamnés à un renfermement perpétuel.

4°. Les travaux ordonnés au profit des hôpitaux n'ont été ni suivis ni dirigés convenablement, & il n'en est résulté presqu'aucun profit.

5°. La nature & l'entretien des mendiants devenoient un objet trop considérable, & les fonds ne pouvoient y fournir.

6°. En quelques endroits il y a eu de l'infidélité dans la gestion des administrateurs ; & presque par-tout, jaloux de leur indépendance, ils n'ont pu se soumettre à la subordination & à l'examen auxquels on a voulu les assujettir.

7°. Enfin les opérations indiquées par cette déclaration, étoient en général au dessus de la capacité de ceux à qui l'exécution en avoit été confiée.

Les désordres infinis de la mendicité ont engagé non-seulement le gouvernement à en arrêter le cours, comme on peut le voir dans le recueil des ordonnances, mais ont encore porté des citoyens zélés à rechercher avec soin les moyens qu'ils ont cru les plus capables de suppléer à ce que les ordonnances pourroient avoir omis, & aux défauts qui pourroient avoir été la cause de leur peu d'utilité.

J'ai vu plusieurs de ces ouvrages : tous partant d'un bon principe ne peuvent manquer de contenir de bonnes choses ; mais il y en a deux, entre autres, dressés par des magistrats, qui ont exercé différentes intendances, lesquels offrent des moyens solides, & dont on pourroit composer un règlement général, capable de procurer tous les avantages que, sans succès, on a recherchés jusqu'à présent. Je vais donner l'extrait de l'un & de l'autre.

EXTRAIT DU MÉMOIRE DE M. F.

IL fait quatre classes de mendiants , pour chacune desquelles il y a un règlement particulier ; savoir , les valides , les invalides , les enfants appartenants à des invalides hors d'état de les entretenir , &c. les pauvres honteux.

PREMIERE CLASSE.

Mendiants valides.

« Il ordonne que , dans le délai qui sera pres-
» crit , tous les mendiants valides seront tenus
» de se retirer dans le lieu de leur naissance.

» Faute de quoi , arrêtés & marqués d'une M.
» sans que cette marque emporte infamie.

» En cas de récidive , les galeres perpétuelles
» pour les hommes , & le renfermement sans
» limites pour les femmes. »

Je crois qu'il seroit avantageux de commuer cette peine en celle des îles à perpétuité pour les sujets de l'un & de l'autre sexes , qui seroient d'âge compétent pour les colonies.

« Pour se retirer , leur sera fourni une route à
» raison de cinq lieues & de trois sous par jour ,
» outre le couvert dans les communautés qui se
» trouveroient sur la route de passage. »

Il me paroît qu'on pourroit augmenter cette solde de quelques sous , tant parce que ce ne seroit pas un objet , que pour faire un pont d'or à

ET LES ENFANTS TROUVÉS. III

ces misérables , qui les porteroit à se retirer promptement.

« S'ils excèdent le terme fixé pour la route ,
» ils seront punis comme les récidiveurs.

» Ceux qui déguiseront leurs noms , le lieu de
» leur naissance , ou contrefaçonneront les estropiés ,
» seront marqués de la lettre M. & punis comme
» récidiveurs.

DEUXIEME CLASSE.

Mendiants invalides.

« Ils seront tenus , dans le délai qui sera fixé ,
» s'ils ne sont pas actuellement dans les hôpitaux ,
» de se présenter à ceux qui leur seront indiqués ,
» à peine , en cas que par la suite ils soient arrê-
» tés mendiants , d'être marqués de la lettre M.
» & de renfermement perpétuel.

» Ceux dont l'invalidité aura été constatée ,
» resteront en dépôt dans l'hôpital indiqué , jus-
» qu'à ce que l'on puisse les faire passer dans leurs
» provinces.

» Ceux ou celles qui feindront des maux , &
» cacheront ou leur nom , ou le lieu de leur
» naissance , seront punis comme les mendiants
» valides récidiveurs.

» Il leur sera fourni des routes , comme aux
» mendiants valides , pour se retirer dans leurs
» provinces.

» Ceux qui ne seront point en état de mar-
» cher , resteront dans les hôpitaux du lieu où ils
» sont actuellement , & il sera pourvu à leur
» subsistance ou à leur conduite , s'il est jugé
» convenable.

III SUR LES MENDIANTS.

» Les mendiants invalides étrangers seront tenus d'opter, ou de rester dans l'hôpital, ou de sortir du royaume; & en ce dernier cas, ils auront route & solde comme les autres.

» Tout invalide retourné dans sa communauté, recevra, de l'aumône générale de l'état, deux sous par jour à compter de celui de son arrivée.

» Ceux qui ne seront pas rendus à leur destination, dans le délai fixé par la route, seront déchus de l'aumône & punis, comme s'ils ne s'étoient pas présentés, à moins qu'ils ne justifient des causes de leur retard, par des certificats en bonne forme.

» Tout invalide qui sortira des limites de sa communauté, ou qui y mendiera, sera puni comme les récidiveurs; & les officiers municipaux seront chargés de répondre de sa conduite.

» Les maréchauffées arrêteront tous ceux qui seront trouvés mendiants sur les chemins; & lorsqu'ils feront leurs tournées dans les communautés; ils se feront représenter les mendiants inscrits, pour être confrontés aux signalements dont ils seront toujours porteurs.

TROISIEME CLASSE.

Enfants d'invalides hors d'état de les soutenir.

« Il en sera usé, comme il a été fait par le passé, au sujet des enfants trouvés, lesquels doivent être recueillis par les hôpitaux ou fondations à cet effet, ou par les seigneurs
» haut-

» haut-justiciers, villes & communautés suivant
» les us & coutumes des lieux.

» Défendu aux mendiants valides de laisser
» mendier & vaguer leurs enfants, sous les
» mêmes peines qu'ils encourroient s'ils men-
» dioient eux-mêmes.

» Quant à ceux des invalides hors d'état de
» les nourrir, ils auront le même traitement que
» leurs peres & meres. S'ils sont dans les hôpi-
» taux, ils y resteront jusqu'à l'âge de 12 ans,
» & seront ensuite envoyés dans leurs provinces.
» S'ils sont avec leurs peres & meres retirés dans
» lesdites provinces, comme eux, ils recevront
» l'aumône de deux sous par jour, jusqu'à 12
» ans seulement. »

QUATRIEME CLASSE.

Pauvres honteux.

« Défense sera faite aux curés & autres admi-
» nistrateurs de fondation & deniers de charité,
» d'en distribuer à ceux qui participeront à l'au-
» mône générale de l'état, sur quoi sera pris de
» justes mesures avec messieurs du clergé ; & au
» moyen de ce retranchement, on pourra secou-
» rir plus aisément ceux que l'honneur force à
» cacher leur misere.

» Tous ceux qui auront mendié, ne l'eussent-
» ils fait qu'une fois, depuis la publication du
» règlement, ne seront plus reconnus pour pau-
» vres honteux. »

Ce projet exécuté, les hôpitaux seront déchar-
gés d'un grand nombre de mendiants, & plus en
état de subvenir aux besoins de ceux qui y res-

teront, soit comme malades, soit comme condamnés à y être renfermés à temps ou à perpétuité.

La juridiction civile appartiendra aux intendants, & la criminelle fera du ressort du prévôt des maréchaux. Une des principales raisons pour lesquelles la déclaration de 1724 est demeurée sans exécution, est parce que la connoissance en a été attribuée aux juges ordinaires, trop lents & trop formalistes pour de pareilles expéditions, qui doivent être promptes & sévères. En 1596, le parlement faisoit pendre les mendiants & vagabonds, sans forme ni figure de procès.

Le crime & la contravention dans l'espece présente seront absolument volontaires & de pure réflexion : la subsistance étant assurée, rien n'obligera, rien ne forcera, rien de dominant n'excitera à transgresser la loi. Les méchants ne peuvent être retenus que par la crainte des peines ; elle réprime, elle éteint même le penchant que plusieurs auroient au mal, & les sauve du danger auquel ils feroient exposés ; & , en ce cas, la rigueur est une clémence.

Je ne suivrai point l'auteur de ce projet dans tous ses détails ; il fait de sages réflexions sur la plupart des articles ; il se forme des objections, dont il donne des solutions satisfaisantes ; il établit, d'une manière simple, la correspondance d'hôpital à hôpital dans les provinces & des provinces à Paris, de même que les fonctions des directeurs & des trésoriers-généraux & particuliers, & il donne un état de la dépense qu'exige son plan, & des fonds qui doivent y être employés.

La connoissance détaillée de tous ces objets n'est intéressante que pour un ministre, qui voudroit mettre la main à l'œuvre ; pour moi, je n'ai eu d'autre intention que d'exposer les inconvénients & les désordres de la mendicité, & d'indiquer le remede le plus simple & le plus sûr qui ait encore été proposé, afin d'exciter le zele de ceux qui, par leurs places, ont le pouvoir d'en faire l'application.

EXTRAIT DU MÉMOIRE DE M. D....

LES hôpitaux, dit-il, ont été établis pour trois fins principales ; la guérison des pauvres malades, la subsistance des infirmes, & caducs, la nourriture & l'éducation des enfants abandonnés.

La parfaite administration consiste à faire subsister le plus grand nombre de pauvres qu'il est possible avec les revenus ordinaires des hôpitaux, & à tirer parti du travail de ceux qui y sont renfermés, autant que leur force, leur santé, & leurs dispositions naturelles peuvent le permettre.

Les hôpitaux ont été fort mal régis jusqu'à présent : mais en supposant qu'on peut parvenir à rendre leur administration parfaite, les revenus ordinaires n'en seroient pas moins insuffisants, & comme l'état est fort chargé, il est nécessaire d'avoir recours à des moyens qui ne lui soient point onéreux.

Dans les premiers temps de l'église, les aumônes des fideles suffisoient à l'entretien des prê-

tres & au soulagement des pauvres, & par la suite elle fut se procurer des revenus fixes par les dîmes, & par les fonds de terre qui lui furent donnés.

Ces biens originairement communs entre les évêques & leur clergé, furent d'abord divisés en trois parts, dont la première fut assignée aux pauvres, la deuxième réservée aux évêques, & la dernière affectée au presbitere. Le concile de Tibur les partagea en quatre portions égales, la première pour l'évêque, la seconde pour le clergé, la troisième pour les pauvres, & la quatrième pour la réparation des églises & des bâtiments. Mais l'esprit de charité ayant diminué à mesure que l'autorité des évêques s'est accrue, la portion des pauvres a été incorporée à la leur; & ces chefs devenus puissants en ont bientôt perdu le souvenir.

Le clergé séculier doit donc incontestablement aux pauvres le tiers ou le quart de son revenu, & le clergé régulier leur doit pareillement tout ce qui reste du sien, après la réparation des bénéfices, la nourriture & le vêtement des moines, suivant qu'il est facile de s'en convaincre, en lisant les chartes de leur fondation.

Les souverains sont les évêques extérieurs; ils ont un droit incontestable & imprescriptible au rétablissement de l'ancienne police & des anciens usages, qu'ils peuvent ramener à tel équivalent qu'ils croiront le plus convenable: donc le roi est autorisé à affecter aux hôpitaux le tiers des revenus du clergé séculier, & tout ce qui n'est pas nécessaire à l'entretien du clergé régulier.

Mais pour éviter un changement, qu'il seroit

sans doute impossible à l'un ou à l'autre de supporter, après une si longue jouissance & une possession si constante de richesses & de commodités, on pourroit leur proposer, par forme d'alternative, ou de céder la part des pauvres, ou de consentir qu'on réunisse aux hôpitaux tous les bénéfices qui sont à leur nomination, à la charge, par lesdits hôpitaux, de faire continuer les services, les prières & les autres charges que ces bénéfices sont tenus de remplir.

Le clergé ne souffriroit, par ce transport de nomination, aucune diminution ni préjudice réel dans ses biens & revenus, & il en résulteroit deux grands avantages pour l'état; 1^o. la conservation d'une infinité de sujets qui périssent faute d'être suffisamment secourus. 2^o. On ne verroit plus une jeunesse nombreuse se vouer à l'inaction, à l'oisiveté & au célibat; elle embrasseroit des professions utiles, elle se marieroit & donneroit des sujets à l'état, ce qui est la véritable richesse des empires.

Si au moyen de l'économie & de la bonne administration jointes à cette augmentation de biens; les hôpitaux parvenoient à rassembler quelques sommes de deniers, l'auteur ne veut pas qu'elles puissent être employées en acquisitions de fonds, ni en constitution de rentes, parce que tombant en main-morte, ce seroit des richesses perdues pour la société: mais il veut qu'ils en achètent des bleds pour servir à la subsistance des pauvres de l'hôpital, & de ceux de la ville & des environs, en cas de disette; & des matieres pour être employées aux manufactures & fabriques établies dans l'hôpital, dont le superflu seroit prêté aux pauvres ouvriers du dehors, qui, par

ce moyen, subsisteroient avec leurs familles, sans être à charge à l'hôpital ni au public.

Après avoir ainsi pourvu à l'entretien & au soulagement des véritables pauvres, l'auteur passe à la manière d'assurer la conservation & l'éducation des enfants exposés & abandonnés.

Le nombre en est si grand, *dit-il*, les hôpitaux destinés à leur entretien sont si peu rentés, & les seigneurs haut-justiciers ou leurs fermiers, tenus de leur fournir des aliments, s'acquittent si mal de cette obligation, que de cent il n'y en a peut-être pas six qui échappent à la misère & aux différents accidents de l'enfance ; ce qui est directement opposé à la saine politique & à l'humanité.

Pour subvenir à cette partie intéressante, il propose de réunir aux hôpitaux, déjà expressément établis pour recevoir & recueillir ces enfants exposés, une portion suffisante des bénéfices ci-dessus dits.

Tous les enfants dont les père & mère auront intérêt de cacher la naissance, ou ne pourront subvenir à leur subsistance, seront reçus dans lesdits hôpitaux, à bureau ouvert, sur la simple représentation de leurs extraits baptistaires ; & s'ils n'ont pas encore été baptisés, sur la simple déclaration qui en sera faite, sans exiger de plus amples informations.

Ces enfants seront acquis à l'hôpital jusqu'à l'âge de vingt ans faits ; & lorsqu'ils seront en état de travailler, tout l'ouvrage qu'ils feront sera au profit de l'hôpital jusqu'à la concurrence de leur subsistance & entretien, au delà desquels le surplus leur appartiendra, & sera mis

en réserve par le receveur de l'hôpital, pour leur être délivré à leur sortie, lors de laquelle il leur sera, en outre, donné à chacun la somme de 20 liv. & un habillement neuf complet de la même étoffe dont l'hôpital fait ordinairement usage.

Pour débarrasser d'autant lesdits hôpitaux, & répandre des sujets dans les villes & les campagnes, il sera fait de temps en temps dans lesdits hôpitaux des adjudications publiques de ces enfants.

Ceux qui se présenteront ne pourront être admis que sur des certificats des curés, syndics & principaux habitants, comme ils ont domicile, qu'ils vivent en bons peres de famille, & qu'ils sont en état, par leurs biens, métier, travail ou industrie, de fournir à la subsistance, entretien & éducation de l'enfant qui leur sera adjudgé; & lorsqu'il y aura concurrence entre un habitant de ville & un habitant de campagne, ce dernier sera préféré à l'autre à conditions égales.

Les conditions sont de nourrir & entretenir l'enfant, de lui apprendre un métier quelconque, de le traiter avec douceur & bonté, & de ne le garder que le moins qu'ils pourront, depuis l'âge de 15 ans jusqu'à celui de 20, en sorte que si, de deux adjudicataires, l'un s'oblige de le rendre à 19 ans & demi, & l'autre à 19, ce dernier sera préféré.

Le temps étant expiré, l'enfant sera & demeurera en pleine liberté, & l'adjudicataire sera tenu de lui donner 20 liv. & un habillement complet d'étoffe commune.

L'enfant sera obligé de travailler pour son adjudicataire pendant tout le temps de son adjudication, sans pouvoir en servir d'autres ; & s'il quitte, il pourra être revendiqué par le susdit adjudicataire, en quelque lieu qu'il se trouve, avec telle amende, dépens, dommages & intérêts qui conviendront, contre ceux qui les auront débauchés. Ils ne pourront s'engager dans les troupes du roi, sous peine de nullité des engagements & de cent livres d'amende contre ceux qui les auront engagés, applicables au profit de l'adjudicataire, & ils seront dispensés de tirer à la milice ; permis cependant à eux d'y aller de gré à gré pour le fils de leur adjudicataire, si le sort le mettoit dans le cas de marcher.

Les adjudicataires seront tenus de représenter lesdits enfants, toutes les fois qu'ils en seront requis, aux intendants ou aux subdélégués, auxquels il sera fourni à cet effet un rôle des enfants adjugés dans l'étendue de leur subdélégation ; & les curés des paroisses auront particulièrement l'œil à tout ce qui concernera lesdits enfants.

Si, de la part de l'adjudicataire, il y avoit violence & mauvais traitements, ou de la part de l'enfant, désobéissance & indocilité, l'enfant pourroit demander à retourner à l'hôpital, ou l'adjudicataire pourroit l'y ramener, en justifiant l'un ou l'autre de la vérité des faits par un certificat du curé & de quatre des principaux habitants de la paroisse ; & si l'enfant avoit volé dans la maison de l'adjudicataire, il sera puni comme pour vol domestique.

En cas de mort ou de désertion desdits enfants, les adjudicataires en seront déchargés, en rapportant à l'hôpital un certificat suffisant.

Enfin l'auteur termine son projet en disant que, comme le nombre & le revenu des bénéfices réunis pourroient se trouver excéder les besoins des hôpitaux, destinés à renfermer les mendiants ou à contenir les enfants trouvés, on pourroit en établir un troisième en faveur des curés ou prêtres qui, par leur grand âge ou leurs infirmités, seroient hors d'état de continuer les fonctions de leur ministère.





ÉCLAIRCISSEMENTS

HISTORIQUES

SUR LE DOMAINE

DU ROI DE FRANCE.

CHAPITRE PREMIER.

Du domaine en général , & des anciens domaines de France.

LE mot *domaine* désigne en général toute possession dont jouit un particulier tel qu'il soit ; & ce n'est que l'usage qui , en restreignant sa signification , veut qu'il soit , de nos jours , spécialement appliqué à dénoter ce qui compose le patrimoine des rois ; de façon qu'on entend sous le nom de domaines toutes les possessions attachées à la couronne.

L'empire Romain avoit deux sortes de domaines , l'un privé qui appartenoit à l'empereur par droit de succession , & l'autre public ou fiscal destiné aux besoins de l'état.

Les anciens François avoient adopté cette

distinction qu'ils conserverent sous les deux premières races de leurs rois : ils avoient des possessions qui leur appartenoint en propre, & le domaine public consistoit en terres & seigneuries attachées à la couronne, en péages sur les denrées & sur les marchandises, en amendes qui, dans ces temps-là, se nommoient *bonum rigidum*, parce qu'elles étoient fort onéreuses à ceux qui y étoient condamnés, en composition des affaires criminelles ; car alors les délits se rachetoient à prix d'argent, dont le tiers revenoit au fisc, & en compensations pécuniaires que devoient faire ceux qui refusoient d'aller à la guerre.

Lorsque les deniers, provenant de ces différentes branches du domaine public, ne suffisoient pas pour fournir aux besoins de l'état, alors, & seulement alors, on imposoit des taxes plus ou moins fortes, selon ce que pouvoit exiger la nécessité des affaires publiques, c'est-à-dire, qu'on les proportionnoit à l'état de puissance ou de foiblesse dans lequel se trouvoient les rois.



C H A P I T R E I I.

*En quoi consiste le domaine actuel des rois
de France.*

ON ne connoît maintenant en France qu'une seule espece de domaine, qui consiste dans les fonds de terres qui appartiennent à la couronne, & dans les droits dont le roi jouit à cause de sa souveraineté, ou qu'il perçoit à cause des seigneuries qui font partie de son domaine.

Quelques auteurs ont prétendu comprendre sous le nom de domaines, toutes les impositions & tous les droits qui se levent sur le peuple, comme la taille, la capitation, les aides, la gabelle, &c. ; mais pour moi je me borne à considérer ici les seules parties que chacun regarde comme le domaine proprement & véritablement dit. Tels sont les droits d'aubaine, de bâtardise, de déshérence, de confiscation & d'épaves, qui font certainement corps avec l'ancien domaine. Tels sont aussi ceux de péages, de greffes & tabellionnages, de francs-fiefs & nouveaux acquêts, de petits-scels, d'amortissement, de centieme denier & insinuations laïques, du contrôle des actes, de celui des exploits, de la marque de l'or & de l'argent, des papiers & parchemins timbrés, qui sont regardés comme domaniaux, quoique leur origine soit bien plus moderne que celle des droits qui font partie de l'ancien domaine.

Ces derniers s'étant trouvé presqu'anéantis par des usurpations, des concessions ou des aliénations, on y a substitué successivement divers droits que l'on a qualifiés de domaniaux. Il est probable que, dans la suite des temps, l'on confondra sous ce nom générique toutes les impositions & tous les droits fixes & permanents, & avec d'autant plus de raison que, devenant portion des revenus du souverain, ce doit être son domaine, ou du moins c'est en réalité l'équivalent de son domaine. Mais, quoi qu'il en puisse arriver, je croirois peu convenable d'anticiper les moments où la politique confirmera cette dénomination.

Je ne rappellerai point ici les diverses ordonnances qui ont été faites pour la conservation ou la réunion du domaine. Il y en a une multitude, mais les principales sont celles de Charles V & VI en 1374 & 1401, de François I en 1539, & de Charles IX en 1554. Cette dernière a été publiée à Moulins, & est ordinairement appelée l'ordonnance de Moulins pour la réunion du domaine, afin de la distinguer de celle qui fut faite dans la même ville & en la même année, mais qui n'avoit rapport qu'au règlement de la justice.



CHAPITRE III

Division du domaine.

QUOIQU'IL n'y ait qu'une sorte de domaine, comme je viens de le dire, on peut cependant le diviser en grand & petit domaines, en domaines fixe & casuel.

Sous le nom de *grand domaine* je comprendrai les seigneuries, les villes, châteaux, terres, forêts, &c. ; & le *petit domaine*, en conformité de plusieurs édits & déclarations, notamment suivant la déclaration du 8 avril 1772 ; & l'édit du mois d'avril 1702 consistera dans les cens, ventes, moulins, fours, pressoirs, halles, maisons, boutiques, échoppes, terres vaines & vagues, landes, bruyères, palus, marais, bacs, péages, passages, chasses, pêches & autres choses semblables sujettes à payer des droits à la couronne.

Le *domaine fixe* est celui qui est expressément uni, consolidé & incorporé à la couronne, lequel est composé de seigneuries, terres, & des droits qui y appartiennent, & de ceux acquis au roi à titre de sa souveraineté ; à quoi on peut ajouter les pierreries & les meubles précieux de la couronne, parce qu'ils sont réputés immeubles.

Le *domaine casuel* comprend ce qui appartient au roi par conquête, acquisition, donation, succession, ainsi que ce qui lui est échu par

droit d'aubaine, de bâtardise, de déshérence, de confiscation, &c. Il est bon de remarquer que ce domaine, casuel de sa nature, devient fixe quand les officiers du roi en ont joui paisiblement pendant l'espace d'une année, ou lorsqu'il a été uni au domaine fixe par une déclaration ou par un édit à cet effet. Mais, avant qu'il ait été déclaré tel, ou qu'il le soit devenu par le laps de temps prescrit par les ordonnances, les rois en peuvent disposer par donation, par vente ou autrement. On voit, en effet, souvent les monarques François faire des dons de ce qui leur échet par donation, par bâtardise, &c.; car quoiqu'ils ne puissent céder le fonds de ces droits, cependant ils ont la liberté de disposer des terres, des possessions & de tout ce qui leur est dévolu en vertu de ces droits.

Il en est de même des biens que possède un prince lorsqu'il devient roi; car ce domaine n'étant pas royal, il peut l'aliéner irrévocablement après son avènement à la couronne, pourvu qu'il n'y ait point été uni par aucun des moyens que j'ai indiqués ci-devant.

Henri IV rendit une déclaration au camp de Nangis le 13 avril 1590, portant que le domaine qu'il possédoit avant son avènement à la couronne, seroit désuni & séparé du domaine qu'il avoit comme roi de France: mais il révoqua cette déclaration par édit donné devant Paris au mois de juillet 1607, qui fut ensuite confirmé par d'autres édits de Louis XIII, l'un donné à Pau au mois d'octobre 1620, & l'autre daté de Compiègne & du mois de juin 1624.

François I publia à Pau une déclaration le 30 juin 1539, portant que le domaine de la couronne est inaliénable & imprescriptible, & dans laquelle il ordonne en conséquence que toutes aliénations ou usurpations qu'on en auroit pu faire, quelque anciennes qu'elles fussent, même de cent ans & plus, ne pourroient empêcher la réunion; & il enjoit à tous les juges de décider sur ces maximes tous procès mus ou à mouvoir à ce sujet; & pour faire mieux exécuter les dispositions de cette ordonnance, ce prince établit à Paris la chambre du domaine, par édit du mois de mai 1543.

Le domaine étant ainsi déclaré inaliénable & imprescriptible, il doit être considéré comme un dépôt sacré, que les rois se transmettent successivement, sans pouvoir aucunement en disposer. Il y a cependant deux exceptions à faire.

La première, que ce domaine peut être vendu & aliéné dans le cas d'une nécessité pressante, & sur-tout si les besoins de la guerre l'exigent : mais cette vente doit toujours être faite, en réservant à la couronne la faculté perpétuelle du rachat, toutes les fois qu'elle voudra rembourser aux acquéreurs le prix qu'ils en ont réellement donné. Cette faculté est imprescriptible à l'égard du roi, mais ne le seroit pas à l'égard d'un particulier qui, ayant primordialement acquis ce domaine, le vendroit sous la stipulation du rachat perpétuel, car il ne seroit pas reçu à la faire valoir après 30 ans d'abandon.

Outre la faculté perpétuelle du rachat, on réserve

réserve encore, dans les aliénations des patties du domaine, la foi & hommage des évêques & autres prélats, des comtes, vicomtes & barons, qui tiennent des fiefs du roi la garde des églises, les bois de haute-futaie, les gardes-nobles, les patronages & collations de bénéfices, les droits d'aubaine, de légitimation, de déshérence & autres semblables.

La seconde exception est pour les apanages qui sont donnés aux enfants de France, mâles seulement; car, aux termes des anciennes ordonnances, les filles doivent être dotées en argent.

Les terres & droits ainsi donnés passent aux enfants mâles des apanagistes, & aux enfants mâles de leurs enfants mâles graduellement en ligne directe.

Si les enfants mâles viennent à manquer, l'apanage retourne de plein droit à la couronne, sans que les parents collatéraux, même mâles, puissent en hériter, à moins cependant que celui qui se diroit habile à succéder ne fût descendu du plus ancien & premier apanage; car pour lors on fait passer en sa personne le droit de premier donataire, & non celui du dernier décédé.

Si les apanagés font des acquisitions au dedans de leurs apanages, elles demeurent à leurs héritiers après l'extinction de l'apanage, quoiqu'il en ait été compté à la chambre du vivant des apanagés, parce que ces comptes ne changent point la nature de la chose.

L'ordonnance de François I du 30 juin 1539, ci-devant citée, & en conséquence de laquelle

le domaine est censé inaliénable & imprescriptible, est le premier titre authentique de cette espèce, qui soit émané de l'autorité souveraine.

Quelques auteurs soutiennent cependant encore l'opinion contraire à cette prescriptibilité. Ils disent que, l'ordonnance étant fondée sur des principes faux, les conséquences qui en résultent ne peuvent jamais avoir ni la force ni le caractère de loi, parce que nulle loi ne peut être établie sur le faux.

Le préambule de cette ordonnance établit l'imprescriptibilité du domaine sur le droit civil & canonique : or, il est certain, *disent ces auteurs*, que, par le droit civil, le domaine se prescrit par quarante ans ; & que, par le droit canon, la prescription de quarante ans court contre les églises particulières, & que celle de cent ans a même lieu contre l'église de Rome, suivant le *chap. 2 des prescriptions*.

C'est en effet l'opinion de Chopin, *liv. 3, tit. 9* de son traité du domaine, où il assure que l'ordonnance de 1539 n'a jamais eu d'autorité à cet égard, ni aux yeux des juges, ni parmi les avocats, *neque in judicando, neque in consulendo*.

Bacquet est de même sentiment en son traité du droit de déshérence, *chap. 7*. Cependant le domaine fixe est reconnu pour être imprescriptible aussi-bien qu'inaliénable ; mais pour le domaine casuel, on ne peut douter qu'il ne soit prescriptible & aliénable. Cette question a même été jugée, en présence du roi Louis XIII, au sujet de quelques terres situées en Languedoc, &

qui provenoient des conquêtes anciennement faites sur Raimond, comte de Carcassonne, dont la propriété fut déclarée prescrite contre la couronne.

CHAPITRE IV.

Du droit d'aubaine.

ON entend par aubaine, le droit de succéder aux biens qui se trouvent en France appartenir à un étranger décédé qui n'est point naturalisé, ou qui, étant naturalisé, n'a point de parents regnicoles, ou n'en a point disposé par testament.

Ce droit est fort ancien. Les monuments des plus anciennes républiques nous en prouvent l'existence. M. le Bret tire son origine des temps où les hommes commencerent à former des sociétés : la crainte qu'ils eurent de leurs voisins, dit ce magistrat, les fit renoncer à toute communication & à toute habitude avec eux.

Les Romains défendirent à tous les étrangers, même à leurs plus proches voisins, de s'établir dans la ville de Rome, sous peine de la vie : de là cette guerre, qui fut appelée *Italique*, où les Romains battus & pressés, furent obligés non-seulement de leur accorder la permission de demeurer dans leur ville, mais encore de leur y donner le droit de bourgeoisie, avec cette restriction, cependant, qu'ils ne pourroient participer aux honneurs publics ; & on les appella *novi cives*. Caius Appius, tribun du peuple, renouvela la pre-

mière rigueur dont Rome en avoit usé à l'égard des étrangers , lorsqu'il les chassa tous de la capitale , sous prétexte qu'ils s'y trouvoient en plus grand nombre que les citoyens.

Les Athéniens ne leur marquerent pas plus d'égard ; car ils condamnerent Thrasibule à une amende de 10 talents , pour avoir donné le droit de bourgeoisie à Lisias Siracusien , qu'ils chassèrent de leur ville.

Plutarque , dans la vie d'Agis , dit que ceux de Sparte , & la plupart des peuples de la Grece , en usoient de même , dans la crainte que les étrangers ne cherchassent à découvrir les secrets de l'état , ou qu'ils ne corrompissent les mœurs de leurs citoyens.

Cependant ces mêmes peuples , considérant qu'ils pouvoient recevoir des secours & des conseils de ceux des étrangers , qui se trouveroient posséder des talents & des qualités éminentes & supérieures , se déterminèrent peu à peu à donner le droit de bourgeoisie à ceux d'entre eux qu'ils jugeoient pouvoir être utiles à la république. Ce fut le moyen dont Caius Marius se servit pour s'excuser , envers le peuple , de ce qu'il avoit donné le droit de bourgeoisie à mille Camerins , qui avoient vaillamment combattu pour la république contre les Cimbres.

Les Athéniens & les Romains observoient avec rigueur plusieurs formalités pour cette admission. On examinoit , devant le peuple , les vertus & les mérites de ceux qui sollicitoient le droit de citoyens. Les uns & les autres étoient fort sévères dans cette information : mais particulièrement les Romains , qui punissoient , du dernier supplice ,

ceux qui avoient obtenu le droit de bourgeoisie sur un faux exposé ; ce qu'ils appelloient *crimen peregrinitatis*.

C'est sur ces exemples que l'on a introduit en France, & dans toutes les contrées de l'Europe, ce droit que l'on appelle aubaine. Il eut lieu pour la première fois en France, vers le milieu du douzième siècle, en haine des Anglois, d'où il fut appelé *albinatus*, à cause que l'isle d'Angleterre portoit le nom d'*Albion* ; & par représailles Edouard III fit défense aux François d'habiter en Angleterre, sous peine de la vie. Quoi qu'il en puisse être de cette étymologie particulière ; je crois néanmoins plus probable que le mot d'*aubain*, vient des mots *alibi natus*, comme plusieurs le prétendent.

Le droit d'aubaine est royal & domanial, fondé sur le droit Romain & sur celui des gens ; & suivant la jurisprudence observée en France, le roi seul a le droit de donner des lettres de naturalité. On répute étrangère en France, toute personne qui est née sous l'empire d'un autre souverain, avec lequel il n'y a point de société naturelle, *originis & subjectionis*. On y reconnoît trois différents genres d'aubaine.

Les Espagnols, les Allemands, les Italiens sont de vrais aubains dans ce royaume, & leurs biens sont sujets au droit d'aubaine.

Les autres peuples, quoique véritablement étrangers en France, n'y sont point assujettis à ce droit. Tels sont les Suisses, les Ecoissois qui sont au service du roi, les alliés & les confédérés de la Hanse-Teutonique, en vertu des traités de Louis XI, des années 1477 & 1481. Les An-

glois, en conséquence de l'article XIII du traité d'Utrecht, du 11 avril 1713, & les Hollandois par l'article XIV du traité de commerce, conclu audit Utrecht ledit jour 11 avril 1713, & autres peuples auxquels les rois ont accordé des privilèges, dont Louis XV lui-même a dernièrement gratifié les habitants des états souverains & ecclésiastiques de Liege & de Cologne.

Enfin les peuples de Flandre, du Brabant, du Luxembourg, de Namur & de Savoie, ne sont pas réputés aubains, tant à cause des traités entre l'Espagne, l'empereur, la Savoie & la France, que parce qu'ils sont *jure & origine Galli* : aussi lorsqu'ils se retirent en France, ils n'ont pas besoin de lettres de naturalité, mais d'une simple déclaration du roi, par laquelle S. M. les avoue ses sujets.

On peut aussi comprendre, dans cette exception, les ambassadeurs & ceux de leur suite, & les écoliers qui viennent étudier dans l'université de Paris. Mais tous ces privilèges cessent, lorsqu'il y a guerre ouverte avec le royaume, état ou république, dans lequel ceux, au profit desquels ils sont, ont pris naissance ; parce que dans ce moment ils deviennent ennemis de l'état par le fait de leurs compatriotes.

Un François qui s'est fait étranger, & qui a renoncé à sa patrie, est incapable de disposer, par testament, des biens qu'il a en France, & de succéder à ses parents qui y demeurent, parce qu'il est considéré comme déserteur, & par là privé de tous les avantages dont peut jouir un citoyen François.

Les aubains sont incapables de posséder soit

offices, soit bénéfices, de donner ou de recevoir par disposition testamentaire ; parce que toutes successions se déferent par le droit civil, & que les étrangers, n'étant point soumis aux loix de la France, ne peuvent en aucune façon profiter des avantages que donne le droit civil des François : *lex de his qui sunt in lege loquitur*.

Les enfants des François, quoique nés hors du royaume, sont réputés François, pourvu qu'ils viennent demeurer en France ; parce qu'on estime que l'esprit de leur pere a été de revenir dans sa patrie : *dulces moriens reminiscitur agros*. C'est ce qui fut jugé au mois d'août 1633, dans la cause des enfants du sieur du Bail, qui étoit allé demeurer en Savoie, s'y étoit marié, & avoit même harangué Louis XIII comme député de la ville de Chambéry.

Un étranger naturalisé François, qui se marie hors de la France, & y amene ensuite sa femme, ne peut la rendre capable du droit de communauté, ni la rappeler par son testament.

Si un aubain forme quelque demande en justice, il est obligé, pour être entendu, de donner caution ; & il n'est point reçu au bénéfice de cession de biens.

Le droit d'aubaine appartenoit autrefois aux seigneurs particuliers, ainsi qu'il se voit par les plus anciennes chartres & coutumes, & ces seigneurs traitoient même fort durement les aubains ; car ils se faisoient de leurs personnes, & les faisoient serfs, ou main-mortables de corps.

Comme cet usage étoit aussi contraire à l'humanité qu'au droit des gens, les rois de France prirent sous leur protection les aubains qui étoient

dans les parties diverses de leur royaume, sans préjudice cependant des autres droits de ces seigneurs ; & enfin S. Louis déclara, au chapitre 31 de ses établissements, que les étrangers ne pourroient se faire d'autres seigneurs que le roi.

Le droit d'aubaine est à présent regardé en France comme un droit purement royal, dont les seigneurs ne peuvent jouir, même dans les lieux où les coutumes leur paroissent favorables à cet égard ; parce que c'est un principe certain que, dans tout ce qui concerne les droits du roi, c'est par les ordonnances qu'il faut juger, & non par les coutumes, qui n'ont été autorisées que pour servir de regles entre les sujets. Ce sont les maximes que Ducrot, Beschefer, Bouthilier, Bacquet, Loyseau, de Laureire, & plusieurs autres jurisconsultes François ont donné pour constantes.

Autrefois tous les étrangers étoient obligés de donner leurs noms & surnoms chaque année au collecteur du domaine, & de payer entre ses mains, au profit du roi, douze deniers parisis, dans le jour de S. Remi, à peine de sept sous six deniers parisis d'amende. Ce droit étoit appelé *chefuage*, parce que chaque chef de famille étranger, soit qu'il fût veuf ou marié, étoit tenu de le payer.

Quoique ce droit soit établi à l'exemple des anciens gouvernements, & qu'il soit fondé sur les anciennes ordonnances du royaume de France ; cependant, comme il a pris naissance, dès les premiers temps, de la réunion des peuples en corps de société, & que dans ce temps-là il n'y

avoit entre eux ni communication ni commerce , ce droit doit être plutôt regardé comme une preuve de la barbarie , qui faisoit alors le caractère des nations , que comme l'effet d'une police raisonnée ; & s'il a été continué jusqu'à présent dans plusieurs parties de l'Europe , c'est plutôt par un reste de cette même barbarie qui lui a donné l'être , que par aucun motif d'intérêt & d'utilité sensible.

En effet si les Suisses , les Hollandois , les Flamands , les Savoyards , les alliés & confédérés de la Hanse-Teutonique , &c. ne sont point aubains en France , & si réciproquement les François ne le sont point chez ces peuples , c'est que la France a trouvé un avantage à les attirer dans son royaume , & qu'ils en ont trouvé un égal à engager les François à passer dans leur pays. On s'est mis par là en état d'aller , venir & séjourner respectivement les uns chez les autres , sans crainte de voir des héritiers légitimes , donataires ou testamentaires , frustrés d'un bien qui doit naturellement leur appartenir , ou qu'ils pouvoient espérer en vertu des loix admises dans l'un & l'autre pays. On s'est mis par là en état de commercer ensemble , & de se communiquer des lumières sur le gouvernement politique & économique , les découvertes & les connoissances faites & acquises en particulier dans les arts & les sciences.

Telles sont les réflexions que des mœurs policées ont fait faire ; tels sont les motifs qui ont donné lieu aux exceptions que la France a faites à cette loi , dictée par la férocité des premiers temps : mais si ces réflexions sont bonnes , si ces

motifs sont fondés à l'égard de ce qui a été déjà fait, les mêmes raisons ne militent-elles pas pour ce qui reste à faire ?

Il s'en manque beaucoup que le produit de ce droit soit comparable au préjudice qu'il cause. Les fermiers du domaine ne le considèrent que comme une casualité, incapable de former un objet dans leurs enchères, & une augmentation dans le prix de leurs baux; pendant que d'un autre côté le climat heureux de la France, la douceur & la politesse de ses habitants y attireroient une infinité d'étrangers, qui y feroient une grande dépense, y laisseroient beaucoup d'argent, & finiroient peut-être par l'adopter pour leur patrie. Mais la crainte de voir enlever leurs richesses à leur postérité, & le désagrément de se voir, comme esclaves, incapables d'une partie des actes de la société civile, les rappellent ou les retiennent chez eux; & si la curiosité ou la nécessité de leurs affaires les déterminent à en sortir, ce n'est qu'un passage qui ne produit qu'une des moindres parties des avantages que la France pourroit espérer d'un long séjour, ou d'une habitation constante.

Quelqu'un dira, peut-être, que le royaume n'y gagneroit pas, parce que ce que ces étrangers feroient à son égard, ses sujets le feroient au leur; c'est-à-dire, que les François deviendroient voyageurs, & qu'ils pourroient abandonner leur patrie, pour aller s'établir sous une souveraineté étrangère, de même que les sujets de cette souveraineté étrangère pourroient venir s'habituer chez eux; & qu'ainsi tout devenant égal, il vaut mieux encore empêcher les enfants d'abandonner la mai-

son paternelle, que de les échanger pour d'autres qui ne seroient attachés à la famille par aucun lien.

En supposant que le gain balançât la perte des sujets, il ne s'ensuivroit pas que ce fût une raison suffisante pour laisser subsister le droit d'aubaine, puisque ce droit n'en blesseroit pas moins la liberté & l'humanité; & dans cette supposition, il le blesseroit gratuitement : mais il s'en faut de beaucoup que cette parité soit soutenable.

Je l'ai déjà dit, l'heureuse température du climat de la France, l'abondance de ses productions qui fournissent le nécessaire & le superflu, sa position favorable au commerce de terre & de mer, les mœurs douces & polies de ses habitants les attachent & les lient indissolublement à leur patrie; & à l'exception des sujets que le prince envoie au dehors pour les affaires publiques, & dont le nombre peut être égal de toutes parts, il y a eu, dans tous les temps en France, dix Allemands contre un François en Allemagne.

Ainsi ne trouvant rien qui, à son égard, favorise la perpétuité du droit d'aubaine, & convaincu au contraire que l'existence de cette loi lui est préjudiciable, je conclurois, sans hésiter, à sa suppression, & je penserois de même, quand il n'y auroit d'autre considération que celle due à la liberté naturelle.

Le nombre des sujets diminue sensiblement en France, & comme ses sujets sont sa richesse fondamentale, ce royaume doit employer tous les moyens possibles pour en réparer la perte, & pour mettre à profit celui qu'offre la suppression du droit d'aubaine. J'accorderois à tous les étrangers, qui voudroient venir s'établir en France,

non-seulement les prérogatives du regnicolat ; mais encore je les déclarerois exempts de tous subsides personnels , à l'exception d'une légère capitation pour marque de sujétion , & je donneroïis à leurs enfants , nés en France , la faculté de tenir & posséder tous les offices , emplois & bénéfices réservés pour les François naturels.

Et pour ne laisser subsister aucune idée de contrainte , je leur permettrois , dans le cas où le séjour de la France cesseroit de leur plaire , de se retirer où bon leur sembleroit , avec la liberté de vendre , aliéner ou échanger leurs biens-meu-
bles & immeubles , & d'en emporter le prix en entier , à condition que ce seroit en marchandises du crû du royaume.

Je ferois plus encore , je laisserois aux François naturels la même liberté , à la charge cependant que , du prix de leurs biens , il en appartiendroît la dixieme partie au fisc , comme cela se pratique en plusieurs états d'Allemagne , où cette retenue du dixieme a lieu sous le nom de droit de transmigration , & où il subsiste de temps immémorial , sans que l'on se soit apperçu qu'il en ait résulté aucun inconvénient. La patrie en effet est toujours & par-tout un engagement puissant , & en France plus qu'ailleurs ; d'un autre côté ceux qui ont du bien , ne se déterminent pas aisément à en sacrifier ainsi la dixieme partie pour satisfaire leur curiosité ou leur inconstance. A l'égard de ceux qui n'ont rien , l'univers est leur patrie , & les loix de cette espece ne sont pas censées faites pour eux.

CHAPITRE V.

Du droit de bâtardise.

LES anciens législateurs ayant reconnu , par expérience , qu'ils ne pouvoient se servir d'aucun moyen plus puissant pour établir les bonnes mœurs parmi les peuples , & pour les retirer du libertinage , que de punir les peres en la personne de leurs enfans , publierent des loix rigoureuses contre les bâtards , & leur donnerent des noms qui seuls les couvroient d'opprobre , les bannissant des assemblées publiques , les rendant incapables de succéder à leur pere , & les privant des honneurs & des prérogatives attachés aux familles dont ils étoient sortis ; & ils les faisoient observer ces loix avec tant de rigueur , qu'il n'y avoit que le prince qui pût , par sa puissance absolue , les laver de toutes ces taches d'infamie , & les rendre capables de parvenir aux charges publiques ; ce qui fut exactement pratiqué par les Romains.

Les rois François de la premiere & de la seconde race , ayant considéré que , par le droit naturel , il n'y a point de différence entre les enfans légitimes ou bâtards , la nature leur donnant aux uns & aux autres la même origine , se portèrent volontiers à réparer le défaut de leur naissance ; & suivant Grégoire de Tours & M. le Bret , dans son traité de la souveraineté du roi ,

livre 2, chap. 9, ce n'est que depuis Hugues Capet qu'on les a véritablement distingués.

Jusqu'aux regnes des rois Louis Hutin, Philippe le Long & Charles VI, les bâtards suivirent la condition des aubains, & étoient serfs & immortables de corps : mais ces princes déclarèrent successivement que ce droit étoit royal, & qu'il n'y avoit que le souverain qui pût leur donner des lettres de légitimation, & les rendre capables d'exercer toutes sortes d'offices.

Il importe à l'état & à la conservation de l'autorité royale, que la condition des sujets ne puisse être changée sans la permission du prince. Les Romains ne permettoient ni d'adoption ni d'arrogation, qu'elle n'eût été confirmée par le décret du peuple lors de la république, ou par le rescript du prince du temps des empereurs ; & c'est cette maxime qui a établi en France celle de faire dépendre du roi seul la légitimation des bâtards.

Il faut que les lettres de légitimation aient été impétrées par le pere, ou qu'il en ait poursuivi la vérification à la chambre des comptes, selon ce que prescrit un arrêt du conseil du roi de l'an 1579.

Les enfants ainsi légitimés ne peuvent prétendre aucun droit d'ainesse à la succession de leur pere ; c'est une prérogative qui appartient de droit à l'enfant légitime : l'autre ne peut avoir d'autre portion dans l'hérédité paternelle, que celle qui revient au moins favorisé des autres enfants.

Le roi a droit de succéder aux bâtards non légitimés ; ils ne peuvent hériter de personne, & personne ne peut hériter d'eux, *quia non habent nec genus nec gentem* ; ce qui a lieu à l'égard des bâtards de quelque extraction qu'ils soient descen-

du , & reçoit néanmoins deux exceptions ; savoir , quand le bâtard a des enfants , ou qu'il a disposé de ses biens par testament ; auxquels cas le roi n'a rien à prétendre à leurs successions ; & les legs qu'ils ont pu faire sont seulement réducibles à la qualité & à la quantité des biens , dont les coutumes permettent de disposer.

La ligne descendante des bâtards leur succede , parce qu'ils sont liés de parenté par le droit civil : mais il n'en est pas de même de leurs peres & meres & autres ascendants en ligne directe ou collatérale , parce qu'ils ne leur appartiennent que par le droit naturel.

Le mari ou la femme survivant se succèdent l'un à l'autre , par la disposition du droit civil ; ils sont considérés comme parents , à cause de l'étroite union qui doit être entr'eux , à l'exception , toutefois , de quelques coutumes & notamment de celle de Normandie , qui préfèrent le seigneur au mari & à la femme.

Pour l'application des cas ci-dessus , il faut que les bâtards soient nés de peres & meres qui pouvoient légitimement contracter mariage , c'est-à-dire , qui ne fussent alors ni mariés ni dans les ordres , ni parents au degré prohibé , sans quoi les enfants seroient exclus de la faveur de la loi. Le droit Romain déclaroit de pareils bâtards incapables de donations : mais le droit civil , qui en ce point est suivi en France , a mitigé la rigueur de cette disposition.

La reconnoissance , par un mariage postérieur , des enfants nés avant ce mariage , les rend légitimes , pourvu , comme on l'a dit ci-dessus , qu'au temps de ce mariage , il n'y eût cause prohibitive ,

parce que l'on juge bénévolement en faveur des enfants, qu'ils sont regardés comme le fruit d'une honnête amitié, & que l'on suppose que dès-lors leurs peres & meres avoient l'intention de se marier.

Le bâtard d'un étranger par une Françoisse peut rester ; car étant né en France, il est François & non étranger.

Les bâtards sont exclus non-seulement des successions, mais encore du retrait lignager, du droit d'ainesse, des dignités ecclésiastiques, & de tous les avantages qui appartiennent aux enfants qui sont nés en légitime mariage.

Lorsque le roi prétend succéder par droit de bâtardise, il doit la prouver, car la présomption est toujours pour l'état.

Quoique le droit de succéder aux bâtards soit entièrement royal, le roi pouvant seul légitimer, cependant les seigneurs haut-justiciers prétendent qu'il leur appartient ; & en effet ils ont obtenu plusieurs arrêts qui leur donnent cette faculté ; ce qui s'est introduit par la négligence des officiers qui se sont peu embarrassés de défendre les droits du roi : mais il faut, pour qu'ils jouissent de la faveur de ces arrêts, que trois choses concourent ; savoir, que les bâtards soient nés en leurs terres, qu'ils y aient demeuré & qu'ils y soient morts ; mais, même dans des circonstances favorables, ils ne peuvent prétendre que les biens-meubles & immeubles qui sont situés dans l'étendue de leur juridiction.

Les bâtards des simples gentilshommes sont tenus de payer la taille, comme roturiers, quand même ils auroient été légitimés, à moins cependant

dant qu'ils n'eussent obtenu des lettres spéciales d'ennoblissement. M. le Bret dit que l'on peut tenir pour maxime général que les bâtards des rois sont princes ; que ceux des princes sont seigneurs ; que ceux des seigneurs sont gentilshommes, lorsque ceux des simples gentilshommes sont roturiers.

CHAPITRE VI.

Du droit de déshérence & biens vacants.

IL y a bien des seigneurs sans terres, mais il n'y a point de terres sans seigneurs, dit M. le Bret, parce que si-tôt que l'un abandonne, l'autre saisit ; & s'il n'y a point d'héritier, le fisc prend la place : c'est ce qui s'appelle *déshérence*, c'est-à-dire, le droit que le roi a de succéder à un défunt laïque ou ecclésiastique, qui n'a point d'héritier légitime ou testamentaire.

Ce droit a été introduit parmi les François à l'exemple des Romains. Du temps de la république, les deniers provenant de la vente des biens des successions vacantes étoient portés à l'épargne publique ; mais dans la suite les empereurs les appliquèrent à leur profit, *ut vacans & caducum patrimonium*.

Les rois d'Espagne, de Portugal, de Pologne, & tous les autres souverains, jouissent de ce droit dans leurs états ; & suivant l'opinion de plusieurs jurisconsultes célèbres, il n'est pas douteux que le monarque François n'ait ce privilège dans toute sa souveraineté. Cependant les officiers, prépo-

sés à la manutention de ses droits , ont été si négligents à conserver celui-ci , que ce prince n'en jouit que dans les terres de son domaine , & dans les lieux où les coutumes le disent en termes exprès : mais par-tout ailleurs les seigneurs haut-justiciers l'ont usurpé , comme ils ont fait à l'égard de plusieurs autres droits.

Sous les empereurs Romains , il y avoit différens degrés limités , au delà desquels le fisc déclaroit l'hérédité vacante & la recueilloit à son profit : mais en France , les rois ne se mettent jamais en possession d'aucune , tant que les parents du défunt peuvent justifier leur ligne , que l'on peut faire remonter inclusivement jusqu'au dixième degré des deux côtés , qui en ce cas se succèdent l'un l'autre ; & même , quand les deux lignes manquent , le mari succède à sa femme comme la femme à son mari ; en quoi l'on se conforme à la disposition de la loi , *unde vir & uxor* : mais il faut que tous deux soient nés François , sans quoi le roi exclut le survivant. Il y a quelques coutumes de ce royaume , dans lesquelles la déshérence est appelée ligne éteinte , ou ligne faillie.

Les autres biens vacants , autrement que par déshérence , devroient pareillement appartenir au roi si l'on avoit su maintenir ses droits : mais l'usage a prévalu , & les haut-justiciers s'en mettent en possession après certaines formalités , le roi n'en jouissant que dans les terres de son domaine.

A l'égard des immeubles qui sont sans maîtres , tels que les terres vaines & vagues , & les héritages abandonnés , les empereurs Romains en dispoient , comme le témoignent les ordonnances de Pertinax : mais en France les seigneurs

de fiefs s'en faisaient par droit de seigneurie directe.

Chaque seigneur succède à ce qui se trouve dans l'étendue de sa haute-justice, non-seulement pour les immeubles, mais encore pour les meubles & effets mobiliers; ce qui fait ici une exception à la règle, qui veut que tous les meubles & effets mobiliers suivent le domicile du défunt.

Le roi ou les seigneurs qui se sont adjugé la déshérence, doivent faire faire inventaire des biens, pour qu'ils soient conservés dans le cas où il se présenteroit quelque parent; parce que ni le roi ni les seigneurs ne sont saisis de droit.

Il est bien entendu que ceux qui prétendent avoir titre pour recueillir une succession vacante, soit par aubaine, bâtardise, déshérence ou confiscation, ne peuvent y être admis qu'à la charge de payer les dettes, jusqu'à concurrence de ce dont ils profitent.

A l'égard de la prescription contre le roi, du droit de déshérence & biens vacants, il faut faire différence entre les choses déjà acquises au roi & les actions qu'il peut acquérir. Quant aux premières, elles ne peuvent se prescrire: mais il est certain que les actions se prescrivent par 20 ans; & même dans l'espèce dont il s'agit ici, la prescription est acquise par quatre ans, à compter du jour que la vacance est claire & certaine: en sorte que le roi est déchu de son action, s'il ne l'exerce point pendant les quatre années, qui suivent le jour d'avis lequel la vacance a été publique & connue.

CHAPITRE VII.

Du droit de confiscation.

LA confiscation est l'adjudication au fisc , des biens des condamnés pour crimes. C'est un droit extrêmement ancien, dont on trouve même plus sieurs exemples dans l'écriture ; & si l'on compare cette partie du droit François avec le droit Romain , on verra que l'un a servi de modele à l'autre.

Le citoyen retranché de la société humaine par le dernier supplice , ou de l'état par la mort civile , est réputé anéanti , & par conséquent incapable de laisser son héritage à ses parents ou à ses amis ; de sorte que les biens qu'il possédoit , se trouvant sans propriétaire , doivent naturellement revenir au domaine public , comme au centre commun , d'où ils sont censés avoir été tirés.

Il s'en manque bien que la jurisprudence , sur le fait des confiscations , soit universelle en France. Quelques coutumes ont gardé le silence sur cette partie ; dans d'autres on s'est conformé aux anciennes maximes des Romains ; ailleurs on a suivi le nouveau droit de Justinien ; & il y a des provinces où la confiscation n'a point lieu , si ce n'est conformément à l'ordonnance de Villers-Coterets , & à celle de François I , de l'année 1545 , pour crimes de lèse-majesté divine & humaine , & pour tous les autres cas royaux.

Mais comme le nombre des coutumes qui admettent la confiscation, est plus grand que celui de celles qui la réprouvent, on juge que, lorsqu'une coutume n'en dispose point, on doit avoir recours au droit commun de la France, suivant lequel on voit que les biens de ceux qui sont condamnés à mort civilement ou naturellement, doivent être confisqués avec leurs personnes.

Si l'on s'en rapporte aux anciennes loix, il semble que les biens confisqués ne devroient appartenir qu'au souverain; cependant les seigneurs en jouissent dans toute l'étendue de leurs hautes-justices. La confiscation des meubles appartient au seigneur, duquel le confisqué est couchant & levant, & celle des immeubles revient aux seigneurs haut-justiciers des lieux où ils sont assis : *instit. de Loysel, liv. 6, tit. 2*, à l'exception toutefois des cas de crime de lèse-majesté divine & humaine & de félonie, dans lesquels on prétend que la confiscation appartient au roi exclusivement à tous autres, même sans aucune charge, dettes, substitutions ou fidéicommiss, si ce n'est du douaire; ce qui a lieu non-seulement au premier chef, mais encore pour tous les autres cas royaux, quand même le coupable n'auroit pas été condamné de son vivant. C'est par de telles confiscations que plusieurs grandes seigneuries & provinces ont été unies à la couronne de France, & entre autres le comté de Dreux, la Guienne, l'Anjou, la Touraine, le Maine, l'Auvergne, &c.

A l'égard des seigneurs haut-justiciers, il en est autrement; car ils sont obligés de payer les dettes des biens des condamnés à proportion des profits qu'ils en retirent.

L'homme qui se tue volontairement, confisque envers son seigneur, parce que n'étant pas l'auteur de sa vie, il ne peut s'en priver sans crime.

L'ordonnance de 1670, titre 17, article XXIX & suivans, veut que les condamnés à mort par contumace, ceux qui sont envoyés aux galères à perpétuité ou bannis du royaume sans espoir de retour, s'ils décèdent après cinq ans expirés depuis leur sentence, sans s'être représentés, ou avoir été constitués prisonniers, soient réputés morts civilement du jour de l'exécution de la sentence de contumace; & pendant les cinq années, elle ne donne aux receveurs du domaine, aux donataires du roi, ou aux seigneurs haut-justiciers, que les fruits des biens des confisqués, lesquels ils doivent percevoir des mains des fermiers ou redevables, sans qu'il leur soit permis de s'en mettre en possession, & de toucher à la propriété, sous peine du quadruple.

Les loix Romaines ne permettoient pas de demander les biens des confisqués; mais les loix Françoises les donnent presque toujours, & surtout aux parents des condamnés. La nature leur a paru plus favorable que la loi, & le sang préférable au fisc. Il est même à observer que, si ce sont les enfans qui sont donataires des biens des confisqués, ils ne sont sujets à aucun relief; mais que si le don est fait à des collatéraux, ils sont considérés comme étrangers, & doivent tous les droits au seigneur de qui les biens sont mouvans: la libéralité du prince tenant lieu de nouveau titre.

CHAPITRE VIII.

Du droit d'épaves , de murs , fortifications , fossés des villes , de mer , lais & relais de la mer , des isles , iflots , atterrissements & alluvions.

LES épaves sont les choses égarées qui ne sont réclamées de personne. Ce sont proprement les bêtes épouvantées & égarées : mais dans l'usage , on entend sous cette dénomination toutes choses perdues qui , n'étant point réclamées dans le temps prescrit par la coutume du lieu , sont censées n'avoir point de maître , & comme telles appartiennent au seigneur haut-justicier : on appelle aussi épaves foncières , des fonds présumés vacants , parce que l'on n'en connoît pas bien le propriétaire ; & c'est ce dont j'ai parlé ci-devant.

Par la disposition du droit Romain , les trésors sont des épaves , & ils appartennoient à celui qui avoit eu le bonheur de les trouver en son héritage ; mais si un particulier en trouvoit dans le territoire d'autrui , il ne lui en appartenoit que la moitié , & l'autre étoit au propriétaire du fonds.

En France , la plus commune opinion est que le tiers des trésors trouvés appartient au propriétaire du terrain , dans lequel ils sont trouvés , l'autre tiers à celui qui les découvre , & le dernier tiers au seigneur haut-justicier : mais s'ils sont trouvés par celui à qui l'héritage appartient , il en doit avoir la moitié , & l'autre moitié revient au roi ou

au seigneur haut-justicier. C'est ainsi que le partage avoit été réglé par le dixième article du titre du droit de justice qui avoit été arrêté lors de la rédaction de la coutume, mais qui fut supprimé par des considérations particulières.

Les murs, fossés & fortifications des villes appartiennent constamment au roi, par un droit fort ancien, fondé sur ce qu'il seroit dangereux pour la sûreté publique, que les habitants des villes fussent maîtres de leurs fortifications, & pussent les augmenter ou les détruire à leur gré : outre que, suivant le droit commun, ce qui est public appartient au roi. C'est par cette raison que le prévôt des marchands & les échevins de la ville de Paris ont obtenu des lettres en 1636, pour jouir des fossés qui avoient été ou qui seroient comblés à l'avenir.

La mer, sur les côtes du royaume, appartient aussi au roi, parce qu'elle est au public ; de même que les lais & relais qu'elle y laisse, & qui se trouvent sur son rivage. Grotius rapporte à ce sujet quantité d'autorités & une multitude de bonnes raisons, dans son traité de la guerre & de la paix, *liv. 2, chap. 3.*

Les grandes rivières navigables sont pareillement censées appartenir au fisc, parce qu'il importe au public que la navigation, & l'espace nécessaire pour le tirage des bateaux, soient maintenus libres par l'autorité souveraine.

Le droit Romain donnoit les îles, îlots, atterrissements & alluvions à ceux qui étoient propriétaires des plus prochains héritages : mais Bacquet, dans son traité des droits de justice, prétend que toutes ces choses appartiennent au roi, sans pré-

judice cependant des droits de moulins que les particuliers peuvent avoir , pourvu qu'ils soient fondés en titre.

CHAPITRE IX.

Du droit de péages.

LE péage est un droit seigneurial qui se prend sur le bétail qui passe , & sur les marchandises que l'on porte , pour entretenir les ponts , ports & passages , afin que le seigneur puisse savoir ce qui passe d'un pays dans un autre. Il ne faut pas confondre ce droit avec celui de la traite & imposition foraine qui se paie sur les denrées , fabriques & marchandises qui entrent & qui sortent du royaume , tant par mer que par terre , lequel a été particulièrement établi par les édits de 1376 , 1392 & 1488 , & fixé au vingtième de la valeur des marchandises , sauf les changements survenus depuis. Comme j'ai déjà parlé de ces droits de traite & de péage , je me dispenserai d'en dire ici davantage.



CHAPITRE X.

Du droit de greffe & tabellionage.

C'EST sans fondement, dit *Pasquier*, que quelques auteurs prétendent que les greffes & tabellionages ne sont réputés domaniaux que depuis Henri III, sous lequel ils furent aliénés moyennant finance.

Philippe le Long les avoit déclaré domaniaux dès l'an 1319, par son ordonnance de la même année, dans laquelle il dit : *Est à entendre que les sceaux & écritures sont de notre domaine ; & plus bas : Item tous sceaux & écritures seront vendus dorénavant par enchère , à bonnes gens & convenables.*

La raison pour laquelle les greffes & tabellionages sont domaniaux, dit le même *Pasquier*,
 « c'est qu'autrefois ceux qui les exerçoient
 » étoient serfs, & que les François ayant con-
 » quis les Gaules, & les rois ayant transporté
 » à leur couronne tout ce qui appartenoit à
 » l'autorité publique des villes, les greffes &
 » tabellions leur appartinrent par ce moyen,
 » & furent de leur domaine ; ce qui a subsisté
 » nonobstant les affranchissements survenus
 » Mais ce droit ne doit s'entendre que des
 » juridictions ordinaires, qui sont les prévôtés,
 » vigueries & vicomtés ; & non pour les
 » greffes des bailliages, sénéchaussées ou élec-
 » tions, & moins encore pour ceux des cours

» supérieures, qui sont des ordres introduits en
 » France depuis que la servitude en a été ban-
 » nie, & qui, par conséquent, ne pourroient
 » être réputés domaniaux ; en sorte, *continue*
 » *ce légiste*, que celui qui est auteur de la
 » vente qu'en fit le roi Henri III, mériterait,
 » s'il vivoit, qu'on lui fît son procès extraor-
 » dinairement ; car, *dit-il*, c'est sur la vente
 » de ces greffes que fut entée la ruine de
 » l'état. »

J'avoue qu'il n'est pas aisé de deviner ce qu'il
 veut dire par là, ni le motif de sa mauvaise
 humeur ; mais, quoi qu'il en soit, comme tous
 les droits & émoluments, tant des greffes en
 chef que des autres natures de greffes, appar-
 tiennent au roi dans toutes les cours & jurif-
 dictions royales, ordinaires & extraordinaires
 du royaume, lesquels ont tous été réunis par les
 édits des mois de décembre 1699, février 1615
 & autres, ils font partie du bail général des
 fermes unies.



CHAPITRE XI.

Du droit des francs-fiefs & nouveaux acquêts.

QUOIQUE ces deux droits soient ordinairement confondus , cependant ils sont fort différents l'un de l'autre.

Celui de francs-fiefs est dû par les non-nobles, possédant fiefs & arriere-fiefs, rentes, héritages, & autres possessions nobles par eux acquises, à quelque titre que ce soit.

Celui de nouveaux acquêts est dû par les ecclésiastiques, communautés, fabriques, maladreries, & autres gens de main-morte, pour les terres, rentes, héritages, possessions, usages & autres biens, tant nobles que roturiers, par eux tenus & possédés, à quelque titre, charge & condition que ce soit.

Le motif de l'introduction de ces droits est commun à l'un & à l'autre.

Quant au droit de francs-fiefs dû par les roturiers, il a été établi pour récompenser le roi du non-service de la noblesse, à laquelle les héritages nobles avoient été donnés par les rois, à la charge de les suivre dans leurs expéditions militaires.

Les gens de main-morte y sont soumis, pour compenser la perte & le dommage que le roi souffre, quand quelques héritages nobles ou roturiers sont en leur possession, & que, par

conséquent, il n'y a point de mutation à espérer de leur part.

Sur le déclin de la seconde race & au commencement de la troisième, c'est-à-dire, vers l'an 1000, il fut fait des réglemens pour les droits de mutation dus à cause de la possession des fonds. Les églises, qui auparavant acquéroient librement, commencèrent à être troublées par les seigneurs, dans les acquisitions qu'elles faisoient. Louis IX, dont certainement on reconnoît le vrai zèle pour la religion, décida néanmoins la contestation en faveur des seigneurs, comme on le verra lorsque je parlerai des amortissemens.

Les bourgeois, qui dès-lors possédoient des fiefs, ne pouvant rendre les services militaires dus à cause de ces fiefs, traitoient ordinairement avec les seigneurs féodaux qui les en affranchissoient pour de l'argent; & les seigneurs suzerains, en remontant de degré en degré jusqu'au roi, & le roi lui-même exigeant d'eux de grosses finances, ils ne pouvoient garder leurs acquisitions qu'à des conditions très-onéreuses; ce qui donna lieu à une infinité de plaintes sur lesquelles Philippe le Hardi fit un réglement l'an 1275, par lequel il fixa ce qui seroit payé, suivant les différens cas, par les gens de main-morte, pour les biens nobles ou en censive, & par les non-nobles pour les fiefs & arriere-fiefs qui seroient dans leurs mains. C'est la première règle qui ait été établie sur cette partie.

Dans ces temps les fiefs communiquoient leur franchise & leur noblesse aux roturiers qui les possédoient, pourvu qu'ils y fissent leur demeure;

&, par un usage assez singulier, les nobles perdaient les privilèges de leur franchise, & étoient censés, regardés & traités comme roturiers, tant qu'ils demeuroient sur leurs héritages tenus en censive : ainsi c'étoit la nature de la terre qui décidoit de la qualité des personnes, & la noblesse étoit, pour ainsi dire, réelle.

Les rois n'approuverent point cette manière d'acquérir la noblesse ; &, pour distinguer à l'avenir les nobles des roturiers, ils ordonnèrent que les roturiers qui posséderaient des fiefs, seroient tenus de leur payer de temps en temps une certaine somme, pour interrompre la prescription ; ce qui fut alors réglé à quarante ans.

Malgré ces précautions & ces taxes, les roturiers continuoient de prendre le titre de nobles ou écuyers ; & ce fut pour mettre une fin à cet abus, que l'ordonnance de Blois de l'an 1579 statua, par l'article 663, que les roturiers & non-nobles, qui achéteroient des fiefs nobles, ne seroient pas pour cela ennoblis, de quelque revenu que pussent être les fiefs qu'ils auroient acquis ; & tel est l'usage actuel en France.

A l'égard des gens de main-morte, il y a une infinité de réglemens qui ordonnent qu'ils seront tenus de faire des déclarations exactes de leurs nouveaux acquêts, & de représenter les lettres d'amortissemens & les permissions qu'ils auront eues d'acquérir, sous peine de confiscation des biens recelés & non déclarés.

En conformité des anciennes ordonnances, la chambre des comptes de Paris, par son arrêt du 20 juillet 1634, a fait défenses à toutes personnes ecclésiastiques, aux religieux & autres

gens de main-morte, de posséder à l'avenir aucunes maisons ou aucuns héritages immeubles, sans avoir obtenu des lettres-patentes du roi, duement vérifiées en ladite chambre ; & a ordonné que tous héritages acquis depuis quarante ans, par don, aumône ou achat, par lesdits gens de main-morte, possédés sans lettres vérifiées, seroient saisis & mis en la main du roi, pour être régis, après l'an de la saisie passée, par les receveurs du domaine, si dans ledit temps ils ne mettoient hors leurs mains lesdits héritages saisis, ou ne faisoient apparoir desdites lettres duement vérifiées.

Il y a plusieurs villes dans le royaume de France dont les bourgeois, pour récompense de services rendus à l'état, jouissent du privilege de tenir franchement fiefs & arriere-fiefs. Ceux de Paris ayant été maintenus dans cette prérogative par l'ordonnance de Charles V de l'an 1371, *ainsi qu'il s'est pratiqué de temps immémorial*, dit cette ordonnance, je crois inutile de rapporter les autres.

Les roturiers possédant fiefs étoient autrefois tenus de marcher au ban & arriere-ban, lors des convocations qui s'en faisoient ; mais, par la déclaration du 29 novembre 1641, ils en ont été exemptés, sans être obligés de payer en compensation, ni aucune nouvelle taxe, ni celles ci-devant dites, mais en donnant une année du revenu des fiefs qu'ils possèdent.

On a vu que cette taxe avoit été premièrement réglée à 40 ans ; Philippe le Bel en fixa l'époque à 30 ; Charles IV, dit le Bel, la remit à 40 ; ce qui fut suivi par Philippe de Valois ;

Charles V & Charles VI. Charles VIII réduit ce terme à 28 ans, François I à 25; Henri II le porta à 33, Charles IX à 25, Louis XIII à 30, & Louis XIV l'a mis à 20; & c'est ce qui subsiste actuellement, & qui a lieu également pour les nouveaux acquêts faits par les gens de main-morte.

Les francs-fiefs & les nouveaux acquêts ont toujours marché de compagnie, & les réglemens faits pour les uns ont été communs aux autres. Ces deux parties sont comprises dans le bail général des fermes unies.

CHAPITRE XII.

Du droit des petits fefs.

COMME la force & l'autorité de la justice qui s'exerce dans les juridictions du royaume de France, sont une émanation de la souveraineté, les rois, pour en conserver le témoignage, & pour imprimer, aux jugemens & actes publics, l'authenticité & la validité nécessaires à leur exécution, ont ordonné, dans tous les temps, que leur scel y seroit apposé. C'est ce qu'on reconnoît par divers édicts & ordonnances, & notamment par celles de 1319, décembre 1557, juin 1571, février 1595, mars 1618 & 1619, mai & août 1620, mai 1633, mai & décembre 1639 & juin 1640. Par quelques-unes de ces dernières ordonnances, il avoit été créé des offices

HISTORIQUES, &c. 161
offices de garde-scel, qui ne furent levés que dans quelques endroits.

Louis XIV, désirant l'uniformité & la règle dans les fonctions des officiers préposés au petit scel, & dans la perception des droits y attribués, supprima, par édit du mois de novembre 1696, tous les offices créés avant l'année 1688, & en substitua de nouveaux dans tous les bailliages, sénéchaussées, vigueries, &c., en leur assignant 300,000 liv. de gages à répartir entre eux, suivant les états qui en seroient arrêtés au conseil, & en outre les droits fixés par le tarif du même jour, qui a été réformé par celui du 10 novembre 1699, ensuite par celui du 20 mars 1708, confirmé, enfin, par la déclaration du 29 octobre 1722 qui subsiste aujourd'hui.

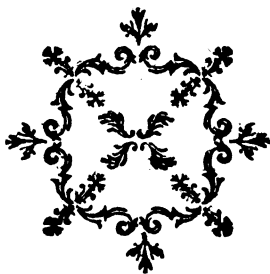
Mais la vente de ces offices n'ayant pas eu tout le succès que ce monarque avoit espéré, il ordonna, par déclaration du 6 mai 1698, que les droits en seroient désunis pour être perçus à son profit, laissant aux corps des juridictions la liberté de réunir les gages qui, en conséquence, ont été supprimés par la suite.

Les besoins de la guerre de 1701 ayant fait recourir à tous les expédients capables de la soutenir, ces droits furent augmentés, comme tous ceux des fermes, de deux dixièmes, par la déclaration du 7 juillet 1705, & arrêt du 18 septembre 1706. Ils furent ensuite supprimés par déclaration du 13 février 1717, rétablis de nouveau par arrêt du 18 mars 1718, & ont toujours subsisté depuis.

La connoissance de tout ce qui y appartient en est attribuée à messieurs les intendants, aux

terminés des arrêts du 2 avril 1697, du 13 janvier 1699, & de la déclaration du 15 juillet 1710.

Ces droits, tant en principal qu'à l'égard des quatre sous pour livre, font partie du bail général des fermes unies, sous le nom de droits de petits scels des sentences & autres actes judiciaires émanés des juridictions des requêtes du palais, établies près des cours de parlement, des bailliages, sénéchaussées, prévôtés, vigueries, vicomtés, châtellenies, justices consulaires & autres juridictions royales, ordinaires & extraordinaires, & de ceux des rôles des tailles, & de toutes les expéditions de contrats & actes de notaires & tabellions royaux, conformément à l'édit de novembre 1706, & autres réglemens, pourvu qu'on se conforme aux exceptions y contenues.



CHAPITRE XIII.

Du droit d'amortissement. .

L'ANCIENNE loi ne permettoit point aux prêtres & aux lévites de posséder des immeubles ; & , dirigés par cet exemple, les François, dans tous les temps, en ont défendu la jouissance à ceux qui se consacroient au service des autels. Il est vrai que , par la suite, sollicités d'un côté par les ecclésiastiques, & de l'autre trouvant, dans les offres qu'ils faisoient, un secours que les besoins actuels rendoient nécessaires, les rois ont bien voulu déroger aux anciennes coutumes, malgré le préjudice qui en résulte pour le corps de l'état, & leur permettre de posséder des biens-immeubles, moyennant un droit appelé amortissement.

On voit, dans les capitulaires de Charlemagne, que ce prince étoit si exact à conserver son autorité sur les terres & seigneuries de son royaume, qu'il levoit un cens sur les fonds où les églises étoient bâties ; ce qui s'appelloit *casata*. Le pape Zacharie écrivant à l'évêque Boniface, lui en recommande le paiement : *solidum pro casata regi solvit*. Il fut révoqué au concile de Cologne, & le clergé donna de grands applaudissements à cette décision.

La principale marque de souveraineté que les rois de France se soient réservée sur les terres de l'église, c'est qu'ils s'en approprient la jouis-

fance si-tôt que les évêques sont décédés, & pendant que leurs sieges sont vacants; ce qui s'appelle *régale temporelle*, qui n'est autre chose qu'une pure saisie & main-mise féodale, parce que les évêques sont vassaux à cause de leur temporel; c'est pourquoi ils étoient obligés de marcher à la guerre, avant que les canons eussent interdit l'usage des armes aux ecclésiastiques indistinctement.

En vertu de cette même puissance souveraine, tous ecclésiastiques, bénéficiers, supérieurs & supérieures de communautés, curés, administrateurs d'hôpitaux, de fabriques & de confréries, tous maires, échevins, syndics, & généralement tous gens de main morte, sont obligés de payer au souverain un droit d'amortissement, pour acquérir la capacité de posséder des biens-fonds, & pour l'indemniser de la perte qu'il souffre lorsque quelques héritages nobles ou roturiers passent dans leurs mains, parce que dès-lors il n'y a plus de mutation à espérer, attendu qu'ils ne peuvent vendre ni aliéner leurs immeubles. Leur main, qui est le symbole de la puissance, étant comme morte & sans vigueur à cet égard, puisque leurs biens, par une substitution des uns aux autres, se perpétuent & se conservent à l'infini. *Gentes enim manús mortuæ minime moriuntur.*

Il n'appartient qu'au roi de donner des lettres d'amortissement, parce qu'il n'appartient qu'au souverain d'ôter quelque chose du commerce de la société, & de donner à quelqu'un la capacité de posséder ce que la loi lui défend d'acquérir; ce qui est conforme au droit Romain.

Le droit d'amortissement a été estimé si souverain & si inhérent à la royauté, que quelques graves auteurs ont soutenu qu'il ne pouvoit se prescrire; cependant il est d'usage qu'après quarante ans de paisible possession, les gens de main-morte ne puissent être contraints à vider leurs mains, en payant les droits qui sont dus au roi.

Le pape Alexandre IV tenta d'affranchir de ce droit les églises de France, comme on le voit *in cap. I de immunitatibus ecclesiæ*; mais ses efforts furent vains & considérés comme une entreprise manifeste sur la puissance temporelle des rois.

Suivant le droit commun, les seigneurs peuvent bien agir contre les gens de main-morte, pour les obliger à vider leurs mains des biens qu'ils ont acquis: mais le prince seul, & par une puissance incommunicable, a droit de les relever de leur incapacité; & c'est l'effet des lettres d'amortissement. Afin que cette grace du monarque ne soit pas préjudiciable aux seigneurs, les réglemens ont établi, en leur faveur, le droit d'indemnité.

Le premier de ces réglemens est du roi Louis IX, & il ordonne que les gens d'église doivent vider leurs mains des héritages acquis ou donnés dans l'an & jour; sinon que les seigneurs pourront les prendre comme parties de leur domaine, sans employer aucune formalité de justice.

Les églises se trouveront par là dans la nécessité de traiter avec les seigneurs, pour éviter la confiscation, & conserver la possession paisible

des biens - immeubles qu'ils avoient acquis.

Comme il s'éleva à ce sujet plusieurs difficultés , dont on peut voir le détail dans de Lauriere , le *droit d'indemnité* fut évalué par l'ordonnance de Philippe le Hardi , en date des fêtes de Noël de l'an 1225 (*), à l'estimation des fruits de trois années , & à ceux de six années par l'article I de l'ordonnance de Philippe le Long du mois de mars 1320. Cependant , vers le douzieme siecle , les haut-justiciers avoient tellement confondu le droit d'amortissement avec celui d'indemnité , qu'ils s'en étoient fait un droit seigneurial. Mais Philippe le Hardi réprima cette licence , & assujettit , en 1275 , les ecclésiastiques à lui payer une finance , pour être confirmés dans les amortissements , qui avoient pu leur être accordés par les seigneurs.

En 1291 , Philippe IV , dit le Bel , confirma , pour le passé , les amortissements accordés par les seigneurs , moyennant nouvelle finance , sauf à l'avenir le droit du souverain.

En 1325 , Charles le Bel ordonna la confiscation des biens , dont l'église n'auroit pas obtenu l'amortissement dans l'année , & qu'il lui seroit payé une nouvelle finance pour les acquisitions non amorties depuis 30 ans.

Charles V , dans son ordonnance de 1372 , déclara qu'au roi seul , & pour le tout appartenoit le droit d'amortir en tout son royaume ; & que nonobstant tous amortissements accordés par

(*) Il y a erreur ici , car *Philippe le Hardi* ne commença à régner qu'en 1270.

Note de l'imprimeur.

Les seigneurs, les ecclésiastiques seroient tenus de vider leurs mains, à peine de confiscation.

Charles VI fixa le droit au tiers de la valeur pour les fiefs, & au quint pour les rotures; si l'on n'aimoit mieux donner un homme vivant & mourant, pour rendre les devoirs & les services dus par la terre à chaque mutation de seigneur.

Mezeray rapporte l'origine du droit d'amortissement au dixieme siecle. « Quand les seigneurs » ou leurs vassaux, *dit cet historien*, faisoient des » aumônes ou des legs aux églises, ou qu'ils fondaient des abbayes, des chapelles ou des hôpitaux, ils étoient obligés de prendre cette permission du roi, comme en pareil cas les arrière-vassaux en prenoient une de leurs seigneurs supérieurs ou suzerains; car il n'étoit pas permis aux vassaux d'empirer le fief de leurs supérieurs; & il ne suffisoit pas que le roi approuvât cette aliénation, il falloit encore qu'ils contentassent tous les seigneurs moyens, dont cette terre relevoit par degrés. »

Mais il paroît que Mezerai n'a pas bien compris la nature de ce droit, & que dans ce qu'il traite, il ne s'agissoit que de celui d'indemnité; car en faisant l'application de son texte au droit d'amortissement, ce n'auroit pas été une nouveauté, mais l'usurpation d'un droit ancien, que les rois réprimerent dans le siecle suivant, comme je l'ai déjà remarqué.

Aux termes des lettres-patentes de François I du 6 septembre 1520, les gens de main-morte sont tenus de donner déclarations de leurs biens, pour connoître s'ils ont satisfait au droit d'amortissement; & sur leur refus, il ordonne par lesdi-

tes lettres de les faire saisir & de les mettre es mains du roi.

L'objet primitif de l'établissement de ce droit étoit de connoître toutes les acquisitions de l'église, & d'en arrêter le progrès, lorsque le bien de l'état le requerroit : mais on ne considère plus aujourd'hui que comme une simple formalité & une source de finance, ce qui avoit autrefois des vues plus importantes.

Rien ne seroit plus intéressant que de supprimer sans retour la faculté de l'amortissement, sous quelque forme qu'elle fût présentée ; parce qu'il en résulteroit une impossibilité d'acquérir pour les gens de main-morte, & par conséquent la conservation des héritages dans le commerce de la société civile : mais ce droit subsiste & fait partie du bail général des fermes unies.

CHAPITRE XIV.

Du centieme denier, & des insinuations laïques.

L'ORDONNANCE de François I en 1539, & celles de Charles IX des années 1560 & 1566, avoient assujetti à l'enregistrement & insinuation, dans les cours & juridictions ordinaires, toutes donations qui seroient faites entre les sujets, sous peine de nullité.

Louis XIV, par sa déclaration du 17 novembre 1690, enjoignit pareillement que les donations & substitutions seroient enregistrées & insinuées sous les mêmes peines infligées par les pré-

cédentes ordonnances , avec cette différence , qu'il accordoit plus de temps pour remplir cette formalité.

Pour faire exécuter ces dispositions avec la précision que requéroit l'intérêt des parties , le roi Henri II avoit créé des offices de greffiers des insinuations laïques , qui furent supprimés par l'article LXXXVI de l'ordonnance de Charles IX , donnée à Orléans l'an 1560.

Louis XIV les rétablit par déclaration du mois de mai 1645 ; mais comme la plupart n'avoient pas été levés , le même roi , par son édit du mois de décembre 1703 , supprima ce qui existoit alors , & en créa de nouveaux dans toutes les villes du royaume où il y avoit siege de juridiction royale & ordinaire , en expliquant toutes les natures d'actes qui devoient être sujets à l'insinuation & enrégistrement , dont le droit fut fixé par le tarif attaché sous le contre-scel dudit édit. L'article XXX attribue en outre auxdits officiers cent mille livres de gages effectifs à répartir entre eux , suivant les rôles qui seroient arrêtés au conseil.

Ce prince , informé que la perception desdits droits étoit contraire à celle du contrôle des actes des notaires & petits sceaux , que le peuple en souffroit par l'obligation de porter ses actes en différents bureaux , & que la multiplicité de ces officiers , qui jouissoient de plusieurs exemptions , devenoit à charge aux villes & communautés du royaume , en supprima le titre par édit du mois d'octobre 1704 , & ordonna que les droits en seroient perçus conjointement avec ceux du contrôle des actes des notaires & petits sceaux , pour ne faire par la suite qu'un même corps de ferme.

Par déclaration du 7 juillet 1705, le roi ordonna la levée de deux sous pour livre d'augmentation sur les droits d'insinuation laïque & centieme denier; & par édit du mois de mars 1714, le tout fut réuni au domaine. Ces deux sous pour livre furent supprimés par arrêt du 13 février 1717, mais ils furent rétablis par celui du 8 mars 1718.

Cette partie est comprise dans le bail général des fermes unies, sous les termes d'insinuations laïques de tous contrats, jugements, sentences, lettres & autres actes sujets à insinuation; & de droits de centieme denier de tous contrats de vente, échange, licitations, cessions, transports, subrogations, & généralement de tous actes translatifs ou rétrocessifs de propriété des biens-immeubles; ensemble les droits de centieme denier des biens-immeubles échus par successions collatérales, conformément aux édits de décembre 1703, octobre 1705, août 1706, & autres réglemens & aux exceptions y portées, en faveur des princes du sang qui jouissent desdits droits, à la charge de les faire percevoir sur le pied du tarif du 19 septembre 1722.



CHAPITRE XV.

Du contrôle des actes.

IL est important pour le repos des familles, que les contrats & les titres, qui établissent la propriété de leurs biens, ne puissent recevoir d'atteinte, dans la suite des temps, par des doutes, par des contestations, par des suppositions ou par des antidates; ce fut aussi pour prévenir ces inconvénients, que les rois Henri III, par édit du mois de juin 1581, & Henri IV, par celui du même mois 1606, avoient ordonné l'établissement du contrôle des titres : mais ces édits n'eurent leur exécution que dans la Normandie, & d'ailleurs il y avoit plusieurs natures d'actes qui en étoient dispensés.

Louis XIV qui jugea cette formalité indispensable pour assurer l'état des familles, en prévenant les fraudes qui pourroient être faites aux titres constitutifs de propriété, ordonna, par son édit du mois de mars 1693, que tous actes indistinctement, de quelque nature qu'ils fussent, seroient assujettis au contrôle, dans toutes les provinces, terres, &c. seigneuriales de son obéissance; &, qu'à cet effet, il seroit établi des bureaux dans toutes les villes principales, en chacun desquels il y auroit un contrôleur, qui tiendrait un registre coté & paraphé par le premier juge du lieu, pour y enrégistrer tous les actes par extraits, contenant le nom des parties contractantes, la

qualité de l'acte, la date, le nom & la demeure du notaire qui l'auroit reçu : desquels enrégistrement ou contrôle, mention seroit faite sur les grosses & expéditions, qui seroient par eux délivrées, avec défenses à tous notaires de passer aucuns actes, sans les faire enrégistrer ou contrôler dans quinzaine, à peine de 200 liv. d'amende pour chaque contravention contre le notaire, & autant contre la partie, & à tous juges, tant du roi que des seigneurs, d'y avoir égard ; & aux huissiers de les mettre à exécution, sous pareilles peines contre lesdits huissiers & sergents.

En conséquence de ces dispositions, tous actes non contrôlés ne peuvent acquérir aucun privilège, hypothèque, propriété, décharge, ni aucun autre droit ou action, excepté néanmoins les testaments & donations pour cause de mort, de même que les contre-lettres sur toutes sortes d'actes, dont le contrôle peut être différé jusqu'au temps où les parties voudront en faire usage.

Après avoir établi des précautions si utiles, le roi ne négligea point l'occasion d'augmenter ses finances ; c'est pourquoi ce prince fixa un tarif de tous les différents droits qui devoient être payés pour chaque nature d'acte : mais comme ce tarif n'avoit pas prononcé, avec assez de précision, sur la qualité d'aucun d'iceux, & sur la quotité du droit, il y fut pourvu par la déclaration du 20 avril 1694, ensuite de laquelle sont survenues celles des 19 mars 1696, 14 juillet 1699, 20 mars 1708, & autres réglemens, qui ont tous été refondus dans le dernier, étant, ensuite de

la déclaration du 29 septembre 1722, très-défectueux en plusieurs parties, & suivant lequel la perception de ce droit continue de se faire, en attendant un meilleur travail.

Le roi ayant jugé qu'il convenoit mieux à ses intérêts & à celui de ses sujets, que le contrôle fût exercé par des titulaires & des gens sédentaires, que par des commis la plupart inconnus, & ayant d'ailleurs besoin de secours pour la guerre en laquelle il se trouvoit engagé, (motif véritable, mais non le premier) créa des contrôleurs en titre d'office, par édit du mois d'octobre 1694, qui furent supprimés par celui du mois de mars 1696, sous prétexte que leur création & l'aliénation des droits qui leur étoient attribués, étoient beaucoup plus défavantageuses au roi que profitables, à cause des fraudes qui pouvoient être faites dans la régie de ces droits; & en leur place créa en titre d'offices, dans chaque bureau, trois conseillers-contrôleurs, ancien, alternatif & triennal, réunis en un seul office, avec faculté de les désunir, auxquels la jouissance de la totalité du droit de contrôle & des amendes fut attribuée. Mais trouvant ensuite que cet abandon total de ces droits caufoit un trop grand préjudice aux finances, & qu'ils étoient aliénés à vil prix, le monarque supprima ces offices par édit du mois de janvier 1698, & se mit en possession de la jouissance des droits qui leur avoient été attribués.

La ferme de ce droit étoit, en 1708, de deux millions deux cent mille livres, dont le roi fit une nouvelle aliénation en 1710, par un nouveau

Bail à trois millions, dont le prix fut affecté au remboursement des adjudicataires.

Le prince découvrant de nouveau que le bail de ces droits avoit encore été donné à trop bas prix, & informé d'ailleurs que les notaires négligioient de faire enrégistrer la plupart des actes, résolut de faire régir ces droits sous ses ordres, & de les réunir au domaine, avec les deux sous pour livre, afin d'en appliquer le produit aux besoins & aux charges de l'état; ce qui fut exécuté en conséquence de l'édit du mois de mars 1714, & a subsisté jusqu'en 1726, que le tout a été réuni au bail général des fermes unies.

L'édit du mois de mars 1693, portant établissement du contrôle, y avoit assujetti les notaires de Paris, de même que ceux des autres villes du royaume : mais ayant été représenté que l'exécution de cet édit feroit un préjudice considérable au commerce des affaires, si le secret, que les notaires de Paris avoient toujours gardé avec tant de fidélité, passoit à d'autres, & ayant joint à ces remontrances l'offre d'un million de livres, pour servir aux pressantes dépenses de la guerre, le roi écouta favorablement les représentations, & en conséquence supprima le contrôle par déclaration du 27 avril 1694, à l'égard des contrats & des actes qui seroient passés & reçus pardevant les notaires de Paris seulement, à compter du premier mai suivant ; ce qui a subsisté jusqu'à ce jour.

Pour balancer le sacrifice fait par cet arrangement en faveur du commerce & des affaires des particuliers, le roi, par les déclarations des 7 décembre 1723, & 5 du même mois 1730,

établit un droit de formule sur le papier ou parchemin timbré qui seroit employé, à l'avenir, par les notaires de la ville de Paris, pour les brevets, minutes & expéditions des actes qui seroient passés par les notaires.

CHAPITRE XVI.

Du contrôle des exploits.

LE roi Louis XIV, par édit du mois de janvier 1654, établit le contrôle des exploits de première demande, de principal, intérêts, saisies réelles & mobilières, & significations de transports. Par déclaration du 18 août 1655, ce contrôle fut étendu à toutes les justices royales & subalternes; & par édit du mois d'août 1669, les exploits de toute nature y furent assujettis sans exception.

Quoique les articles 2 & 14 du titre 11 de l'ordonnance de 1667 eussent ordonné, pour assurer la foi des actes, que tous huissiers & sergents seroient tenus de se faire assister de deux témoins ou recors, qui signeroient avec eux l'original & la copie des exploits, cependant ils trouvoient le moyen d'éluder ces dispositions, en sorte qu'au lieu de rendre les exploits plus authentiques les précautions prescrites par cette ordonnance, ne servoient que de prétexte pour augmenter successivement leurs droits, & pour faire des exactions extraordinaires; sur quoi il fut ordonné qu'à commencer du premier janvier 1670, tous exploits,

à l'exception de ceux qui concernent la procédure & instruction des procès, seroient registrés dans trois jours à la diligence de la partie poursuivante, à peine de nullité d'iceux, avec défenses à tous juges d'y avoir égard autrement, pour lequel contrôle & enrégistrement, il seroit payé cinq sous par chaque exploit, dont il y en auroit deux pour le commis buraliste, & trois pour le fermier de ce nouvel établissement : & par arrêts des 30 mars & 19 mai 1670, & par la déclaration du 21 mars 1671, il fut dit que les huissiers seroient tenus, à peine d'interdiction & de cent liv. d'amende, de faire contrôler lesdits exploits dans trois jours, avant que de les rendre aux parties.

Les commis qui avoient été établis pour la perception du droit de contrôle, n'ayant pas des registres exacts, & d'autres les ayant souvent emportés en sortant de leurs emplois, ce qui, par l'événement, caufoit de grandes pertes & de grands inconvénients aux parties, le roi, par édit du mois de mars 1691, créa des contrôleurs des exploits en titre, dans toutes les villes du royaume, avec attribution d'un sou, outre les cinq sous établis par l'édit de mars 1669 ; & par autre édit du même mois 1695, il leur fut attribué un autre sou dans les cinq appartenants au roi.

Ces contrôleurs furent supprimés par déclaration du 18 février 1698 ; & le sou établi à cette occasion ainsi que celui qui leur avoit été aliéné par l'édit de 1695, furent réunis aux quatre dont jouissoit antécédemment le roi : ce qui fit six sous qui revinrent au fermier-général des fermes unies ; & par cette raison son bail fut augmenté de cinq cent

cent mille livres par an , ainsi qu'il paroît par l'arrêt du conseil du 8 avril 1698.

Ces offices furent de nouveau créés par édit du mois de septembre 1704 , avec attribution d'un sou par augmentation sur chaque droit de contrôle , outre les six sous ordonnés par les édits des mois d'août 1669 , & mars 1691 , que le roi faisoit toujours percevoir à son profit ; & l'édit du mois de novembre 1705 , confirmé par la déclaration du 22 juin 1706 , accorda aux titulaires un autre sou , & en outre la même remise ou les mêmes appointements que les fermiers donnoient à leurs commis avant ledit édit.

Le roi voulant prévenir toutes surprises , & assurer la validité des actes par la création des contrôleurs , jugea que ces précautions seroient inutiles , s'il n'étoit en même temps pourvu à la conservation des registres : c'est pourquoi il créa , par édit du mois de février 1707 , des offices de gardes & dépositaires des registres du contrôle des exploits , avec attribution des deux sous pour livre du total , qui fut liquidé , pour éviter toute contestation , à six deniers par chaque acte d'exploit.

Il ne se présenta néanmoins personne pour acquérir lesdits offices ; ce qui déterminâ le roi à en réunir le titre , les fonctions & les attributions aux contrôleurs par édit du mois d'octobre 1707 ; au moyen de quoi ils eurent droit de jouir de deux sous six deniers par contrôle de chaque exploit , & en outre de trente mille livres de gages , créés par édit du mois de janvier 1710 , à répartir entre eux , à proportion des finances auxquelles ils

seroient taxés par les rôles qui en seroient arrêtés au conseil.

La difficulté de lever la finance principale de ces trente mille livres de gages, décida à les supprimer par édit de la même année 1710; & pour subvenir aux dépenses, qui avoient été l'occasion de cette création, le même édit ordonna la levée de six deniers par augmentation sur chaque contrôle d'exploit, outre les anciens six sous qui appartenoient à la ferme du domaine, & les deux sous six deniers attribués aux contrôleurs; ce qui faisoit en tout neuf sous.

Ces offices ayant été enfin supprimés par édit du mois d'octobre 1713, leurs droits furent réunis au domaine, & réduits, par arrêt du 20 mars 1717, à huit sous six deniers, au lieu de neuf sous; ce qui subsiste actuellement, & fait maintenant partie du bail général des fermes unies.



CHAPITRE XVII.

Du droit de marque d'or & d'argent.

HENRI III ayant reconnu que les ouvrages d'or & d'argent n'étoient chargés d'aucuns droits, que l'argent d'orfèvrerie étoit par cette raison à meilleur marché que celui des monnoies, sur lesquelles il se percevoit une imposition ; que cette différence de prix augmentoit le luxe, & empêchoit que l'or & l'argent ne fussent apportés aux monnoies, ordonna par édit de septembre 1579, l'imposition d'un droit de remede sur les ouvrages d'orfèvrerie, pour en égaler, en quelque façon, la valeur à celle des especes fabriquées.

Cet édit n'ayant point eu d'exécution, & les inconvénients, auxquels on avoit eu intention de remédier, subsistant toujours, & le roi Louis XIII desirant y pourvoir, & trouver en même temps un fonds pour le bien de ses affaires, & spécialement pour le rétablissement de la sainte chapelle à Paris, rendit un édit au mois d'octobre 1631, portant qu'au lieu dudit droit de remede, ordonné par celui de 1579, il seroit, dorénavant & à toujours, levé trois sous par chaque once d'orfèvrerie ; à l'effet de quoi tous orfèvres & autres ouvriers travaillant en or & argent, seroient tenus d'apporter leurs ouvrages au lieu qui leur seroit indiqué, pour être ledit droit payé & les ouvrages contremarqués, à peine de confiscation.

M z

Louis XIV, par édit de janvier 1654, ordonna la levée de 4 livres par marc d'argent, & de 24 livres par marc d'or, sur l'or & l'argent tirés, battus & employés en dentelle & autres choses superflues.

Par déclaration du 7 avril 1672, le même roi imposa encore trente sous par once d'or, & vingt sous par marc d'argent; & par une autre du même mois & an, il régla la qualité & le poids de la vaisselle d'or & d'argent, afin d'en empêcher la multiplication.

Ayant cru reconnoître que ces différents impôts n'étoient pas encore suffisants pour arrêter la fabrication des ouvrages d'orfèvrerie, le roi chargea de nouveau le marc d'or de trente sous, & celui d'argent de 20 s. par déclaration du 17 février 1674; mais il fut suris à la perception de ce doublement, par arrêt du 22 mai de la même année, & cette surseance fut levée par autre arrêt du 30 septembre 1677.

Le 20 décembre 1679, il fut fait un grand règlement sur le fait de l'orfèvrerie, & sur le commerce des matières d'or & d'argent, pour la manutention duquel l'arrêt du 8 février 1681 permit au fermier de la marque de faire des visites chez tous les ouvriers, en se faisant assister d'un officier de l'élection; & par autre arrêt du 13 janvier 1687, ce droit de visite fut étendu jusqu'aux maisons privilégiées & royales, où il y auroit des orfèvres ou d'autres ouvriers en or & argent.

Rien ne paroissant trop fort pour réprimer le luxe, ce même roi estima que ce seroit un bien d'ordonner que le droit de marque seroit payé

par les orfèvres, non-seulement pour la vaisselle & gros ouvrages neufs, mais encore pour la vieille vaisselle qu'ils vendroient, & autant de fois qu'ils en feroient la revente : c'est ce qui fut exécuté par la déclaration du 3 février 1685, qui prescrivit à cet effet aux orfèvres d'enregistrer chaque jour, par poids & especes, toute la vaisselle qu'ils achéteroient, avec celle qui leur seroit donnée à raccommo-der, ou en nantissement, avec injonction, aux termes de l'arrêt du 14 mars 1694, de faire mention des noms, qualités & demeures de ceux à qui elle appartiendroit ; & les graveurs y furent ensuite assujettis par arrêt du 21 avril 1717.

Les fonds qu'exigeoit la guerre devenant rares, ce roi, par édit du mois d'août 1696, créa, en titre d'offices formés & héréditaires, des contrôleurs anciens, alternatifs & triennaux, de la marque & visite de toutes sortes d'ouvrages d'or & d'argent, avec attribution pour tous gages, du droit de 3 livres par once d'or, & de quarante sous par marc d'argent, qui furent aliénés par déclaration expresse du 29 septembre audit an.

Mais la paix ayant été faite avec toutes les puissances en 1698, ces mêmes offices furent supprimés, & on réunir au domaine les droits qui leur avoient été attribués.

La déclaration du 21 mai 1705, confirmée par celle du 7 mai 1715, & autres arrêts postérieurs, ordonna la perception de quatre sous pour livre sur tous les droits des fermes, dans le nombre desquels celui-ci fut compris.

Voulant que le public, qui achéteroit des ouvrages d'orfèvrerie, fût assuré d'avoir des matieres

au titre prescrit par les ordonnances, le roi créa, par édit du mois de janvier 1705, des offices d'essayeurs, qui, faute d'être levés, furent réunis au corps des orfèvres. Ils furent supprimés par édit du mois de novembre 1707, & par le même édit, il en fut créé d'autres, sous le même titre, dans toutes les principales villes du royaume, ensemble des contrôleurs desdits essayeurs, aux gages de 36,000 livres à répartir entre eux, outre 16 sous d'augmentation par marc d'argent au lieu de 5 sous; & 24 sous par once d'or au lieu de 10 sous qui avoient été attribués aux premiers.

La compagnie des Indes, s'étant emparée de tout le commerce & de toutes les finances du royaume, fit supprimer les offices d'affineurs d'or & d'argent, par arrêt du 9 décembre 1719, & les droits & émoluments qui leur avoient été attribués, lui furent réunis, avec faculté de faire fondre & fabriquer toutes sortes d'espèces & matières d'or & d'argent.

Mais le peu de succès de toutes ses entreprises engagea le roi à retirer, par édit du mois de décembre 1721, une grande partie des privilèges qui lui avoient été accordés, & entre autres celui des affinages, pour la conservation desquels il fut établi, au lieu des anciens offices, six offices de départeurs d'or & d'argent, dont la finance fut fixée pour chacun à 41,666 livres 13 s. 4 d.

Enfin la multitude d'offices, auxquels les besoins de la guerre avoient donné lieu, ne paroissant plus nécessaire après dix années de paix, ils furent tous supprimés, à la réserve desdits départeurs, & leurs droits réunis à la ferme de la marque d'or & d'argent.

Cette partie est comprise dans le bail général des fermes. Tout ce qui y a rapport est du ressort des élections en première instance, & va par appel à la cour des aides.

Il paroît utile à l'état de laisser subsister ce droit sur la vaisselle, les bijoux, galons & dentelles d'or & d'argent, destinés à la consommation de l'intérieur ; parce qu'étant imposé sur des choses purement de luxe & de superfluité, il ne peut tomber que sur ceux qui s'y soumettent volontairement, & qui sont supposés en état de le payer, sans en ressentir aucune incommodité dans leurs affaires & commerce. Si d'ailleurs il étoit capable d'empêcher une partie de l'emploi de ces matières en marchandises de luxe, la fabrication des espèces monnoyées en augmenteroit d'aurant.

Il n'en est pas de même de ce qui sort pour l'étranger ; ce droit avec celui de sortie empêche que l'extraction de l'orfèvrerie ne soit aussi abondante qu'elle pourroit l'être, & cause par conséquent un préjudice notable aux produits de l'industrie & à l'entrée des matières. En effet il y a telle pièce, dont le prix du travail surpasse infiniment celui de la matière, en sorte que, si cette pièce vaut le double de la matière brute, qui y a été employée, l'étranger est obligé de payer à l'ouvrier deux marcs pour un qu'il reçoit, & ainsi du plus ou du moins de perfection dans les ouvrages ; d'où il résulte un bénéfice si considérable pour la nation, & d'une évidence si palpable, qu'il est impossible de concevoir comment on a pu vivre jusqu'à présent dans une erreur si grossière, que de croire que la sortie de l'or & de

l'argent travaillé, étoit préjudiciable à la multiplication de l'argent monnoyé, & que pour en arrêter le progrès, il falloit le charger de droits.

Il y a de certains abus que l'ignorance a revêtus du masque de sagesse & d'une fausse apparence d'utilité, tellement devenus respectables par l'habitude, que l'on refuse d'entendre que l'on méprise les discours qui pourroient dissiper l'erreur & l'illusion. Celui dont il s'agit ici est de cette espece, & c'est ce qui m'a engagé à en toucher ici quelque chose, quoique j'en aie déjà parlé dans un autre endroit de cet ouvrage.

Milord Valpole, ambassadeur d'Angleterre en France, sachant qu'on lui demandoit 6 à 7000 l. de droits de marque de sortie pour deux oilles, de la façon de Germain, dit au ministre à qui il s'étoit adressé pour avoir une diminution, & qui s'efforçoit de lui prouver qu'on n'en pouvoit rien rabattre : « que nous sommes heureux que vous » sachiez si bien vous défendre, & que vous » employiez avec tant de bonne foi d'aussi mau- » vais principes ! »



CHAPITRE XVIII.

Du papier & parchemin timbrés.

LES besoins pressants de l'état, l'exemple de l'Espagne & de la Hollande, & la nécessité d'assurer la vérité & la validité des actes, par des précautions à l'épreuve de la mauvaise foi, déterminèrent Louis XIV à établir, par édit du mois de mars 1655, une marque sur les papiers & parchemins qui devoient à l'avenir être employés dans l'étendue du royaume, pour tous actes obligatoires & judiciaires.

Les usages particuliers de chaque tribunal & de chaque siège de justice, & les incertitudes continuelles sur la quotité du droit, furent les principaux obstacles qui s'opposèrent à cet établissement : mais le roi pourvut successivement à l'un & à l'autre.

Les ordonnances d'avril 1667, & d'août 1669, prescrivirent la forme générale de la procédure civile & criminelle ; & celle du 19 mars 1673, ordonna que les papiers & parchemins destinés aux originaux & aux expéditions de ces actes, seroient marqués en tête d'une fleur-de-lys, avec mention du droit de timbre proportionné à l'importance de la destination ; & défendit à tous officiers & ministres de justice d'en employer d'autre, aux peines portées par la déclaration ; en conséquence de laquelle il fut en même temps

arrêté un tarif & passé bail à Michel de Prasly ; le 12 avril audit an 1673.

Les contraventions journalières des greffiers , & les remontrances fréquentes des cours , auxquelles ce droit étoit fort à charge , déterminèrent le roi à le refondre entièrement par édit du mois d'avril 1674 , qui ordonne qu'il en seroit levé un autre sur tout le papier & parchemin qui seroit consommé dans l'étendue du royaume ; lequel droit pour le papier fut réglé à raison du poids de la rame , & pour le parchemin ou vélin à raison de la grandeur de la peau employée.

Cette nouvelle disposition ayant totalement dérangé l'ancienne perception , le bail de Prasly fut résilié ; & par résultat du 9 juin 1674 , le droit fut joint & incorporé au bail général des aides , auquel depuis ce temps il est demeuré constamment attaché.

Enfin par édit du mois d'août audit an , il fut réglé que tous officiers & ministres de justice , & autres personnes assujetties par les précédents réglemens , à l'usage du papier & parchemin timbrés , continueroient à s'en servir ; que la marque seroit une fleur-de-lys avec le nom de la généralité , & que les droits seroient payés , non suivant la qualité & la nature des actes , mais selon la hauteur & la largeur du papier. Les changements qui ont été faits depuis , ne sont pas considérables & ne méritent pas une plus ample recherche.

Comme cette partie du domaine est jointe aux aides , qui sont comprises dans le bail général des fermes unies , il s'ensuit qu'elle en fait partie.

PROPOSITION.

Seroit-il convenable à l'état d'aliéner le domaine du roi, dans le cas où le besoin pourroit le requérir?

L'ON vient de voir que, selon la maxime du gouvernement François, le domaine de la couronne est inaliénable. Cette maxime étoit certainement très-sage, & l'observation en étoit très-nécessaire, quand elle fut adoptée.

Lorsque le domaine pouvoit suffire à la dépense ordinaire du souverain, il importoit alors de ne pas s'exposer à la nécessité d'avoir recours à des moyens extraordinaires, toujours onéreux aux peuples par le fardeau actuel qui leur est imposé, & plus dangereux encore par les conséquences d'une continuation au delà du terme & des besoins : mais à présent que ce domaine a été presque tout, ou usurpé pendant les troubles, ou aliéné pour subvenir aux dépenses ; ou donné par récompense à des sujets qui avoient utilement servi l'état ; à présent qu'il est réduit à un objet si modique, qu'il est à peine compris au rang des revenus de la couronne ; enfin à présent que l'on a été forcé de faire différentes impositions sur les peuples, pour tenir lieu de ce domaine, il semble que cette maxime d'inaliénabilité devroit changer, puisque le fondement sur lequel elle étoit établie n'existe plus. La prudence diversifie sa conduite selon la diversité des accidents :

le pilote change les voiles selon la nature des vents.

Les Athéniens avoient décerné peine de mort contre quiconque oseroit proposer de toucher, même dans le plus pressant besoin, aux mille talents qu'ils avoient déposés dans le trésor public : cependant ayant perdu deux batailles navales, & se voyant assaillis par les Lacédémoniens jusque dans le port de Pyrée, tous, d'un consentement unanime, furent d'avis de rompre cette loi. Les Romains changèrent les leurs sans scrupule, suivant les temps & les circonstances : & Philippe IV, dit le Long, par son ordonnance du 23 janvier 1318, abolit la servitude aussi ancienne que la monarchie.

Il ne faut, *dit-on*, rien changer aux loix & aux usages. Je suis grand partisan de ce principe, mais j'en excepte les cas où l'utilité, & encore plus la nécessité, demande qu'on y déroge ; c'est une réflexion de M. de Sully, *tome 3, in-12. page 102.*

En partageant les terres du domaine en plusieurs portions, & transportant, à prix d'argent, la propriété de ces terres à plusieurs chefs de famille, à la charge de certaines redevances annuelles, & des droits de relief suivant la coutume, le roi conserveroit une partie du revenu actuel, recevrait une finance considérable, & augmenteroit la richesse des particuliers, & par conséquent la sienne, puisqu'il n'est & ne peut être riche, qu'autant que ses sujets sont opulents.

Un héritage divisé & donné en propriété à plusieurs, est bien mieux cultivé, & rapporte plus

que quand il est dans une masse & qu'il appartient à un seul propriétaire, sur-tout si ce propriétaire est le souverain ; & plus ce souverain est grand & puissant, moins il tire d'utilité de cet héritage, parce que n'étant pas possible qu'il régitte par lui-même, il est obligé d'en charger des personnes constituées dans les dignités dont l'élévation est proportionnée à la puissance & à l'étendue de la monarchie ; lesquels de leur part en employoient d'autres qui leur sont subordonnés, & ainsi par grades d'infériorité, d'où en supposant la plus scrupuleuse fidélité & la plus subtile intelligence, il en résultera toujours des lenteurs, des fraix, & des inattentions très-dommageables à cette espece d'administration.

Dans le cas opposé, les nouveaux acquéreurs, certains d'une jouissance perpétuelle, tireroient de ces héritages tout ce qu'ils seroient capables de fournir : une multitude de familles s'appliqueroit à cette exploitation, & le prix, provenant des aliénations libérerait l'état de plusieurs charges onéreuses.

Ceux qui possèdent le domaine aliéné, n'en recueillent pas à beaucoup près tout le fruit qu'ils seroient en état de lui faire produire ; sans cette gêne que met toujours cette reversibilité éternelle, on les verroit se donner plus de mouvements ; mais ils sont sans cesse en garde contre eux-mêmes. Ils craignent que les améliorations qu'ils pourroient faire, n'inspirent l'envie de les dépouiller par des enchères ; ils négligent les cultures, & ils étouffent, pour ainsi dire, les germes de la terre, afin d'empêcher que le revenu n'excede trop sensiblement le prix principal de l'aliénation.

En vertu du rachat perpétuel que le roi s'est réservé lors des aliénations, il est en droit de retirer tous les domaines, & de les revendre; les acquéreurs ont traité sur ce pied; nulle difficulté, nulle injustice à cet égard: mais pour remplir l'objet que je propose, ces ventes devroient être faites avec renonciation solennelle à tous droits de réversion.

La certitude d'une propriété incommutable imprimerait à ces héritages une valeur qui excéderait de beaucoup le prix pour lequel ils ont été originairement vendus: le produit de cette finance seroit employé jusqu'à due concurrence, à rembourser les engagistes, & l'excédant seroit porté au trésor royal pour servir aux besoins qui auroient été l'occasion de cette nouvelle aliénation.

A l'égard de ceux qui possèdent à titre de récompense, il a été fait dans le temps des évaluations des domaines qui leur ont été abandonnés, ou il n'en a point été fait; s'il en a été fait, il seroit juste de leur payer en argent le prix de cette évaluation: s'il n'en a point été fait, on pourroit les laisser jouir, comme ils ont fait jusqu'à présent, mais incommutablement & sans retour. Par ce moyen l'équité seroit religieusement observée à l'égard des premiers, & les seconds auroient de nouvelles grâces à rendre.

Je ne doute pas que cette proposition ne paroisse fort extraordinaire à beaucoup de personnes.

Comment, *dira-t-on*, aliéner irrévocablement le sacré domaine du roi, déclaré inaliénable par tant d'ordonnances; aller contre une loi fondamentale de l'état; loin que qui que ce soit ait jamais eu une pareille idée, loin que l'on ait

jamais pensé à donner atteinte à des maximes si respectables, l'on s'est efforcé, dans tous les temps, à dégager ce domaine, & à le ramener à sa source : cette libération a paru même si importante & si intéressante, que le trésor royal n'étant pas en état de faire une pareille acquisition, on a été à la veille d'y suppléer par une imposition générale sur les peuples, ou par un remboursement en contrats de rentes perpétuelles sur la ville.

Je fais que le préjugé d'inaliénabilité est fort invétéré; je fais que, faute de fonds dans le trésor, on a proposé de retirer les engagements par imposition, ou par constitution : mais je fais en même temps que cette loi, qui interdit les aliénations, est fort éloignée des avantages qu'on lui attribue; que le remboursement par impôt seroit une justice criante à l'égard des peuples, & que celui par constitution seroit ruineux pour l'état, & même diamétralement opposé au système de l'aliénabilité; c'est ce que je vais tâcher de prouver.

Si on impose en une seule fois la somme total du remboursement, elle formera un objet si considérable, qu'il sera au dessus des forces du peuple déjà extrêmement chargé; si c'est dans des termes proportionnés à la possibilité des moyens de ce peuple, ce sera faire languir des acquéreurs, & les priver d'un argent qu'eux ou leurs ancêtres ont payé comptant; ce sera les mettre dans l'impossibilité de soutenir leur état & leur profession, d'entretenir & d'élever leurs familles; ce sera les forcer à demeurer oisifs & inutiles à la république, faute de moyens pour employer leurs talents

& leur industrie ; ce sera les priver de la ressource du remplacement, parce que des fonds sur lesquels la confiance aura de la peine à s'établir, & qui rentreront lentement, ne pourront jamais être employés avec avantage : l'acquéreur ne voudra pas être garant des faits du prince, le vendeur ne prendra pas sur lui d'en courir les risques, tout demeurera dans une inaction ruineuse ; & dans l'un ou l'autre cas d'imposition totale ou par parties, ce sera une injustice extrême d'obliger des gens à payer ce qu'ils ne doivent pas, pendant qu'ils peuvent à peine suffire à payer ce qu'ils doivent.

Si pour ce remboursement on constitue des rentes sur la ville, le roi est trop juste pour les mettre à un denier plus bas que cinq pour cent. Or il est très-certain que le domaine retiré ne produiroit pas de quoi indemniser le roi de cette charge, parce que les réparations, les autres fraix & les vices de la régie, qui ne peut jamais atteindre à la précision de celle des particuliers, absorberoient une grande partie des produits ; en sorte que la dépense annuelle excéderoit de beaucoup la recette ; & quand la balance seroit en équilibre, ce qu'il n'est pas permis d'espérer, quel avantage en résulteroit-il ? Aucun, du côté du revenu, puisqu'il seroit égal ; au lieu qu'il y auroit, du côté des sujets, une perte véritable & intéressante ; puisqu'un grand nombre d'entr'eux, en passant de l'état de cultivateurs à celui de rentiers, cesseroient de travailler pour l'utilité commune ; car il est connu que le rentier n'est dans la société qu'un membre oisif qui mange le pain qu'il ne gagne pas.

Mais,

Mais, *dira-t-on*, il importe à l'état de retirer le domaine, & de faire cesser les aliénations : à la bonne heure, si l'on peut trouver des moyens équitables & faciles de le faire ; mais celui que l'on propose n'a pas ce mérite, & de plus il est inconsequent. En effet, on veut racheter une aliénation par une autre aliénation ; car les rentes constituées sur les tailles, sur les aides & gabelles, ou sur les postes, sont une aliénation aussi véritable & aussi réelle que celle du domaine, puisque toutes ces parties sont actuellement le vrai domaine du roi : & aliénation pour aliénation, ne vaut-il pas encore mieux laisser subsister les anciennes, que d'y en substituer d'autres plus onéreuses au prince & à ses sujets ?

Les regles qui s'observoient dans l'empire Romain, dont le riche & vaste domaine méritoit toute la considération du gouvernement, étoient bien différentes de celles que suivent les François : les voici, avec les motifs qui les avoient déterminées, telles qu'on les lit ; avec le parallèle des maximes Françaises sur cette matière, dans un livre intitulé *traité de la finance des Romains*, imprimé en 1740, chez Briasson à Paris, sans nom d'auteur, & composé par ordre de feu M. Colbert, à ce que l'Anonyme dit dans sa préface.

« Les Romains croyoient qu'il pouvoit y
» avoir un commerce effectif entre la république
» & les citoyens, entre le public & le particu-
» lier, aussi-bien pour les fonds que pour les
» fruits, pour les immeubles que pour le
» mobilier.

» Ils avoient éprouvé que, dans certaines

» conjonctures, l'état n'avoit pas moins besoin
» de vendre, que d'intérêt à acheter.

» Dans les acquisitions de particuliers à parti-
» culiers, le retrait perpétuel étoit quelquefois
» stipulé ; mais jamais il ne l'étoit dans celles
» entre le fisc & les particuliers.

» Ils pensoient que c'étoit aller contre la nature
» des choses, que de vouloir perpétuer la pro-
» priété de certains fonds à un même maître.

» Ils tenoient que l'on pouvoit vendre les
» choses consacrées aux dieux, à plus forte rai-
» son celles qui appartenoient au public.

» Enfin ils étoient convaincus que la faculté du
» retrait diminueroit le prix des acquisitions. »

Telles étoient les raisons des Romains que
l'auteur appuie de l'autorité des écrivains qui en
ont parlé, & particulièrement de Tite-Live,
Tacite, Horace, Virgile, Appien, & des loix
Romaines : voici, suivant ce même auteur, celles
des François contre l'aliénation, à chacune des-
quelles je joindrai mes réflexions.

1°. *Il faut toujours avoir un fonds fixe & certain
dans un état : c'est de là que dépend sa sûreté & son
repos.*

« Je ne dis pas le contraire ; mais celui dont
» il s'agit, est-il de cette espece ? N'est-il pas
» presque anéanti par les aliénations ? Dans l'état
» où les François se trouvent actuellement, le
» fonds certain est dans la bourse des sujets, &
» dans la confiance que le gouvernement peut
» leur inspirer. »

2°. *Le retrait ne fait aucun tort aux particuliers :
cette loi est publique ; on achete à cette condition.*

« S'il ne fait aucun tort aux particuliers qui

» achètent, il en fait un considérable à ceux qui
 » vendent, & à l'état. Il avilit l'héritage, il en em-
 » pêche le commerce, les améliorations, les
 » embellissements, & par conséquent la circu-
 » lation de l'espece & les bénéfices de l'in-
 » dustrie. »

3°. *Le retrait est fort avantageux au roi, étant une ressource assurée contre la nécessité de l'aliénation.*

« Le retrait n'est point avantageux au roi ;
 » avec de l'argent il achètera des terres de ses
 » sujets, sans qu'il soit nécessaire de retirer celles
 » qu'il aura vendues : l'un est même préférable à
 » l'autre, parce que ce commerce de vente &
 » d'achat, avec certitude de propriété incommu-
 » table, maintient les héritages dans leur
 » juste valeur. »

4°. *Les particuliers insèrent souvent cette condition dans leurs contrats de vente ; & au parlement de Toulouse, on juge qu'elle est imprescriptible quoiqu'en pays coutumier elle se prescrive par 30 ans.*

« Les contrats où cette condition est stipulée
 » sont rares ; & il est connu que les héritages
 » qui en sont chargés perdent infiniment de leur
 » valeur, par les raisons ci-devant alléguées ;
 » ainsi cette objection est plutôt favorable que
 » contraire à la proposition dont il s'agit. »

5°. *Les terres du domaine consistent ordinairement en duchés, & autres apanages distingués par des titres éclatants, qui étoient inconnus à l'empire Romain.*

« Le roi pourroit réserver les terres qu'il juge-
 » roit à propos, pour des apanages ou autres
 » emplois : mais je ne verrois aucun inconvénient

» en ce que des particuliers posséderoient des
 » terres , qui auroient eu le titre de duché.
 » Rôny , Saint-Fargeau & tant d'autres en font
 » la preuve. Si les Romains avoient connu ces
 » titres , il est certain que ces vains noms n'au-
 » roient pas été capables d'en imposer à leur
 » sagesse politique. »

6°. *Si en France l'on a reçu ou introduit le droit d'ainesse , le retrait féodal & lignager pour la conservation des familles , pourquoi ne garderoit-on pas le retrait perpétuel pour la conservation de la couronne , sous la grandeur de laquelle les familles se reposent & sont à couvert ?*

« L'état des particuliers , & celui des souverains ne se comparent point. Ce n'est pas le retrait perpétuel qui fait la majesté de la couronne ; & sans le retrait , elle ne seroit pas moins l'appui & la protection des familles. D'ailleurs la faculté du retrait féodal & lignager n'est que passagère & momentanée , & l'autre est constante , perpétuelle & imprescriptible. »

7°. *Les empereurs défendoient expressément la vente de leurs palais , en quelques lieux & en quelques provinces qu'ils fussent situés ; mais les rois de France ont souvent tiré des leurs , des secours considérables dans la nécessité de leurs affaires.*

« Les empereurs ayant vendu les terres de la couronne , pouvoient en trouver d'autres pour leur argent ; mais ils n'auroient pas trouvé des palais capables de les loger avec leur suite ; c'est sans doute la raison pour laquelle ils en avoient défendu la vente. Au reste on n'a jamais oui dire que les rois de France eussent vendu les leurs , & qu'ils en eussent tiré des secours con-

» considérables dans la nécessité de leurs affaires. Ils
 » peuvent avoir vendu quelques anciens palais
 » ruinés, de même qu'ils ont fait d'autres por-
 » tions de leur domaine, mais plutôt pour se dé-
 » barrasser d'un entretien onéreux, que dans la
 » vue d'une ressource pour le rétablissement de
 » leurs affaires. »

Pour appuyer les raisons que l'auteur rapporte contre l'aliénation, il cite Suétone, Tacite, Dion, le Bret, Olive, Chopin, Dumoulin, Grimaudet, Sleidan & le Lévitique : mais ni le mérite des raisons, ni l'autorité des citations ne me paroissent pas capables de détruire ma proposition, & les motifs sur lesquels elle est fondée.

Mais à quoi bon tant d'efforts pour démontrer l'avantage & la possibilité de l'aliénation du domaine, à titre de propriété incommutable ? Malgré les serments que les rois font à leur sacre, malgré la loi promulguée en 1539 par François I, le roi Louis XIV n'a-t-il pas exécuté en partie ce que je propose aujourd'hui. Ce prince, par édit de 1695, avoit assuré cette propriété incommutable à l'égard de tous les domaines aliénés depuis l'ordonnance de 1566. La paix conclue par le traité de Ryswyck l'ayant mis en état de se passer de secours extraordinaires, il fit surseoir à l'exécution de cet édit : mais les dépenses auxquelles il se trouva engagé, pour soutenir les droits de son petit-fils à la couronne d'Espagne, l'obligèrent à recourir de nouveau à cet expédient ; & par édit du mois d'avril 1702, il déclara aliénable, à titre d'inféodation & de propriété incommutable, non-seulement les hautes-justices par démembrements des justices royales, mais encore toutes

les parties du domaine, connues sous le nom de petit domaine, qui consistent en cens, rentes, moulins, fours, pressoirs, halles, maisons, boutiques, échopes, terres vaines & vagues, landes, bruyeres, palus, marais, bacs, péages, chasse, pêche, banvin dans les lieux où les aides n'ont pas cours, &c. lesquels biens & droits, ou du moins la plus grande partie d'iceux, avoient déjà été reconnus aliénables à perpétuité & sans faculté de rachat, par déclaration du 8 avril 1672 ; & en outre, ce même édit de 1702 confirma les possesseurs des domaines & droits, aliénés depuis l'année 1566 dans la jouissance perpétuelle & la propriété incommutable desdits domaines & droits.

On dira sans doute que la raison qui a déterminé le ministère à consentir à l'aliénation perpétuelle & irrévocable de ces différentes parties, est la modicité de l'objet de chacune prise en particulier, & la dépense qu'elles exigeoient pour leur entretien : mais qu'il n'en est pas de même pour les corps de terres & seigneuries ; car ce furent les motifs qu'on allégua dans le temps.

Mais qu'est-ce que toutes les terres & seigneuries du royaume, tant du roi que des particuliers ? en quoi consistent-elles ? En justices, châteaux, maisons, cens, rentes, moulins, fours, pressoirs, terres, prés, vignes, landes, bruyeres, marais, étangs, bacs, péages, passages, chasse, pêche, &c. c'est-à-dire, dans un assemblage plus ou moins considérable de parties, qui forment ce qu'on appelle le petit domaine.

Or, si l'on prétend que l'entretien & la régie des parties détachées de ce petit domaine est oné-

reufe ou peu utile , comment pourra-t-on dire que ces mêmes parties , réunies pour former un corps de terres , ne soient pas sujettes aux mêmes inconvénients ? & pourquoi les motifs qui ont déterminé à l'aliénation irrévocable de l'un , n'auroient-ils pas la même influence sur l'autre , puisque le tout est constamment & nécessairement assujetti au sort de ses parties intégrantes ?

Cette comparaison ne seroit peut-être pas juste , s'il s'agissoit d'un particulier. Quand ses biens sont réunis en corps , il voit tout d'un coup-d'œil , par lui ou par ses gens d'affaires ; mais si au contraire ils sont divisés & éloignés , il lui en coûte beaucoup de peines & de fraix pour se porter partout où les besoins exigent sa présence ; & s'il veut se dispenser d'agir par lui-même , il est obligé de multiplier ses agents , & les appointements qu'il leur donne consomment le produit de ses héritages. ,

Il n'en est pas de même du roi , qui a par-tout des officiers entretenus pour veiller à ses intérêts ; ses fermiers le font de tout le domaine du royaume ; leurs préposés sont répandus dans toutes les provinces ; & les biens de cette espece , dans la main du souverain , susceptibles d'ailleurs de plusieurs autres inconvénients , ne le sont pas de celui-ci.

La loi fondamentale de l'état & le serment des rois à leur sacre , ne permettent pas , *ajoutera-t-on* , d'aliéner le domaine : mais les parties , dont la déclaration de 1672 , & les édits de 1695 & 1702 ont ordonné l'aliénation , à titre de propriété incommutable , n'appartenoient-elles pas aussi-bien au domaine de la couronne , que

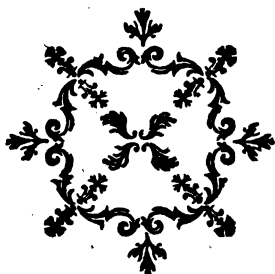
celles qui n'y sont pas comprises ? L'édit de François I de 1539, & le serment des rois à leur sacre ont-ils fait des exceptions, qui aient autorisé la perpétuité des aliénations qui ont été faites ? Nullement. Ainsi, quant à la transgression de la loi & du serment, il ne doit pas plus subsister de difficultés pour l'un, que l'on n'en a trouvé pour l'autre ; & à l'égard des motifs qui ont déterminé l'aliénation, ils n'ont pas plus de force pour le petit que pour le grand domaine.

Quand un projet a été adopté par une nation entière, on ne doit pas le heurter de front ; la prudence exige que l'on passe insensiblement d'un terme à l'autre, & que l'on ménage jusqu'aux erreurs de la multitude : mais ceux qui tiennent les rênes du gouvernement n'ont jamais cru, sur-tout en matière de finance, que ces considérations politiques fussent assez puissantes pour leur faire rejeter les avantages qu'une nouvelle route pouvoit leur offrir.

Les premiers pas ont déjà été faits vers l'aliénation perpétuelle du domaine, par les réglemens que je viens de citer : pour aller plus loin, il ne s'agit plus que d'un prétexte raisonnable, tel que peuvent être les besoins de l'état, qui, dans la circonstance présente, sont peut-être plus pressans qu'ils n'ont jamais été.

Par toutes ces raisons je persiste à dire que l'état où se trouve actuellement le domaine de la couronne de France, & dans le besoin où elle est de finance, il seroit plus avantageux, à l'égard de celui non encore aliéné, 1°. de le vendre que de le garder ; 2°. de stipuler cette vente perpétuelle plutôt que réversible, en

réervant tel nombre de forêts, châteaux & seigneuries que le conseil du roi aviseroit bon : & à l'égard du domaine déjà aliéné, sauf celui qui est entre les mains des princes & princesses du sang, que j'exclus de cette proposition, il seroit bon d'en faire un rachat général, & ensuite une revente perpétuelle & irrévocable aux plus offrants, sans préférence pour les possesseurs actuels, à la charge, par les nouveaux acquéreurs, de rembourser les anciens & de porter le surplus au trésor royal.





CONSIDÉRATIONS

SUR LA GABELLE, LES AIDES ET LE TABAC EN FRANCE.

ARTICLE PREMIER.

Sur la gabelle.

LA gabelle est un impôt sur le sel, dont je me propose d'examiner l'origine, son établissement en France, les obstacles qu'elle a dû surmonter pour obtenir l'importance où elle est parvenue. Je considérerai ensuite les sources salées, la salaison des fromages, le chlot-terre ou la crasse des poëles, & j'y ajouterai des expériences analytiques sur le sel, & des remarques sur les bâtimens de graduation.



SECTION PREMIERE.

*Origine de la gabelle, & son établissement
en France.*

LE mot de gabelle étoit autrefois dénominatif de toutes fortes d'impositions ; on l'emploie même encore, suivant son ancienne signification, dans les stipulations de traités de paix & de commerce entre les puissances, ainsi qu'on peut le voir à l'article VII de celui de commerce fait le 11 avril 1713, entre la France & les états généraux des provinces unies : mais, à cette exception près, il est demeuré propre à l'impôt sur le sel ; & lorsque l'on parle de gabelle, on n'entend plus que le droit de vendre du sel.

Les seigneurs en jouissoient anciennement, & l'on a vu, jusque bien avant sous la troisième race des rois de France, de simples seigneurs haut-justiciers l'exercer sur leurs vassaux, par une suite ordinaire des usurpations, devenues faciles dans ces temps, qui avoient si honteusement abaissé la souveraineté.

La loi civile n'interdit point aux particuliers la possession & la propriété des salines ; mais la disposition du droit commun veut que le débit n'en puisse être licite sans la volonté & la permission du prince. C'est le sentiment de tous les jurisconsultes, & ce seroit ignorer les faits de l'antiquité les plus connus, que de croire,

comme quelques personnes le disent, les rois de France inventeurs de cette contribution. On la voit, dans tous les temps & dans toutes les républiques, unie au fisc & perçue au nom du souverain.

Quand Artaxerxès, roi des Perses, renvoya Esdras en Jérusalem, il ordonna, entre autres choses, que les fermiers du sel lui en fourniroient sans compte & sans payer.

Démétrius, roi de Syrie, pour gagner l'amitié des Juifs contre Alexandre, fils d'Antiochus, leur remit la gabelle ou impôt du sel, & son fils leur en abandonna les greniers.

Au rapport d'Athénée, Lisimaque, roi de la Troade, mit un impôt sur le sel qui lui fournit de grands secours; & ce n'est que par le produit de cette contribution, ou par le commerce du sel, que la ville de Palmire avoit acquis des richesses si prodigieuses, que le récit en paroîtroit fabuleux, si ses ruines ne prouvoient pas encore les merveilles de sa grandeur & de sa magnificence.

Dès la naissance de Rome, Ancus Martius regarda comme droit royal le privilege de vendre du sel, & en fit une ferme exclusive. Il fut remis au peuple par Valerius Publicola après la guerre des Tarquins, rétabli & éteint plusieurs fois, suivant les besoins du gouvernement, jusqu'à la dictature de Fabius Maximus, qu'il fut remis sur le pied par M. Livius, censeur, qui, par cette raison, fut surnommé *salinator* ou le saunier.

Depuis ce temps le sel fit toujours partie des revenus du fisc Romain, comme on le voit par

plusieurs monuments, & notamment par la loi XI, *cod. de vectigal. & comm.* qui apprend que tous particuliers, de quelque qualité qu'ils fussent, étoient obligés d'acheter le sel des fermiers de la république, & non d'autres. L'article XIX de l'ordonnance de François I du mois de juillet 1544, semble copier mot à mot sur celle des Romains.

Les salines d'où les Romains tiroient leur sel étoient près d'Ostie, & le supplice des femmes, dont les crimes n'étoient pas capitaux, étoit d'être condamnées à ce travail, comme celui des hommes de l'être aux métaux.

Cependant les François n'ont commencé à connoître la gabelle que depuis l'an 1286. Quelques historiens prétendent qu'elle doit son établissement à Philippe le Bel : mais le plus grand nombre, & tels sont le Bret, Beschefer, Corbin, Ducrot, &c., l'attribuent à Philippe le Long : ce fut lui, à ce qu'ils assurent, qui le premier mit un double par livre pesant sur le sel, par édit de l'an 1318. Par un traité de l'an 1320 il acquit, du comte de Forez & d'autres seigneurs, les salins du Languedoc, moyennant une indemnité aux propriétaires, & il déclara que la gabelle, ou impôt sur le sel, étoit un droit domanial & royal, copiant dans cette disposition la loi 17, *cod. de vectigal. & comm.* comme l'on vient de voir que François I copia dans la suite la XIe.

Pasquier, Guillaume de Nangis, Gaguin, le P. Petau & autres rapprochent cette époque jusqu'à Philippe de Valois : ce qui est du moins

certain, c'est que ce dernier prince imposa 4 den. par livre pesant, & qu'il institua les greniers & le débit exclusif du sel, comme il est prouvé par les annales d'Aquitaine, d'où Edouard, roi d'Angleterre, prit occasion de l'appeller, par raillerie, l'auteur de la loi salique.

Il avoit promis d'abolir cet impôt, dès qu'il seroit délivré de ses ennemis; mais il y a apparence qu'il ne put satisfaire à cet engagement, dont il remit l'exécution à son successeur le roi Jean, qui, en effet, paroît avoir laissé libre le commerce du sel, ainsi qu'on peut l'inférer de son règlement rapporté au premier volume des ordonnances, titre *des marchands*, sous l'année 1350.

Les états, assemblés à Paris l'an 1358, accorderent au dauphin, son fils, l'ancien impôt des 4 den. par livre pesant, pour être levé pendant un an seulement, & employé au paiement de la rançon du roi : mais, devenu roi lui-même sous le nom de Charles V, il unit à perpétuité le commerce du sel au domaine royal, & depuis ce temps, il est constamment resté dans la main du souverain, qui en fait faire la régie, la vente & la distribution par ses fermiers; ce qui est conforme aux loix & au gouvernement de l'empire Romain, comme il se voit, liv. 4, tit. LXII *de vectig. novis institui non posse*. Il n'est permis à personne de vendre du sel, dit cette loi, sans la permission des fermiers, sous peine d'amende & de confiscation applicables à leur profit.

Le roi Charles VI ordonna qu'il seroit levé 2 den. par livre pesant, outre les quatre an-

ciens. M. le Bret qui, dans ses plaidoyers, suit le progrès de cette imposition avec assez d'exactitude, ne nous apprend point qu'il y ait été fait d'augmentation par Charles VII, mais bien que Louis XI la porta à un sou ou douze deniers par livre.

Elle demeura en cet état pendant les regnes de Charles VIII & de Louis XII, mais François I répara bien le temps perdu. Le duc de Cleves s'étant mis sous la protection de la France, pour éviter que l'empereur ne s'emparât du duché de Gueldres dont il lui avoit refusé l'investiture, François I, pour mieux engager ce prince, lui fit épouser Jeanne d'Albret, fille de Henri, roi de Navarre. Les noces se célébrèrent avec une profusion que l'on fit payer bien chèrement au peuple, dit *Mezeray*; aussi les nomma-t-on *les noces salées* : en effet, le roi imposa tout d'un coup 24 liv. par muid composé de 48 minots ou quintaux, à quoi il ajouta 25 liv. l'année d'après.

L'impôt du sel n'étoit pas uniforme dans le royaume ; en Poitou, Saintonge, Aunis, Angoumois, haut & bas Limousin, haute & basse Marche, le roi levoit le quart & demi du prix de la vente, dont le produit étoit ordinairement employé au paiement du douaire des reines; mais après la mort de Marie d'Angleterre, veuve de Louis XI, le roi l'appliqua à son profit. Dans les autres provinces & villes du royaume, le droit étoit de 25 livres par muid.

Pour le recouvrement de ces différents droits, il avoit été statué que le marchand amèneroit

son sel dans les dépôts ou greniers qui lui étoient indiqués ; qu'il représenteroit sa facture aux officiers de la gabelle pour en constater le prix marchand ; & celui du roi ayant été constaté par le général des finances , il étoit vendu au public , & le produit remis aux receveurs du roi , le prix du marchand préalablement déduit.

Cette forme & cette variété de perception durèrent jusqu'en 1540 , que le roi , de l'avis des grands & de son conseil , ayant estimé qu'un droit uniforme dans tout le royaume conviendrait mieux à l'avantage de ses finances & au soulagement de ses sujets , rendit un édit , par lequel il permit à toutes sortes de personnes de vendre , revendre & distribuer du sel par tout le royaume , moyennant une somme de 45 liv. par muid pour tous droits , supprimant à cet effet les greniers ci-devant établis ; & , pour veiller à la perception du droit & à la fidélité de la distribution , il créa plusieurs officiers par édit donné à Châtellerault au mois de juin 1541.

Les habitants du Poitou , de la Rochelle & des autres endroits ci-devant cités , virent cet établissement avec peine ; ils remontrèrent que l'avantage que le roi avoit dessein de procurer par cette uniformité , étoit un vrai mal pour eux ; que le droit du quart & demi qu'ils payoient ci-devant , n'étoit pas si fort que celui de 45 liv. par muid dans le pays de gabelle ; & que si le roi vouloit que cet arrangement subsistât , il devoit diminuer leurs tailles à proportion de celles des pays de gabelles , qui avoient toujours été moindres ,

moindres, pour observer par là une sorte de compensation & d'égalité dans la distribution des charges générales que chaque province devoit supporter.

Des remontrances le peuple passa au soulèvement & à la rebellion ; bientôt on vit plus de 120 mille hommes en armes dans ces provinces, qui commirent une infinité de désordres & se portèrent aux plus grands excès , jusqu'à tuer plusieurs officiers de gabelle , & même le sieur de Monneins , lieutenant-général au gouvernement de Guienne ; en sorte que le roi fut obligé d'y envoyer une armée commandée par le connétable de Montmorency. Il agit moins en général qu'en négociateur ; il écouta les plaintes & en rendit compte au roi , qui , touché de compassion & déterminé par la circonstance des temps , pardonna la rebellion ; & , par ses lettres-patentes datées d'Amiens au mois de septembre de l'an 1549 , supprima la gabelle & les greniers dans lesdites provinces, les remettant dans leur ancienne forme à cet égard , à la charge par eux de remettre , entre les mains du receveur-général des finances de Poitiers , la somme de 450 mille livres tournois ; de rembourser , dans le cours d'une année , tous les officiers de gabelle des sommes payées au feu roi pour l'acquisition de leurs offices , & de faire valoir le quart & demi-quart du droit sur le sel présentement rétabli , jusqu'à la somme de 80 mille livres par année , toutes charges déduites ; au moyen de quoi il seroit permis aux états desdits pays d'affermir , en gros ou en détail , le susdit droit de quart & demi-quart ,

sauf à eux à parfaire le surplus en cas d'insuffisance.

Mais l'exercice de cette ferme ayant encore causé quelques troubles & paru onéreuse à ces peuples, ils supplièrent le monarque, en 1553, de leur permettre de s'en racheter, en amortissant, sur le pied du denier 12, les 80,000 liv. qu'ils étoient obligés de payer en conséquence de l'édit de 1549; ce qui fut accepté & autorisé par édit du 6 décembre 1553, qui leur accorde la faculté de pouvoir librement vendre, débiter, troquer, échanger, distribuer & transporter, tant par mer que par terre, tout le sel qu'il leur plairoit, moyennant la somme de 1,194 mille livres; supprimant, au moyen de ce, toutes les charges & offices créés pour raison de la perception du quart & demi-quart. Les transports du sel desdits pays dans ceux de gabelle furent défendus, sous peine de confiscation de corps & de biens. Il leur fut pareillement interdit de faire falorges, boutiques & amas de sel, à une lieue desdits pays de gabelle, qui furent reculés jusqu'à cinq lieues par autre édit du 18 avril 1599; toutes lesquelles dispositions ont été confirmées par les rois successeurs, & subsistent aujourd'hui; d'où ce pays a été nommé *pays rédimé*.

Depuis le regne de François I, l'espece étant devenue plus commune à cause de la découverte du nouveau monde, & les dépenses ayant été augmentées à proportion, le prix du sel a dû suivre cette progression. J'ai laissé, sous ce prince, le prix du sel à 45 liv., déduction du prix du marchand; ce prix subsista depuis 1542

jusqu'en 1576 qu'il fut porté à 189 liv. par Henri III à la tenue des états de Blois. Le motif de cette augmentation fut que, la sécheresse ayant fait manquer la fabrication du sel dans tous les marais salins, il fallut en aller chercher à grands fraix jusqu'en Portugal : mais ces fraix ne furent cependant pas si considérables que l'augmentation. Louis XIII a porté le muid jusqu'à 669 liv. ; Louis XIV l'avoit mis à 1,135 liv. dès l'an 1642, & maintenant il coûte 2,450 liv. ; ce qui fait considérer cette partie comme un des principaux objets des finances.

Après que les magasins du roi sont fournis du sel nécessaire pour la consommation du royaume, les étrangers peuvent enlever le reste. François I leur accorda cette permission, pour les détourner d'en aller chercher en Portugal, qui retireroit un grand avantage de ce commerce. L'étranger ne sauroit se passer du sel de France ; c'est, en effet, le meilleur qui soit connu. Les Hollandois se crurent ruinés lorsque Charles-Quint leur défendit ce commerce avec la France. « Notre pêche, *lui dirent-ils*, est notre plus grand » revenu, & nous ne pouvons la conserver & la » transporter dans les pays éloignés, qu'avec le » secours du sel de France. »

Plus le pays où le sel se forme est voisin de l'équateur, plus le sel est âcre & corrosif ; celui qui se fait trop près des pôles n'a ni force ni consistance. Les salins de Brouage & des environs sont dans une si juste température, qu'ils forment le meilleur sel de l'Europe, & peut-être de l'univers ; en sorte que si le roi de France

jugeoit à propos d'en augmenter le prix pour l'étranger, on est persuadé qu'il n'en enlèveroit pas moins, parce qu'il ne sauroit s'en passer : mais ce seroit un mauvais conseil à lui donner ; car en fatiguant le commerce par des entraves ou par une trop forte augmentation du prix des denrées, il s'effarouche & se fait souvent d'autres routes, auxquelles on ne se seroit pas attendu, & il s'éloigne sans retour. La maniere la plus sûre de gagner toujours, est de ne jamais vouloir trop gagner.

Quoique l'ordonnance de Louis XIV, du mois de mai 1680, ait rassemblé tout ce que la prudence & une expérience de plusieurs siècles ont pu suggérer pour l'ordre, la police & juridiction de cette partie ; cependant plusieurs personnes ont cru que la régie pouvoit s'en faire d'une maniere plus simple & moins dispendieuse. On a donné, en différents temps, des projets aux ministres à ce sujet : mais contents de l'ancienne pratique, & peu sûrs de l'événement des nouvelles propositions, aucun n'a osé les mettre à exécution ; dans la crainte de ruiner un produit certain pour un avantage douteux.

Le sel étant une denrée absolument nécessaire à la vie, & dont chacun fait une consommation proportionnée à son bien & à ses facultés, il est constant qu'en établissant sur cette consommation un droit auquel personne ne pût se soustraire, on auroit trouvé le secret important d'une contribution générale & proportionnée, qui rendroit le roi de France le plus riche & le plus puissant prince de l'univers, & ses sujets les plus heureux ; une juste proportion dans les impôts est tout ce qui manque à ce royaume.

Les causes qui ont engagé les spéculatifs à chercher une autre forme que celle qui se pratique actuellement; sont, l'inégalité qui s'est introduite dans les pays d'impôts; le prix excessif du sel qui en diminue considérablement la consommation & le commerce, en empêchant les salaisons, l'engrais & la nourriture du bétail; les frais immenses auxquels cette contribution assujettit; la tentation & la facilité du faux-saunage; les procès, les condamnations & les proscriptions qu'elle occasionne.

François I, connoissant tous ces inconvénients, chercha à y remédier, en rendant le sel marchand; comme nous l'avons ci-devant expliqué; mais une partie du royaume s'y opposa, & le roi ne tira aucun avantage de l'autre; parce que presque tout le sel se vendoit en fraude de son droit; & ce nouvel établissement fut l'occasion d'un nouveau monopole. Plusieurs particuliers acheterent tout le sel des salines, & comme on étoit forcé de passer par leurs mains, ils le vendoient au prix qu'ils vouloient, en sorte que celui du marchand étoit exorbitant. Ce n'est pas le premier monopole de cette espece: on voit une ordonnance de Louis Hutin, du 12 septembre 1315, pour faire la recherche de pareils magasins, & confisquer tous les amas de sel, ensemble les biens de ceux à qui ils appartiendroient.

M. le cardinal de Richelieu, dont les vues ne se bornoient pas aux seules affaires politiques, avoit fait plusieurs réflexions sur les avantages que l'état pouvoit tirer de la proposition qui résulte de la consommation du sel: il avoit projeté de rendre le roi propriétaire ou fermier de tous

les marais salants du royaume, de mettre une imposition égale sur tout le sel qui en seroit enlevé, quelle que pût être sa destination pour les différentes parties du royaume, de supprimer tous les greniers à sel, les officiers qui les composent & les gardes de gabelle; d'établir, dans le lieu même de ces marais, la régie qui devoit être observée pour la manutention, l'ordre, la police, l'achat, l'enlèvement & la conduite des sels; en sorte que, le droit une fois acquitté, ils auroient pu traverser toutes les provinces du royaume librement; & il avoit même dessein d'en faire l'imposition générale & unique de l'état, mais des affaires plus pressantes ne lui ont pas permis d'exécuter son projet.

« Je mets les abus & les vexations que cause
 » la gabelle, dit M. de Sully dans ses mémoi-
 » res, tome 6, page 5, au niveau de ceux de la
 » taille. Je n'ai jamais rien trouvé de si bizarre-
 » ment tyrannique, que de faire acheter à un
 » particulier plus de sel qu'il n'en veut ou n'en
 » peut consommer, & de lui défendre encore
 » de vendre ce qu'il a de trop. Je m'en expliquois
 » un jour de cette manière, en m'entretenant
 » avec le roi; il me demanda un mémoire de-
 » taillé sur toute cette matière, de ce que coû-
 » toit le sel d'achat aux salines, des frais que
 » l'on y faisoit de là jusqu'à la vente, de sa distri-
 » bution dans les greniers, & autres qu'on peut
 » faire à ce sujet. S. M. ne me dit point à quelle
 » fin elle me demandoit ce mémoire. Je me hâ-
 » tai de le dresser le mieux que je pus & à peu
 » près, parce que, suivant les raisons que j'y
 » exposois, on ne peut marquer au juste la va-

» leur des choses : mais il ne produisit aucun
 » effet, & tout demeura à cet égard comme il
 » étoit auparavant : tant il est difficile de détruire
 » ce que la précipitation, l'ignorance & le dé-
 » faut de vues de ces anciens, qu'on veut nous
 » donner comme infaillibles, ont mis de mal
 » dans les premiers établissemens, lors même
 » que d'autres impositions ; comme le dixième
 » & les entrées, semblent en indiquer si clai-
 » rement les moyens, & en applanir les voies. »
 Son éditeur ajoute : « On fait combien la ga-
 » belle rapporte au roi de net, tous fraix dé-
 » duits ; & il n'est pas difficile de savoir consé-
 » quemment à quoi ces fraix montent pour cha-
 » que minor de sel. Pourquoi le roi ne prend-il
 » pas tout d'un coup le prix de chaque minor
 » de sel de premier achat sur les salines mêmes ?
 » Il y a long-temps que l'on fait cette question,
 » & elle est toute simple. Le cardinal de Riché-
 » lieu, & une infinité d'autres habiles politiques
 » après lui, décident, tous d'une voix, contre
 » un impôt, dont la régie n'est pas seulement
 » onéreuse par sa forme, mais encore injuste par
 » son peu d'uniformité. Il trouve à la vérité de
 » grandes difficultés à la changer : mais ce chan-
 » gement une fois fait, paroît en récompense
 » une des principales sources du soulagement &
 » de l'opulence de l'état tout à la fois. Le car-
 » dinal de Richelieu, qui est celui qui en parle
 » en ces termes, ajoute que ce qu'il avoit connu
 » de surintendans les plus intelligents, égalent
 » le produit de l'impôt levé sur les salines mê-
 » mes, à celui que les Indes rapportent au roi
 » d'Espagne. »

M. Colbert avoit eu le même dessein ; son projet avoit été généralement applaudi, & l'auteur du *testament politique de M. de Louvois*, est le seul qui le blâme. Instruit de la jalousie, qui a toujours subsisté entre ces deux ministres, il a cru devoir les faire contrarier, jusque dans les choses qui en paroissent le moins susceptibles. Voici le langage qu'il fait tenir à M. de Louvois, page 398.

« La couronne n'auroit tiré aucun avantage de
 » cet établissement, en ce que les revenus n'au-
 » roient pas augmenté ; parce que les provinces
 » privilégiées étant taxées en considération & à
 » proportion de ce privilege, il auroit été néces-
 » faire de leur faire diminution du montant de
 » cette nouvelle charge.

« Les officiers des gabelles sont au besoin des
 » sources si fécondes, qu'elles produisent plus
 » que ne font tous les autres officiers de finances
 » du royaume.

« Enfin l'on seroit privé de l'utilité des gardes,
 » capables d'arrêter les séditions dans leur nais-
 » sance, d'empêcher les assemblées illicites, de
 » faire payer les impôts & d'atterrer les familles
 » dont on ne seroit pas content : ce sont, *dit-il*,
 » des instruments d'une si grande utilité, qu'il ne
 » fait rien qui en approche. »

Ces objections sont si foibles, & les avantages du projet sont si sensibles, que ceux-ci sont autant au dessus du blâme, que les autres sont au dessous de la critique. Les plus grands rois & les plus grands ministres que la France ait eus, y auroient-ils insisté ? en auroient-ils fait tant d'éloges, s'il avoit été aussi vicieux que l'auteur du

testament politique de M. de Louvois le prétend ?

Une populace aveugle & mutinée s'oppose au bien que François I veut lui faire , & il est obligé de céder aux circonstances. Henri IV. , à peine affermi sur son trône , ne croit pas qu'il soit prudent de fournir aux religionnaires , des prétextes pour renouveler leurs mouvements séditieux. Le cardinal de Richelieu , seul ministre , occupé de guerres étrangères & intestines , veut humilier les grands & affermir l'autorité royale , avant que de tenter des réformes. M. Colbert , contrarié par ses envieux , ne peut parvenir à mettre à exécution celui de ses desseins qu'il avoit le plus à cœur : mais ces difficultés , ces oppositions que les événements des différents regnes ont fait naître , détruisent-elles le mérite de l'entreprise ? La constance de tant de grands hommes à suivre cet établissement , les suffrages & les éloges que lui ont donné tous ceux qui en ont parlé , ne sont-ils pas au contraire de sûrs garants de sa bonté & des avantages qu'il devoit produire ?

M. de Boulainvilliers , dont les mémoires ont été mis au jour , & qui sans doute avoit de bonnes intentions , proposa en 1716 , de rendre le sel marchand , & d'y substituer un droit d'amortissement , qui n'est autre chose qu'une capitation générale distribuée par classes , laquelle produiroit , selon lui , plus de 220 millions , sans incommoder personne : mais comme cet auteur n'indique aucune règle fixe ni aucun pied certain , pour établir & maintenir la proportion de ces classes , suivant les moyens & les facultés de chacune , cette proposition pécheroit par la par-

tie la plus essentielle ; la lésion & la vexation augmenteroient au lieu de diminuer, & l'exécution ne pourroit par conséquent s'en soutenir.

Le sieur de Fougerolle avoit présenté un projet à peu près semblable en 1711, & c'est apparemment sur celui-ci que M. de Boulainvilliers avoit formé le sien : mais ayant été examiné au conseil, il fut rejeté, de même que plusieurs autres qui l'avoient précédé ou qui l'ont suivi, parce qu'ils étoient tous fort éloignés de la solidité des principes de celui de François I, dont je viens de parler ; en sorte que jusqu'à présent il est le seul qui soit demeuré en possession de l'unanimité des suffrages de tous ceux qui ont écrit ou réfléchi sur cette matiere. Quel avantage, en effet, pour la tranquillité des peuples, pour augmenter la consommation du commerce & des finances, si en adoptant ce projet & celui du droit unique, que j'ai donné ci-devant, on établissoit cette uniformité, cette égalité & cette liberté si utiles & si désirées.

On a vu que toutes les objections faites contre la proposition de rendre le roi seul & universel propriétaire ou fermier de tous les marais salants du royaume, d'en établir la régle, & de supprimer tous les greniers, les officiers qui les composent & les gardes de gabelle, n'avoient aucune solidité ; mais en voici une qui, au premier coup d'œil, paroît mériter plus d'attention.

Personne, dit-on, ne peut disconvenir que la consommation que l'étranger fait du sel de France ne soit une des plus utiles branches du commerce de cette nation. C'est une dentée que le ciel lui

donne gratuitement, dont la préparation n'exige qu'une très-médiocre dépense de main-d'œuvre, & dont par conséquent tout le produit de la vente tourne en pur bénéfice pour l'état; ainsi nul doute que ce commerce ne doive être continué, mais encore augmenté autant qu'il sera possible: cependant, si vous bornez la régie des gabelles aux seuls marais salants, si vous supprimez les greniers & sur-tout les gardes, les étrangers chargeront des quantités immenses de sel, qu'ils verseront impunément sur toutes les côtes, puisqu'elles ne seront plus gardées; ce qui ruinera infailliblement les produits de l'intérieur.

Quelque solide que puisse paroître cette objection, je pense que les raisons suivantes suffiront pour la réfuter.

La contrebande sur le sel n'est pas l'objet auquel les fraudeurs s'attachent le plus; ils trouvent mieux leur compte au tabac & aux étoffes prohibées, qui sont d'un bien moindre poids & volume, eu égard aux prix respectifs.

Le sel leur fourniroit encore bien moins de ressources, si la proposition avoit lieu, parce que le prix au public seroit considérablement diminué.

Cette marchandise ne pourroit pénétrer par les ports du royaume, où il y a toujours des officiers & des commis préposés pour le tabac & pour les droits des cinq grosses fermes.

L'on ne pourroit aisément la verser sur la plupart des côtes, par la difficulté d'y aborder, ni sur celles que l'on pourroit aborder aisément par la difficulté de la cacher dans des lieux bas & humides, pendant plusieurs jours, jusqu'à ce que

les contrebandiers trouvent le moment favorable pour l'enlever, comme cela se pratique pour le tabac.

En supposant tous ces obstacles surmontés, on ne pourroit, à cause du poids & du volume, transporter le sel bien avant dans l'intérieur, qui par là se trouveroit garanti de tout faux-saunage.

En poussant à l'excès la supposition de terre contrebande, tout le désordre que l'on pourroit en craindre, n'atteindroit jamais au préjudice que cause le faux-saunage actuel; par le moyen des pays de privilèges, par le voisinage de la mer & par les entrepreneurs des voitures des sels par eau & par terre; préjudice très-considérable, malgré les précautions que l'on y apporte.

Enfin il faut supposer, comme une condition nécessaire, que dans le cas de l'exécution du projet, la régie & la manutention de la police des marais salants demeurera toujours dans la main de la compagnie, qui aura la ferme exclusive du tabac & celle des cinq grosses fermes; au moyen de quoi les officiers, commis & gardes, préposés à la conservation de ces deux parties, veilleront à la troisième, comme ils le font actuellement, & y veilleront avec d'autant plus de succès, que l'appât du prix ne subsistera plus, qu'ils n'auront que l'extrême frontière à garder, qui est d'ailleurs défendue, soutenue & protégée par des montagnes; par des postes & des corps de garde dans les gorges & passages, par des places fortes, par le militaire & par des brigades des fermes; au lieu qu'à présent, outre la garde des limites, on est obligé d'entretenir, à grands frais,

une liègne nombreuse d'employés, qui coupent & divisent le royaume en plusieurs parties, comme si elles appartenoient à différents souverains; ce qui occupe des sujets qui pourroient l'être plus utilement ailleurs; ce qui fatigue le commerce & le public, & ce qui entretient une espèce de guerre intestine & perpétuelle entre le roi & ses sujets, dont les prisonniers, quoiqu'en grand nombre, sont presque toujours des sujets perdus pour l'état, parce qu'ils sont, ou ruinés par les procédures & amendes, ou condamnés aux galères & quelquefois à la mort.

Ainsi, malgré cette objection, les avantages de la proportion subsistent dans leur entier, & il est à croire que, plus on l'approfondira, plus ces avantages paroîtront grands & réels, par la difficulté qu'il y aura de leur opposer des raisons capables de les détruire.

Le sel est une substance acide, piquante, desiccative & astringente: il y en a de trois sortes, connus sous le nom générique de sel commun; savoir, le sel de mer, le sel terrestre fossile ou gemme, & le sel que l'on forme avec l'eau des fontaines & puits salés.

On ne se sert point en France de sel fossile, quoiqu'il y en ait des mines connues; & le sel de mer est en usage dans tout le royaume, si on excepte la Franche-Comté, la Lorraine, les Trois-Evêchés & l'Alsace, qui ne consomment que du sel formé avec l'eau des puits & fontaines salés.

La fabrication du sel de mer, tant de celui qui se fait sur les côtes plates & basses où il se cristallise par la seule chaleur du soleil, que de celui

221 . C O N S I D É R A T I O N

qui se fait sur les côtes élevées par l'action du feu, est suffisamment connue & expliquée dans plusieurs livres, & particulièrement dans le dictionnaire de Savary. Il parle aussi de la formation du sel qui se fait avec l'eau des sources & puits salés ; & quoique ce ne soit pas d'une manière satisfaisante pour les personnes au fait de cette mécanique , à qui il sera facile de connoître qu'il n'a pas travaillé sur de bons mémoires , il en dit cependant assez pour ceux dont l'état n'exige pas de plus grands détails. Mais comme on n'y trouve rien qui ait rapport aux sources salées , & à la cause de leur salure , au chlot ou matiere terrestre , dont quelques-unes de ces eaux se trouvent abondamment chargées , & qui contiennent des principes très-utiles à la médecine & aux arts , & qu'il a pareillement négligé de faire connoître en quoi ces sels different du sel formé avec les eaux de la mer & le mécanisme de la graduation , si avantageux à l'économie du bois que l'on emploie à la cuisson des sels , j'ai cru qu'il me seroit permis d'expliquer ici ces différentes choses , en observant toute la brièveté dont la matiere pourra être susceptible.



SECTION III.

Des sources salées, & de la cause de leur salure.

ON reconnoît dans la nature trois sortes de sel marin ; savoir, le sel gemme ou fossile , celui formé avec les eaux de la mer , & celui fait avec les eaux des sources salées.

Le sel gemme, ainsi nommé à cause de sa transparence, peut être regardé comme le principe de tous les autres sels qui, n'en étant qu'une émanation & une dissolution, sont compris dans la même classe & ne font point un genre particulier. Il est dur comme la pierre, il est souvent mêlé de différentes couleurs, mais le plus ordinaire est blanc : l'on en fait toutes sortes d'ouvrages de sculpture & même de maçonnerie.

Le sel marin, connu sous le nom de sel commun, est un sel neutre. Il est composé d'un acide spécifique appelé acide du sel marin, & d'une base de nature alcaline, qui a beaucoup de rapport avec les alcalis fixes ordinaires des plantes.

En supposant, comme je l'ai fait, que le sel gemme est l'ame & le principe de tous les autres sels, peut-être voudroit-on que je rendisse raison de sa propre origine : mais content de trouver ce corps déjà formé par la nature, je pars de ce point, & je laisse à ceux qui sont physiciens par état, le soin d'établir une hypothèse capable de développer le mécanisme de sa formation ; &

d'expliquer les admirables variétés qu'il renferme.

La montagne de Cardonne, en Catalogne, offre, pour ainsi dire, sous les yeux celle de la régénération; phénomène merveilleux que quelques physiciens nient, & que d'autres croient, en l'attribuant à ses levains qui fixent, *disent-ils*, les vapeurs de la terre & les parties d'air & d'eau qui se trouvent à portée de son action. Mais quoi qu'il en soit, il est vrai que l'on s'aperçoit à peine de la diminution de cette montagne, malgré le volume énorme de sel qu'on en a tiré depuis plus de 2500 ans qu'elle est connue.

On trouve une infinité d'autres montagnes, ou carrières de ce sel en Allemagne, en Suisse, en Savoie, dans le duché d'Holface, dans le palatinat de Braclaw, dans le royaume d'Astracan, en Moscovie, en Pologne, en Tartarie, en Hongrie, en Bulgarie, dans les îles du Cap-Vert, dans l'Égypte, dans la Perse, dans le Mogol, en Amérique; enfin toutes les parties du monde paroissent en contenir: mais la Franche-Comté, la Lorraine & les Trois-Evêchés en sont particulièrement remplis.

Le sel est si généralement répandu dans tous les corps, que l'on peut dire qu'il entre pour beaucoup dans leur composition, puisqu'ils en fournissent presque tous, lorsqu'ils sont décomposés par les opérations de la chimie.

Peu s'en faut que Joachim Becher, médecin de Spire, & Chambon, premier médecin de Jean Sobieski, ne considèrent son acide comme l'acide primitif de la nature; & nul physicien ne lui refuse une place honorable dans les systèmes divers qu'ils ont imaginés pour rendre raison de la composition

position des corps : Levenhoek prétend qu'il fait la liaison dans les pierres, comme la chaux dans les bâtimens.

Les différentes analyses des eaux minérales du royaume, faites par Dodart, Geoffroi, Bolduc, Bourdelin, Lemerî & Homberg, ont toutes donné une partie de ce sel assez considérable.

Les philosophes n'étant pas bien d'accord entr'eux sur l'origine des fontaines, je n'entreprendrai point de décider si celles dont il s'agit ici, sont formées par les pluies, par les vapeurs de la terre, ou par une communication avec la mer; quoi qu'il en soit, leurs eaux doivent être également douces, à moins que quelque obstacle ne produise en chemin un effet contraire.

Si on suppose qu'elles viennent de la mer, il faut supposer aussi qu'elles ont déposé leur sel, en se filtrant dans les terres, pendant le trajet immense qu'elles ont dû faire. Si l'on veut qu'elles soient produites par des vapeurs de la terre, élevées par la chaleur centrale, & condensées dans les cavités de la terre, les parties salines, étant plus pesantes que celles de l'eau, ne s'élèveront qu'à une hauteur médiocre, pendant que les autres continueront leur route, ainsi que l'expérience journalière le démontre dans la formation des nues qui s'élèvent de la mer.

Je puis donc attribuer, avec une espèce de certitude, la salure des sources salées, à leur passage par des carrières de sel renfermées dans la profondeur des terres, où elles se chargent de parties de sel, & contractent un degré de salure plus ou moins fort, suivant qu'elles en parcou-

tent , sans interruption , un plus ou moins long espace.

Non-seulement les différents filets de ces sources portent avec eux , les uns plus , les autres moins de sel ; mais encore les eaux qu'ils fournissent , n'ont pas exactement la même saveur , parce que la terre étant extrêmement variée dans sa composition , les eaux qui en sortent participent de tous ses différents modes , & se trouvent imprégnées de parties de sel , ou chargées de parties minérales ou métalliques , à raison des différences de leurs positions.

L'expérience a fait observer , dans plusieurs salines , que les rameaux de ces sources croissent ou diminuent , suivant que la saison est sèche ou pluvieuse ; & que plus ils sont abondants , plus leurs eaux sont salées ; ce qui doit naturellement provenir de ce qu'ayant alors plus de volume & plus de poids , & par conséquent plus de force & plus de rapidité , elles occupent plus d'espace , frottent avec plus de violence , émoussent avec plus de facilité les angles des sinuosités qu'elles parcourent , & entraînent ainsi avec elles les particules salines , jusques où le niveau leur permet d'arriver.

En général les grandes mers sont également salées entre le tropiques & les zones tempérées , & contiennent la 32^e. partie de leur poids en sel , prise à la surface ; & la 29^e. prise au fond : mais les sources salées sont toutes différentes entr'elles : il y en a depuis zéro jusqu'à 20 degrés , telles que sont celles de Dieuze en Lorraine , & de la petite saline de Salins en Franche-Comté ; au moyen de quoi elles contiennent la cinquième

partie de leur poids en sel, au lieu que l'eau de la mer n'en contient que la trente-deuxieme ou la vingt-neuvieme, comme il a été dit.

L'épreuve s'en fait en pesant cent livres d'eau que l'on fait évaporer par le feu jusqu'à pleine siccité, & le degré de salure se compte par la quantité de sel, qui, après la cuite, se trouve au fond du vaisseau.

Il se fait encore une autre épreuve, au moyen d'un tube de verre, de bois ou de quelque autre matiere, fermé par un bout, dans lequel on met une baguette de demi-calibre, chargée par le bas, de maniere qu'elle fasse équilibre & pose légèrement au fond du tube, lorsqu'il est plein d'eau commune, mais qui avec l'eau salée en dénote le degré, suivant qu'il la pénètre plus ou moins, l'eau faisant résistance à proportion des parties de sel qu'elle contient.

Ce sel est blanc & ressemble assez au salpêtre. S'il est cuit à grand feu, ses parties sont menues, divisées, & cedent comme la neige à l'impression des doigts; si au contraire il est cuit à feu lent, ses parties se réunissent & se crySTALLISent en gros grains, de deux, trois à quatre lignes d'épaisseur, qui affectent presque généralement la figure d'une pyramide creuse, renversée & tronquée par sa pointe, dont le composé n'est qu'un amas de cubes infiniment petits.



SECTION III.

Sur la salaison des fromages.

LE sel dont j'ai parlé à la fin de la section précédente, est meilleur que le sel marin ordinaire pour la salaison des fromages à la façon de Suisse, parce qu'il est, *dit-on*, plus doux & plus pénétrant; c'est ainsi du moins qu'on l'a décidé, en se fondant sur l'expérience ou le préjugé. Je ne m'amuserai pas à rechercher si la vérité ou l'erreur y a donné lieu : mais il est sûr qu'il sale près de moitié moins que le sel de mer, à volume égal, parce qu'il est de près de moitié moins pesant; & d'ailleurs quoique ces deux sels soient le même sel; cependant il peut se rencontrer quelque différence entre leurs effets, procédante de celui de l'ébullition.

Quoi qu'il en soit, l'expérience semble avoir décidé que le sel de mer étoit moins propre à la salaison des fromages, façon de Gruyere, que celui formé avec les eaux des sources salées, parce que, *dit-on*, le sel de mer en dessèche d'abord la superficie; il en réunit & resserre trop tôt les pores; les parties salugineuses ne peuvent plus pénétrer jusqu'au centre du fromage; la peau se racornit & durcit; ce qui en est proche est âcre & trop salé, pendant que le milieu est souvent rempli de vers : accidents qui n'arrivent pas aux fromages salés, suivant l'art, avec le sel provenant des sources salées. On trouve en effet ces

derniers également salés dans toutes leurs parties, & bien conservés, même au bout de 60 & de 80 ans; étant fort ordinaire en Suisse d'en avoir de cet âge, qui n'ont d'autre marque de leur vieillesse qu'une couleur tirant sur le roux ardent, & un goût piquant.

De ce qui vient d'être dit, il résulteroit que, pour compter sur le succès de la fabrication du fromage que l'on voudroit établir à la façon de Gruyere, il faudroit nécessairement y employer du sel de Comté : mais comme si l'endroit étoit éloigné, comme l'Auvergne ou autre province de pareille distance, le sel reviendrait avec l'achat & la voiture à 12 ou 15 liv. le quintal, & que le sel de mer pourroit s'acheter à meilleur marché dans le pays, je crois qu'on pourroit éviter cette dépense & avoir le même succès, en prenant les précautions suivantes.

En partant du principe qui est établi, c'est-à-dire, que le sel gemme & les deux autres espèces de sels sont les mêmes, on pourroit faire, avec du sel de mer, un sel évaporé qui auroit les mêmes qualités que celui de Salins.

Il ne s'agiroit pour cela que de faire dissoudre le sel de mer dans de l'eau commune, puiser la dissolution, en observant de ne point ébranler le limon déposé au fond de la dissolution, de la faire évaporer comme il se pratique à Salins, d'avoir soin de l'écumer, & de n'y laisser aucune impureté apparente; ce qui s'appelle raffiner le sel, & ce qui est fort commun dans les Pays-Bas & fort lucratif pour les raffineurs. L'on auroit par ce moyen un sel, tel que l'on prétend qu'il le faut pour la salaison des fromages.

La tentative peut s'en faire aisément, & si elle répond à l'espérance, comme on n'a point lieu d'en douter, rien de plus facile que de l'exécuter en grand, & de faire passer où l'on voudra quelques ouvriers cuiseurs des salines de la Comté.

Cette préparation consommera du bois ; mais l'usage de cette espece de sel se trouvant borné à la salaison des fromages, l'objet n'en sera pas considérable ; & si l'on prévoyoit qu'il pût intéresser l'approvisionnement de quelques villes, alors comme le sel de mer se trouve également partout, & que rien ne détermine l'emplacement de la raffinerie, on pourroit choisir le canton le mieux fourni de bois, & même la placer au milieu de quelque forêt.

Je n'ai pu me refuser à cette digression, parce qu'elle s'est présentée sous une apparence d'utilité, que je n'ai pas cru devoir rejeter.

S E C T I O N I V .

Sur le chlot.

LORSQUE la muire ou l'eau des sources salées a senti le feu pendant quelque temps, elle devient trouble, & commence à déposer un corps étranger de couleur cendrée, gràs au toucher, grumuleux, & que l'on croiroit être plein de sablon fin, en continuant de le frotter entre les doigts.

Cette matiere se nomme chlot, ou chelot, que l'on dit encore terre ou crasse de poêle en quelques salines. C'est cette matiere qui forme le corps de

Técaille ou équille, qui se durcit sur le fond de la poêle, devient aussi solide que la pierre commune, & lie le premier sel qui tombe sur le fond. Son dépôt progressif est fini, lorsque le grain de sel commence à paroître sur la superficie de la muire.

Pour diminuer le progrès de l'écaille, dont l'épaisseur diminue l'action du feu & ruine les fers en les privant du contact immédiat de la muire, on met des vases de fer le long des côtés de la poêle. Ces vases nommés augelots sont d'environ un pied de long sur sept à huit pouces de large, & deux à trois & demi de haut.

Le chlot se dépose dans ces augelots, parce qu'agité par le bouillon dans toute l'étendue de la poêle, il s'y soutient quelque temps : mais le bouillon rompu dans toute la largeur de l'augelor, laisse la liberté au chlot de s'y déposer; on le leve de temps en temps, on le vuide & on le remet en place jusqu'à la fin du chlotage.

Le nombre de ces vases est réglé par le plus ou le moins de chlot dont la muire est chargée.

Le chlot est jeté comme inutile. L'expérience a démontré qu'il ne contient de sel, qu'autant que la muire, d'où il a été tiré, lui en a communiqué; & ce peu de sel, qui est toujours terreux, ne mérite aucune attention. Cette matière fait périr les arbres, lorsqu'on en jette au pied une quantité suffisante pour pénétrer jusqu'aux racines.

En le travaillant avec art & sans addition d'aucun corps étranger, on en tire un sel pareil à celui d'Epsum & de Glaubert, qui n'est aucunement irritant, & qui produit les mêmes effets dans

toutes les maladies, où les deux autres sont propres.

Le sel de Glauber est formé par l'union de l'acide vitriolique avec la base du sel marin ; ce qui fait un sel neutre vitriolique , qui , loin de conserver les viandes , en accélère la corruption , de même que le sel , appelé tartre vitriolé , qui est un autre sel vitriolique ou sel neutre , formé par l'union de l'acide vitriolique & de l'alcali fixe ordinaire des plantes.

Le sel de Glauber se forme en cristaux, comme les autres sels neutres. Il est plus diaphane & plus léger, parce qu'il entre dans sa cristallisation une plus grande quantité d'eau que dans les autres sels. Exposé au soleil ou en lieu sec & chaud, il se couvre promptement d'une poudre très-blanche, & toute sa substance se convertit en pareille poudre successivement & sans l'essuyer. Il ne fond point à l'humidité, il donne des cristaux de grande étendue ; ce sont des prismes à six pans, & chacun des deux bouts est terminé en pointe de diamant par six triangles ; ce qui lui donne un caractère très-distinctif entre les autres sels.

Toutes les sources salées donnent de cette matière, les uns plus, les autres moins ; mais celle de Rosieres en Lorraine en fournit une quantité prodigieuse. La formation de 15 muids de sel donne près de 5 muids de chlot, que les ouvriers prétendent ne pouvoir être entièrement séparé du sel, auquel il est fort nuisible, mais dont un artiste intelligent, vigilant & expérimenté trouvera le moyen de se servir, quand il voudra en faire une sérieuse étude.

Il est à remarquer que, malgré cette quantité

immense de terre ou chlot, l'eau, en sortant de la source, est aussi claire que celle de la fontaine la plus pure.

SECTION V.

Comparaison de la salure du sel marin ordinaire avec celle de celui de Dieuze & de Rosieres.

LE sel provenant des sources salées, également desséché, contient à poids égal, à peu de chose près, autant de parties acides, que le sel formé avec l'eau de la mer par la chaleur du soleil & l'action de l'air; & si l'on trouve quelquefois dans le premier un alcali surabondant, comme il arrive particulièrement à celui qui se fabrique à Rosieres en Lorraine, c'est que le fabricant n'aura pas apporté à ses opérations toute l'attention qu'elles exigent, étant possible de le purger totalement, ou plutôt d'empêcher l'alcali d'y être dominant.

Pour établir la comparaison de ces différents sels, j'ai fait faire à une personne très-versée dans les procédés chymiques, différentes expériences analitiques sur une égale quantité de sel marin ordinaire de Dieuze, dont les sources sont les plus fortes en salures, & de Rosieres qui sont les plus foibles, afin d'avoir les deux extrêmes, qui suffiront pour tirer des conséquences de ce qui est intermédiaire; car il auroit été trop long & même inutile de travailler toutes les différentes eaux salées connues.

Ces expériences sont établies sur deux suppositions ; la première, qu'il y a , entre les corps , certains rapports ou affinités , qui déterminent entr'eux une union plus ou moins facile ; la seconde, que la composition des sels neutres est formée de deux substances , l'une alcaline & l'autre acide.

On appelle sels neutres ou salés , ceux où l'acide & l'alcali sont tellement tempérés l'un par l'autre , que leur union leur a fait perdre les propriétés qu'ils avoient séparément : tels sont les vitriols , le nitre , le sel marin , &c.

Le sel marin , dont il est ici question , est formé d'un acide spécifique & d'une terre ou base alcaline particulière , qui lui donne du corps , & sans laquelle il seroit sous une forme fluide.

On fait que les acides & les alcalis ont des propriétés contraires. Les acides sont volatils ou le deviennent par le moyen du feu , tandis que leur base alcaline demeure toujours fixe : d'où il suit que , pour décomposer un sel neutre , il suffiroit de l'exposer à l'action d'un feu très-violent ; mais par la difficulté de trouver des vases capables de résister à cette opération , & par le danger que pourroit courir l'artiste , on est obligé de se servir d'un intermede , c'est-à-dire , d'une substance propre à s'unir à la base alcaline du sel , pour en dégager l'acide. Cet intermede est l'huile ou la partie acide du vitriol ; & comme cette huile ou acide s'élève plus difficilement que celui du sel marin , & qu'il a d'ailleurs plus de rapport avec la base de ce sel , que n'en a son propre acide , on voit dans l'opération l'acide du sel marin s'élever en vapeurs blanches , & laisser sa base alcaline unie à l'acide vitriolique ; ce qui forme un

nouveau composé, connu sous le nom de sel de Glaubert, dont la médecine fait un grand usage.

Ces opérations, dont il feroit ennuyeux de rapporter les procédés en détail, ont duré environ quatre jours & demi sur chacun desdits sels; & il est si difficile de les faire parvenir à une extrême précision, qu'en les répétant, (qui est la seule preuve que l'on puisse se procurer) il se trouvera toujours quelque différence d'une opération à l'autre, mais qui ne fera pas cependant assez considérable, lorsque ces opérations seront faites à propos, pour que l'on ne puisse en former un résultat fort approchant de la certitude physique.

Par celui desdites opérations, il paroît que le sel marin ordinaire contient un peu plus d'acide, ou, ce qui est la même chose, est un peu plus salé que le sel de Dieuze, & celui-ci plus que le sel de Rosieres, puisque à poids & disséction égale, le sel marin a donné $\frac{6}{854}$ parties d'acide plus que le sel de Dieuze, ce qui revient à $\frac{1}{4}$ & un 16^e. pour cent, & $\frac{24}{854}$ plus que celui de Rosieres; ce qui revient à 3 & un 16^e. pour cent.

On a cherché à confirmer ces expériences par d'autres, & pour cela on a dissous séparément à poids égal, dans une égale quantité d'eau commune, du sel marin ordinaire, du sel de Dieuze & du sel de Rosieres, sur lesquels on a versé, en égale quantité, de la teinture de violettes, qui doit teindre la dissolution en verd, plus ou moins foncé, à proportion des parties alcalines qui y sont plus ou moins abondamment contenues: or la dissolution du sel de mer n'a reçu qu'une légère impression de verd; celle du sel de Dieuze en a

paru un peu plus chargée ; celle du sel de Rosieres l'a été sensiblement plus que cette dernière ; & la même épreuve s'est soutenue sur ces trois sels régénérés. Mais ainsi que nous l'avons déjà observé, il ne résulte de là qu'une preuve de l'existence de la surabondance de la partie alcaline , sans pouvoir déterminer précisément la quantité de l'acide manquant , qui peut seulement l'être , ou à peu de chose près , par l'analyse ci-devant rapportée.

Quant au poids spécifique de ces différents sels , celui formé avec l'eau de la mer , par l'évaporation naturelle de la chaleur du soleil & de l'action de l'air , est le plus considérable de tous , parce que la cristallisation s'étant faite lentement , les parties sont plus serrées , plus compactes , & contiennent , à volume égal , plus de matière , & par conséquent plus de poids , que les sels formés par l'action du feu , dont les parties , divisées par la violence de l'ébullition , laissent entre elles une multitude d'interstices qui enflent le volume , sans produire aucun effet sur la pesanteur : en sorte que ces sels , étant livrés à la même mesure , celle qui donnera en sel gris marin ordinaire un poids de 46 livres , n'en donnera que 24 en sel formé par l'évaporation du feu , soit que ce sel ait été fait avec l'eau de la mer ou avec celle des fontaines salées ; car si les uns & les autres étoient exactement travaillés de la même manière , ils devroient être exactement du même poids & de la même qualité , puisque la matière est la même.

Au reste , étant démontré en chimie que l'ébullition décompose les sels , & qu'une chaleur vio-

lente volatilise, dissipe l'acide, & laisse l'alcali fixe seul, à nu, & privé d'un corps sans lequel le sel ne peut exister, il s'ensuit que dans la cuite des muires, ou évaporation par l'action du feu, on doit préférer celle qui se fait lentement, pour en retirer une plus grande quantité de sel.

SECTION VI.

Des bâtimens de graduation.

POUR former du sel avec de l'eau de la mer, on dispose des aires ou bassins qui ont beaucoup de superficie & peu de profondeur, dans lesquels on introduit l'eau de la mer par des rigoles; le soleil & l'air agissent sur cette eau, l'enlèvent, l'évaporent dans un plus ou moins long espace de temps, suivant l'ardeur du soleil, la qualité & l'activité du vent; étant à observer que la saison de l'été la plus chaude est celle que l'on faisoit pour cette opération.

Le sel, comme plus pesant que les parties aqueuses, demeure inébranlable aux chocs qu'il reçoit; l'action du soleil, les secousses & les ébranlemens de l'air l'élèvent seulement jusqu'à une hauteur de quelques pieds, mais il retombe après quelques pirouettements; ses parties se réunissent, se cristallisent, & enfin forment un corps solide, dont la figure est communément cubique.

L'art a cherché à imiter la nature, par le moyen des bâtimens de graduation; pour cela, il n'a

changé que la forme de l'évaporation : celle de la nature se fait en effet par une disposition horizontale, & celle de l'art se fait par une disposition perpendiculaire.

Les bâtimens de graduation sont à jour, élevés de 20 à 25 pieds de la cuve à la sablière ; on force l'eau , que l'on veut graduer , à monter par des pompes jusqu'au haut de ces bâtimens , d'où elle se distribue dans des auges de 7 à 8 pouces de large & autant de profondeur , disposées suivant la longueur des bâtimens , parsemées de petits robinets , qui , de leur part , laissent passer une quantité d'eau suffisante dans d'autres petites auges , qui n'ont que 3 à 4 pouces de large & environ un demi pouce de haut , dentelées ou entaillées de 2 ou 3 lignes très-près à près , par lesquelles l'eau s'écoule continuellement goutte à goutte ; & ces gouttes , rencontrant , dans leur route , une masse de fascines d'épines de 20 à 25 pieds de haut sur dix de large , se subdivisent & multiplient leurs surfaces à l'infini ; en sorte que l'air auquel cette division donne beaucoup de prise , emporte dans l'espace ; comme une rosée , les parties douces de l'eau qui se sont trouvées soumises à son action , pendant que les parties qui demeurent chargées de sel , déterminées par leur poids , décrivent constamment une perpendiculaire , & se précipitent dans les bassins destinés à les recevoir ; d'où elles sont ensuite élevées par d'autres pompes , qui les portent dans une autre division d'augets , pour retomber par la même manœuvre que ci-devant , dans une autre division de bassins , & successivement jusqu'au dernier , le nombre étant proportionné à la qualité

de l'eau plus ou moins forte en salure. On donne à la plus foible, telle que celle d'un degré & demi, jusqu'à sept divisions, & l'on peut les pousser jusqu'à 28 degrés de salure en trois jours dans la bonne saison.

Plus la disposition des bâtimens de graduation est parfaite, plus les différentes économies sont sensibles; leur forme, leur exposition, la manière d'élever les eaux, l'attention aux progrès de la salure pour éviter un travail inutile, & ménager un temps précieux, le gouvernement des robinets qu'il faut conduire suivant les changements & le caprice du vent, & mille autres détails, que l'on croiroit indifférens, sont d'une importance extrême.

Suivant les mémoires de l'académie des sciences, l'air peut consommer & évaporer dans une année 32 pouces d'eau; il n'en tombe cependant que 18 à 20: l'air peut donc dessécher au delà du tiers de l'eau que les pluies peuvent fournir; ce qui augmenteroit beaucoup par la multiplication des surfaces que les bâtimens de graduation font présenter à l'eau; ainsi cette mécanique contient démonstrativement en elle des moyens certains d'une économie considérable.

Pour pouvoir déterminer avec certitude l'étendue des bâtimens nécessaires à graduer une source salée, il en faut connoître avec précision la possibilité & la qualité; mais pour en donner une idée générale, de même que de l'économie qui en résulte, on dira que pour faire, par le moyen de la graduation, 7000 tonneaux de sel de 650 liv. pesant, avec de l'eau à quatre degrés ou quatre pour cent, il faut environ 3000 pieds de bâti-

ments, 4 à 5000 cordes de bois, & que sans cela il en coûteroit 30 à 32,000 cordes pour pareille quantité de sel ; ce qu'il est facile de démontrer.

Si une eau ne porte qu'un degré de salure, & que l'on en veuille tirer 28 liv. de sel, il faut faire évaporer 27 quintaux 72 livres d'eau ; si on la pousse à 28 degrés de salure par la graduation, il ne faudra plus faire évaporer que 72 liv. d'eau, pour avoir la même quantité de sel : rien de plus aisé que d'en calculer le bénéfice.

On ne connoît point l'auteur de cette mécanique : mais il est à présumer qu'elle est fort ancienne, & que la saline de Sultz en Basse-Alsace a fourni le modele de celles qu'on a établies depuis. On peut en effet assurer qu'elle est la plus ancienne, lorsqu'on fait que celles de Suisse, de Savoie & d'Allemagne sont absolument modernes ; & il est étonnant que l'on n'ait pas plutôt fait attention à celle de Sultz, qui est sur le grand chemin de Strasbourg à Mayence, entre Wissembourg & Haguenau, & exposée à la vue de tout le monde.

Il n'y a personne, ni à Sultz ni aux environs, qui sache l'origine de cette saline ; le plus ancien titre, qu'on connoisse y avoir rapport, est un contrat d'acquisition de l'année 1665.

Elle subsistoit avant les guerres de Suede, pendant lesquelles elle fut ruinée, rétablie à la paix, & donnée à emphytéote par la maison de Fleckenstein à celle de Krug-de-Nida, moyennant le dixieme du produit en sel. Krug la vendit ensuite à Furst qui la répara de nouveau. Le fonds appartient maintenant à M. le prince de Rohan, comme

comme baron de Fleckenstein ; la source en est foible en quantité & en qualité , & ne peut fournir annuellement qu'environ 150 muids de sel du poids de 650 livres chacun ; ce qui fait un très-petit objet.

ARTICLE II.

Sur les aides ou impôt sur le vin.

PLEUSIEURS auteurs prétendent que Chilpéric est le créateur de l'impôt sur le vin , & que son domaine ne suffisant pas à sa dépense , il ordonna le premier qu'il seroit pris à son profit la quatrième partie du vin qui seroit vendu. Voici ce qu'en rapporte Mezerai.

« Chilpéric & sa méchante femme Frédégonde accabloient le peuple d'impôts : ils avoient mis une amphore de vin (l'amphore faisoit la septième ou huitième partie du muid) sur chaque demi-arpent de vigne , plusieurs autres charges sur les autres natures de biens , & des tributs sur les têtes de leurs serfs , & ensuite sur tous les hommes libres , en sorte que leurs sujets s'enfuyoient de leur royaume comme d'un lieu de torture , & s'en alloient peupler ceux de Gontran & de Childebert. »

Les états , assemblés à Paris , accordèrent le même droit à Charles V pour la rançon du roi Jean son pere , & en outre 12 deniers par queue de vin François , & 24 sous sur celui de Bourgogne en arrivant à Paris. Il est fait mention du

Tome IX.

Q

droit de quatrieme dans un édit de Charles VI de l'an 1408.

Cependant Montrelet dit « que ce ne fut que » Charles VII qui l'impofa, & qu'avant on ne » levoit que le centieme, qui fut fucceffivement » mis au cinquantieme, au vingtieme, au hui- » tieme, au fixieme, & enfin au quatrieme ; ce » qui eft de sûr, c'eft que le 31^e. article de » l'ordonnance de ce prince de l'an 1352, établit » des commis pour la vifite & recherche des » caves & celliers. »

Louis XII affujettit, fans exception, tous ceux qui vendroient du vin en détail au paiement du quatrieme, non compris ceux qui auroient droit & privilege au contraire.

Henri II impofa 4 fous 6 deniers fur chaque muid de vin qui entreroit à Paris.

L'an 1561, Charles IX ordonna le nouveau fubfide de 5 fous fur chaque muid de vin qui entreroit à Paris, que Henri III porta jufques à 20 f. Le même roi établit le gros en 1584, & ce fut auffi lui qui obligea les cabaretiers & taverniers à prendre des lettres de permiffion, pour avoir enfeignes ou hôtellerie.

Henri IV confirma tous ces établiftemens, & impofa de plus un nouveau droit fur le vin voituré en Bretagne par la Loire.

Louis XIII & Louis XIV non-feulement ont fuivi & confirmé ce qu'ils ont trouvé établi, mais ils ont encore fait plufieurs augmentations, qui donnerent lieu à divers réglemens, dont la multiplicité embarraffoit également les juges & les prépoſés au recouvrement. Il fut dressé, au mois de juin 1660, une ordonnance, fous plu-

heurs titres, dans laquelle on a rassemblé, compilé & rédigé tout ce qui a rapport à cette matière, soit pour le fond du droit, soit pour la forme de la perception, soit enfin pour la procédure à observer, en cas de contestation ou de contravention.

Le premier bail des aides a été fait en 1614; il n'étoit que de cinq cent dix mille livres, & le prix en étoit reçu par les receveurs-généraux des finances, conjointement avec la taille.

M. de Boulainvilliers donna en 1716 un projet, pour changer & rectifier les inconvénients de la perception du droit d'aides; quoique défectueux, il ne laissa pas d'être écouté. C'étoit de le supprimer entièrement; & pour en tenir lieu, d'établir sur tous les cabaretiers du royaume, dans les villes & à la campagne, un droit de bouchon, dont il prétendoit que le produit pourroit monter à vingt-quatre millions, presque sans frais & sans surcharge, bien entendu que la vente du détail seroit réservée aux seuls cabaretiers: voici son calcul.

Il y a en France 48,112 paroisses, moitié à la campagne; & moitié dans les villes closes. Parmi celles de la campagne, il s'en trouve beaucoup où il n'y a point de cabarets; mais aussi beaucoup en ont trois ou quatre; sur quoi il estime qu'il n'y a point d'erreur à en donner un à chaque paroisse de campagne, ce qui fait vingt mille.

A l'égard des 28,112 paroisses restantes, il évalue les cabarets à 40,000; ce qui fait en tout 60,000, tant à la campagne que dans les villes, dont il y en a; sur-tout à Paris, qui vendent jusqu'à 200 muids de vin, & qui paient par con-

équient 7 à 8,000 liv. par an, à raison de 36 liv. le muid, pendant qu'au moyen de son projet, le cabaretier le plus accrédité ne paieroit que 400 livres, & le plus foible que 50 livres, pour quoi il forme six classes :

S A V O I R,

10000 Cabaretiers à 50 liv. . . .	500,000 liv.
10000 100	1,000,000
10000 150	1,500,000
10000 200	2,000,000
10000 300	3,000,000
10000 400	4,000,000
<hr/>	<hr/>
60000	12,000,000 liv.
<hr/>	<hr/>

En doublant, les plus foibles paieroient 100 liv. & les plus forts 800 livres ; ce qui produiroit 24,000,000 liv.

On ne peut pas nier que la perception actuelle des droits d'aides n'ait besoin de réforme ; la variété de la quotité & la multiplicité des droits exigent une forme coûteuse, compliquée & contentieuse, qui donne des entraves au commerce & à la consommation de cette denrée. « Quelle » funeste science, dit M. Melon dans son *essai* » *politique sur le commerce*, qui, ne pouvant s'ap- » prendre qu'avec tant de difficultés pour les fer- » miers, laisse de malheureux redevables, qui » ne savent pas lire, accablés d'un monstrueux » assemblage de procédures ! »

Mais le projet de M. de Boulainvilliers, en la

détruisant , établit une source d'injustices , sans assurer cette partie des finances du roi. En effet , sans parler des privileges des provinces , de ceux des villes , des communautés & des particuliers auxquels il ne fait aucune attention , comment peut-on former un plan général & commun , sur une conformation qui dépend de tant de circonstances ? La situation du cabaret , l'intelligence & l'activité du cabaretier lui attireront un débit prodigieux , pendant qu'un autre cabaret , moins avantageusement placé , & un cabaretier moins entendu , ne vendra presque rien ; cependant ils devront payer également , parce qu'on les aura mis dans la même classe. Il n'y a nul principe , nulle proportion & nulle sûreté dans les produits ; ceux qui gagneroient à ce marché paieroient bien , ceux qui gagneroient peu paieroient mal , & ceux qui perdroient ne paieroient point du tout.

L'objet du produit des aides est trop intéressant pour l'état , & trop indispensablement nécessaire aux dépenses de la couronne , pour hasarder de renverser l'ancien établissement , afin d'adopter un système qui , au premier coup-d'œil , présente tant d'inconvénients & d'incertitude dans le produit : ainsi la prudence veut que l'on s'en tienne à l'usage actuel , jusqu'à ce qu'il paroisse un projet d'une exécution plus simple & plus avantageuse. Il y a des maux connus que l'on est obligé de laisser subsister dans la crainte d'un plus grand mal , & faute d'un remède sur le succès duquel on puisse compter. En attendant qu'il soit trouvé , voici celui dont il seroit à désirer que l'on pût faire usage.

Les vins des bons crus de France sont conf-

ramment supérieurs à ceux des autres pays , pour l'usage ordinaire de la table ; ils sont sans goût de terroir & sans liqueur ; ils ont de la force sans être fumeux , & du corps sans être âcres : d'ailleurs il se fait avec les vins des petits crus une grande quantité d'eau-de-vie , qui passe pour la meilleure & la plus saine du monde , & dans quelques provinces on fait du cidre & de la bière.

Le vin & les autres liqueurs fermentées sont nécessaires à la santé ; & l'on ne sauroit en priver les hommes , sans courir risque d'altérer leur constitution. Il se peut faire que l'eau soit une boisson plus naturelle & plus saine ; mais il faudroit ne s'être pas accoutumé à un autre régime.

Le commerce de ces liqueurs a deux objets ; la consommation qui s'en fait au dedans , & la vente qui s'en fait au dehors : l'un & l'autre sont très-considérables , très-intéressants , & sont une des plus grandes sources des richesses de l'état. Pour en tirer tout l'avantage possible , il me paroîtroit convenir d'observer ce qui suit.

1°. Quant à la consommation du dedans , au lieu de cette multitude immense de différents droits , on devroit les réduire à un seul , uniforme , raisonnable & tel qu'il ne pût nuire à la culture des héritages , & au desir que chacun a de travailler & de faire produire à la terre tout ce qu'elle est capable de rendre.

2°. Imposer ce droit ainsi réformé seulement sur la vente en détail , en prenant les mesures & les précautions convenables pour empêcher les fraudes , & laissant subsister les droits d'octrois , &

autres qui se perçoivent sur les boissons à l'entrée des villes où il y en a d'établis.

3°. Assujettir à ce nouveau droit les provinces où les aides n'ont point eu cours jusqu'à présent, nonobstant leurs privilèges & l'usage.

Je sens les objections que l'on peut faire sur cette proposition, & particulièrement sur le dernier article : mais on doit sentir pareillement les avantages qui résulteroient de cette uniformité, si on faisoit le temps & les circonstances convenables, & qu'on fît trouver à ces provinces une diminution proportionnée sur les autres impôts. On ne peut regarder ce projet comme impraticable, & l'on doit convenir qu'il faudra toujours moins de génie pour changer cette imposition en un droit simple, qu'il n'en a fallu pour imaginer les loix qui subsistent aujourd'hui.

Ce qui vient d'être dit à l'égard du vin, devrait avoir lieu pour le cidre & l'eau-de-vie : mais pour la bière, comme les brasseries consomment une grande quantité de grain, qui pourroit être plus utilement employé, & que la consommation de cette liqueur nuit à celle du vin, il conviendrait de régler le droit qui se paie à la fabrication, à proportion de la valeur du prix des grains au mois de janvier de chaque année ; en sorte que, dans celles qui seroient abondantes, le prix de la bière se trouvât augmenté d'un tiers ou d'un quart, & que, dans les années de disette, le droit fût assez fort pour empêcher de brasser : c'est ce qu'on appelle en finance droit exclusif.

4°. Quant à la consommation du dehors, il faudroit la favoriser, autant qu'il seroit possible,

en la débarrassant de toutes les entraves auxquelles elle est assujettie, & en réduisant les droits de sortie, tant par terre que par eau, à un droit uniforme, unique & modéré. La maxime fondamentale du commerce est de procurer, par toutes sortes de voies, la sortie & le débit des denrées surabondantes du crû & des fabriques d'un état, & d'éloigner l'entrée de tout ce que l'art ou la nature donne à cet état en quantité suffisante.

Les avantages qui résulteroient de cette augmentation de commerce & consommation intérieure & extérieure, ne tarderoient pas à influencer sur toutes les autres branches, par l'abondance des espèces qui entreroient dans le royaume, & par le plus grand mouvement de celles qui y sont déjà.

L'auteur du détail de la France, dont les réflexions ne sont point à mépriser, dit au second vol. p. 15, en parlant de l'excès & de la multiplicité des droits d'aides : « Dans la seule élection » de Mante, le revenu des vignes, tant par un » abandon entier de la plus grande partie, quoi- » qu'autrefois d'un très-grand produit aux pro- » priétaires, que par la diminution sur celles qui » subsistent encore, va de perte à 2,400,000 liv. » de compte fait par un calcul juste & certain » vérifié sur les lieux ; & comme les revenus en » fonds, bien que menant ceux d'industrie, n'en » font pas la quatrième partie, ces derniers les » excédant beaucoup davantage, c'est plus » de 10,000,000 de perte en pur nantissement » sur une seule élection ; & ce sort étant arrivé » à l'élection de Mante par une cause générale » à tout le royaume, on en peut tirer les mêmes

» conséquences , & supposer certainement la
 » même perte pour toute la France. »

Si - tôt qu'une marchandise est poussée au delà de sa valeur naturelle , la consommation cesse ou diminue considérablement ; si-tôt que les droits imposés sur une denrée sont trop forts , ils ne manquent pas de produire ces mêmes inconvénients ; d'où il résulte nécessairement un troisieme , qui est la diminution du droit même. L'on ne sauroit donc avoir trop d'attention à entretenir cette juste proportion , sans laquelle le commerce ne peut subsister ; les cultures cessent ou s'affoiblissent ; les revenus de la nation diminuent dans toutes leurs parties , parce qu'elles ont entr'elles une liaison intime & indissoluble ; & la richesse du prince s'anéantit , parce qu'il n'en a d'autre que celle de ses sujets.

ARTICLE III.

Sur le tabac.

LE tabac qui fait maintenant un objet considérable dans les finances du roi , n'est connu en France que depuis l'an 1560 ; temps auquel les Espagnols l'apportèrent des Indes.

Les peuples du continent de l'Amérique l'appellent *petun* , ceux des Isles le nomment *yoly* ; le nom de *tabac* lui a été donné de celui de *Tabaco*, province du royaume de Jucatan , où les Espagnols en virent pour la première fois.

Selon le discours que Baillard a fait sur cette

plante, page 29, le tabac faisoit autrefois partie du culte que les Américains rendoient à leurs dieux : ils en mettoient sur le bûcher, au lieu de victimes. Ils le plaçoient sur les autels, où il étoit l'objet de leurs adorations ; & s'ils se trouvoient en danger par quelque tempête, ils en jetoient dans la mer, dans l'espérance de calmer, par cet hommage, le courroux du ciel & des flots.

Jean Nicot, ambassadeur de François I, auprès de Sébastien, roi de Portugal, en présenta à la reine Catherine de Médicis & au grand prieur de France, lorsqu'il fut de retour de son ambassade : ce qui fit que cette plante fut connue pendant quelque temps en France sous les trois noms de *petun*, *nicotiane*, & *herbe à la reine*. Elle y a été encore appelée *herbe de Tournabon* & *de Sainte-Croix*, du nom de ceux des cardinaux, qui furent légats, l'un en Portugal & l'autre en France ; mais toutes ces dénominations différentes ont fait place à celle de *tabac*, qui est maintenant la seule en usage.

Au rapport du chevalier Chardin, le tabac croît presque sans culture dans toute la Perse, & particulièrement dans la Susiane & aux environs du Sein-Perfique : mais on ne fait si cette plante en est originaire, ou si elle y a été rapportée d'Egypte, comme quelques-uns le prétendent.

« Quoi qu'il en soit, on voit, dit-il, dans un » traité géographique de la Parthide, écrit en » langue Persane, que des ouvriers travaillant » au rétablissement de la ville de Sultanie, trouverent des pipes & du tabac haché dans une » urne renfermée dans un monument que l'inf-

» cription faisoit connoître avoir 400 ans d'anti-
 » quité. » Si ce fait est aussi certain que Chardin
 l'affure, il faut que les Portugais renoncent à la
 prérogative d'avoir enrichi la Perse & l'Inde de
 cette plante. Je dis enrichi, parce que c'est effecti-
 vement un véritable trésor, soit à cause de l'aug-
 mentation qu'elle apporte aux finances, soit à
 cause de ses vertus médicinales & salutaires.

« En effet, *dit le même Baillard déjà cité*, le
 » tabac, contenant beaucoup de soufre, de sels
 » & d'esprits, doit être considéré comme une
 » médecine ou panacée universelle. C'est, *ajoute-*
 » *t-il*, le plus riche trésor dont le ciel ait favo-
 » risé les humains; il réunit toutes les qualités
 » des autres simples. La nature, ayant fait ce
 » miracle, ne devoit pas nous le cacher pendant
 » tant de siècles, & nous serions en droit de
 » l'accuser d'injustice, de ce qu'elle nous a pré-
 » féré des nations ensevelies dans les ténèbres de
 » l'ignorance & de la barbarie. »

Les peuples de l'une & l'autre Indes, chez
 lesquels croît le tabac, en tirent de grands secours
 pour la guérison de leurs plaies & de leurs mala-
 dies. Dans les commencements qu'il a été connu
 en Europe, il étoit particulièrement employé
 dans la médecine, & guérissoit ou soulageoit les
 maladies les plus dangereuses & les plus opiniâ-
 tres. Jean Néander, médecin habile de la ville de
 Leyde, dans son traité du tabac, imprimé à Lyon
 en 1626, en rapporte une multitude de cures
 qui tiennent du miracle. Le président Nicot en
 avoit fait de très-extraordinaires, par la seule
 application de cette plante. Tous les botanistes
 de ce temps lui attribuent des vertus surprenantes

& par cette raison, ils l'appellent *l'herbe-sainte* ; ou *saine-sainte*. Mais aujourd'hui un Européen ne lui connoît presque d'autre mérite que celui de contribuer à son amusement. Elle est devenue trop commune pour qu'on ajoute encore foi à ses vertus : elle n'en a cependant pas moins qu'elle en avoit il y a près de deux siècles. Mais tel est l'esprit de l'homme , il méprise ce qu'il possède, & court après ce qui le fuit ; il néglige les choses les plus utiles & les plus salutaires , parce qu'elles croissent sur ses pas , & met tout en œuvre pour acquérir des choses indifférentes , parce qu'elles sont rares.

Le fameux Piétro Dellavalle , de l'académie des humoristes , qui voyageoit en Turquie dans l'année 1614, dit que « les Turcs étoient ac-
 » coutumés à prendre du tabac en compagnie ;
 » mais qu'il ne l'a pas voulu éprouver , quoiqu'il
 » en eût déjà eu connoissance en Italie , où plu-
 » sieurs , *dit-il* , le savent prendre , & particu-
 » lièrement le signor cardinal Crescentio , qui
 » s'en sert quelquefois par forme de médecine ,
 » de l'avis du signor dom Virginio Urimo , qui a
 » été le premier , si je ne me trompe , *dit cet*
 » *auteur* , qui l'a apporté d'Angleterre à Rome il
 » y a quelques années : mais ici , *continue-t-il* ,
 » on en prend à toute heure , par forme d'amuse-
 » ment & avec diverses postures inouïes ; on en
 » fait sortir la fumée par le nez : ce qui me sem-
 » ble autant vilain , qu'ils l'estiment galant. »

Quelques navigateurs François découvrirent la Virginie en 1524 ; mais ils ne pénétrèrent pas assez avant dans le pays , pour connoître les mœurs des habitants. Les Anglois y jeterent le fonde-

ment de leur établissement en 1585. Ils trouverent que le tabac y croissoit abondamment, & que le principal usage, que les habitants en faisoient, étoit de le fumer avec des pipes de terre cuite. Ils apportèrent cet usage en Angleterre, d'où il s'est ensuite répandu par toute l'Europe. Guillaume de Mera, médecin à Delft, dit dans sa lettre au docteur Néander, du mois d'octobre 1621, qu'il a vu fumer, pour la première fois, à Leyde en 1690.

Il s'éleva en France un grand orage contre le tabac en 1699. Quelques médecins soutinrent que l'usage en étoit mortel ; mais d'autres n'en blâmoient que l'excès. La question fut souvent agitée dans des consultations particulières ; & enfin la faculté de médecine en fit une thèse publique, à laquelle M. Fagon, premier médecin du roi, présida le 26 mars de la même année.

Les antagonistes de cette fameuse plante n'oublièrent rien pour la décrier. Ils l'accusèrent d'être âcre, mordicante, corrosive, d'attaquer les nerfs, de faire perdre la mémoire : mais le contraire fut prouvé par une multitude d'expériences qui en avoient été faites, soit par les opérations de la chymie, soit par l'usage ordinaire ; en sorte qu'il demeura pour constant & reconnu, qu'elle renfermoit plusieurs vertus très-salutaires, & que l'excès seul en pouvoit être nuisible : vice commun à tout ce que la nature fournit de plus parfait. Le vin, cette liqueur amie de l'homme, ce baume précieux, ce stomachique puissant, ne devient-il pas un poison par l'excès qu'on en peut faire ?

Le commerce du tabac, découvert depuis 1560,

ainsi que je viens de l'observer, & dont on faisoit usage dans tous les lieux qui environnent la France, fit si peu de progrès dans ce royaume, pendant le reste du seizieme siecle & les premières années du dix-septieme, qu'on ne trouve aucune ordonnance ni réglemens qui en fassent mention avant l'an 1629.

Le roi informé qu'il entroit en France beaucoup de tabac étranger, sans payer aucun droit d'entrée, sous prétexte que cette herbe n'avoit point été comprise dans les anciens tarifs & pancartes, & que les peuples, à cause du bon marché, en prenoient à toute heure, dont leur santé pouvoit être altérée, ordonna, par déclaration du dernier décembre audit an, que tout le *petun* ou *tabac*, qui seroit apporté des pays étrangers dans le royaume, paieroit à l'avenir 30 sous par livre pesant pour droit d'entrée; & pour favoriser l'établissement & l'accroissement des colonies & du commerce, cette même déclaration exempta de tous droits le tabac qui proviendrait des îles Françaises.

Au rapport de Jean Néander, médecin de Leyde, il venoit, dès le commencement de l'autre siecle, une si grande quantité de tabac des Indes en Hollande, que quoique le droit d'entrée, imposé sur cette plante par les états généraux, fût très-modique, cependant il produisoit plus de 30,000 fl. à la caisse publique.

Les choses subsisterent en France, comme je l'ai dit, jusqu'au 27 décembre 1674, que le roi, par déclaration dudit jour, établit dans le royaume la vente & la distribution exclusive du tabac; à ce déterminé par l'exemple des princes

voisins, & parce que le tabac n'étant point une denrée nécessaire à la santé, ni à l'entretien de la vie, il trouvoit un moyen facile de soulager les peuples d'une partie des dépenses de la guerre, sans cependant augmenter le prix en détail du tabac.

En conséquence, le dernier novembre audit an, il fut fait, pour la première fois, bail & adjudication à Jean Breton, pour le temps de six années, de la vente exclusive, dans toute l'étendue du royaume, de toutes sortes de tabacs, avec faculté de vendre celui du crû du royaume, 20 sous en gros & 25 sous en détail, & celui du pays étranger, 40 sous en gros & 50 sous en détail; moyennant la somme de 500 mille livres pour les deux premières années, & celle de 600 mille livres pour les quatre dernières. Mais comme on joignit confusément à ce bail le droit de la marque de l'étain, consistant en un sous pour liv. pesant de tout celui qui seroit fabriqué dans le royaume, & que c'étoit alors presque la seule matière dont on fit de la vaisselle pour la table, la faïence n'étant pas encore fort en usage, ce droit faisoit une grande partie du produit; ainsi l'on ne peut dire au juste quelle étoit la somme pour laquelle celui du tabac entroit dans la totalité dudit bail.

Cette ferme a passé successivement des mains de Jean Breton en celles de Claude Boutet, Jean Fauconnet, Pierre Domergue, Pierre Pointeau, Thomas Templier, Nicolas du Plantier, Germain Gaultier, Charles Michault & Guillaume Fitz.

Le bail de ce dernier ne subsista que quatre

ans, parce que la ferme en fut unie à la compagnie d'occident, sous le nom de Jean Lamiral, pour six années, par résultat du premier août, 1718, moyennant quatre millions vingt mille livres par an : mais il lui fut permis de retenir par ses mains les deniers qui en proviendroient, attendu que le roi avoit aliéné pareille somme à son profit.

Ce privilège fut révoqué par arrêt du 29 décembre 1719, & converti en un droit à l'entrée, pour lequel ladite compagnie devoit payer le même prix de quatre millions vingt mille livres. Le commerce & la fabrication furent déclarés libres & permis à tous les sujets du roi : mais afin de procurer l'accroissement du commerce & de la culture du tabac dans les colonies Françoises, & éviter la contrebande qui se faisoit avec facilité, pendant que les plantations étoient au milieu du royaume, il fut défendu à toutes personnes d'ensemencer leurs terres en tabac, sous peine de dix mille livres d'amende.

Peu de temps après, les produits se trouvant presque anéantis par la mauvaise administration de la compagnie, le roi, pour éviter la ruine entière de cette ferme, rétablit la vente exclusive par arrêt du 29 juillet 1721, & autre du 19 août suivant. Il en accorda le bail, pour neuf années, à Edouard du Verdier, à commencer au premier septembre, moyennant treize cent mille livres pendant les treize premiers mois, dix-huit cent mille livres pour la seconde année, & trois millions pour les trois dernières années ; & encore à la charge de payer à l'adjudicataire des fermes unies, pour tous droits d'entrée, sortie, passage & autres, la somme de cent mille livres pour

pour chacune des années de son bail ; lequel fut résilié par arrêt du 6 septembre 1723 , rendu & aliéné de nouveau à la compagnie des Indes , sous le nom de Pierre le Sueur, pour en faire la régie & l'exploitation , ainsi qu'elle aviseroit , & pour son plus grand avantage , moyennant qu'elle quittât le roi de quatre-vingt-dix millions de livres , sur les cent millions qu'elle avoit portés au trésor royal par forme de prêt ; ce qui fut confirmé par édit du mois de juin 1725 , & a subsisté jusqu'au premier octobre 1730. A cette dernière époque , le tabac a été réuni aux fermes générales, par résultat du 5 septembre 1730, sous le nom de Pierre Carlier pour deux années , & pour six ans sous le nom de Nicolas Desboves ; moyennant sept millions cinq cent mille livres pour les quatre premières années , & de huit millions pour les quatre autres , avec faculté de vendre le tabac supérieur à 50 sous la livre en gros & 60 sous en détail , ainsi qu'il avoit été accordé à la compagnie des Indes par les arrêts des 26 janvier & 2 février 1726.

La culture du tabac étoit très-commune en France, & particulièrement du côté de Bordeaux : mais depuis l'arrêt du conseil du 29 décembre 1719 & la déclaration du 17 octobre 1720 , toutes les plantations de l'intérieur ont été détruites , & il ne s'en cultive plus en aucun endroit du royaume , si ce n'est en Alsace , en Artois & en Franche-Comté , dont on a pu laisser subsister les privilèges , ou plutôt l'usage , avec moins de danger & d'inconvénient que dans les autres provinces , qui sont frontières & en dedans du privilège exclusif.

Avant la réunion éventuelle que Louis XIV fit

de la Lorraine & du Barrois à la couronne, il se cultivoit , dans ces deux duchés , autour de 1800 arpents en tabac , mais d'une qualité si inférieure à tous les autres crûs , que , sans les encouragements du souverain , à qui il importoit d'empêcher que l'espece ne passât à l'étranger pour l'achat des matieres, ses sujets y auroient certainement renoncé. Aussi ces raisons politiques ayant cessé par cette réunion , les plantations ont cessé presqu'en même temps , sans efforts & sans contrainte; & les mêmes terres , qui consommoient un engrais infini , & qui étoient épuisées par la culture du tabac , ont été remises en bled à la satisfaction des seigneurs & des propriétaires. Les ducs de Lorraine avoient établi le privilege de la vente exclusive dans leurs états , à l'instar de la France , qui l'a soutenu depuis qu'elle est en possession réelle de ce duché.

Lorsque le comtat d'Avignon n'étoit pas uni à la France , les plantations de tabac y étoient libres , comme elles l'ont été dans la principauté de Dombes & dans la vicomté de Turenne : mais dans ces temps , le pape , par un traité du 20 février 1724 fait avec le roi de France , s'est obligé de les détruire; & le 20 mars suivant , il a consenti au bail de la vente exclusive du tabac aux fermiers-généraux du monarque François , lesquels ont aussi affermé ce même droit de M. le duc du Maine dans la principauté de Dombes : & à l'égard de la vicomté de Turenne , le roi de France en ayant acquis la propriété du duc de Bouillon , la ferme du tabac , que les fermiers-généraux tenoient auparavant de lui , s'est trouvé naturellement réunie au bail général ; au moyen

de quoi les versements ne sont plus à craindre de la part de ces pays sur le privilege exclusif, & l'exploitation s'en fait avec plus de facilité.

Pour que la ferme du tabac pût être de quelque objet dans les finances, il étoit indispensable de détruire, comme on l'a fait, les plantations de l'intérieur, à cause de l'impossibilité, qui auroit perpétuellement subsisté, d'empêcher qu'une bonne partie des récoltes ne fussent répandues en fraude : mais il semble qu'avant de prendre ce parti il auroit été nécessaire d'assurer la culture de cette plante dans les colonies nationales, pour ne pas demeurer à la merci de l'étranger, & n'être pas obligé de porter annuellement, dans la balance de son commerce, une contribution aussi exorbitante.

L'arrêt du conseil du 29 décembre 1719, qui défend la plantation dans le royaume, sous peine de dix mille livres d'amende, annonce bien que c'est pour procurer l'accroissement du commerce & de la culture du tabac dans les colonies Françaises. La déclaration du dernier décembre 1729, impose 30 sous de droits à l'entrée par chaque livre de tabac étranger, & exempte ceux venant des îles Françaises : mais il falloit trouver des moyens plus puissants & plus actifs. On devoit fournir aux habitants de ces colonies naissantes, des vivres, des vêtements, des outils, des munitions, des armes, des places pour se mettre à couvert des insultes des sauvages, & de l'invasion de leurs ennemis d'Europe ; c'est-à-dire, qu'il falloit que la France conduisît ses desseins à leur perfection, achevât ce qu'elle avoit commencé à grands fraix, qu'enfin elle le soutînt & le protégeât par une marine suffisante.

Privés des récoltes du royaume, & sans que les colonies puissent y suppléer, les François, depuis 1720, tirent leurs tabacs de Virginie, de Maryland & de Hollande pour les qualités supérieures, & pour les inférieures, de Flandre, d'Artois & d'Alsace; & leurs manufactures pour le tabac en corde & en poudre sont à Dieppe, au Havre, à Morlaix, à Toulouse, à Tonneins, à Arles, à Clermont en Auvergne, & à Nanci en Lorraine.

Il ne paroît pas qu'il y ait aucune économie ni aucun arrangement à proposer quant à l'exploitation & à l'amélioration de la régie de cette ferme, pour la rendre plus utile & pour en augmenter les produits : l'intérêt, la vigilance & l'expérience des fermiers-généraux va certainement plus loin que toutes les réflexions que pourroient faire ceux à qui cette matiere est étrangere. Cependant on les a blâmés d'avoir poussé trop haut le prix du tabac supérieur, ou du moins de n'en point avoir de qualité inférieure pour le commun du peuple des provinces. Il ne paroît pas juste, *dit-on*, de le tenter, & ensuite de le priver d'une denrée dont il auroit grande envie de faire usage, mais à laquelle il ne peut atteindre, parce que le prix surpasse ses moyens. Il en résulteroit d'ailleurs deux avantages qui paroissent évidents; l'un que le bas prix du tabac de privilege décréditeroit celui de contrebande; & l'autre que la consommation augmenteroit, non-seulement par cette raison, mais encore parce qu'il est certain que, dans toutes les provinces de l'intérieur où le tabac a toujours été à haut prix, & où la fraude pénètre difficilement, une grande partie du menu peuple & sur-tout celui de la campagne, ce qui fait le

plus grand nombre , ne connoît point le tabac. C'est ce que ceux , qui ont eu occasion de parcourir ces provinces , ont pu remarquer facilement.

Mais une preuve plus sûre , c'est que la consommation s'est soutenue dans ces mêmes provinces pendant les années 1740 & 1741 , quoique le bled ait été si cher ; que sans les secours du gouvernement & les charités des particuliers , plusieurs seroient morts de faim : doit-on croire que ces misérables se fussent privés de pain pour acheter du tabac ? & n'est-il pas plus naturel de penser que l'usage du tabac n'a pas encore descendu en France d'une façon sensible , au dessous de la classe des aisés , lesquels , nonobstant la disette , sont en état de continuer leurs achats ordinaires de tabac ? & c'est ce qui soutient la consommation , qui d'autre part ne souffre aucune diminution , par la privation de la classe inférieure , à laquelle le haut prix de cette denrée n'a pas permis , jusqu'à présent , d'en faire usage.

On a encore improuvé l'arrêt qu'ils ont obtenu , portant défense de vendre du tabac rapé. Le fondement sur lequel cette défense est établie , paroît cependant bon ; c'est que , le tabac ainsi dénaturé , on ne peut plus juridiquement distinguer le faux d'avec le vrai : mais comme le plus grand nombre des consommateurs n'a ni le temps de raper , ni les moyens de faire raper par autrui , il auroit fallu , pour y suppléer & tirer quelque avantage de cette contrainte , que la ferme eût rapé elle-même.

Si la défense de raper a produit quelque augmentation dans les ventes , c'est ce que le public ignore : mais il est connu que le rapage n'a fait

que changer de main. Il étoit auparavant dans celles des débitants , il est aujourd'hui dans celles des Suisses de maison & des Savoyards , sur lesquels la ferme n'a aucun droit ni inspection , si ce n'est dans le cas où ils sont surpris en contravention ; ce qui est fort rare par toutes les facilités qu'ils trouvent à se cacher. La ferme paroît donc s'être dépouillée volontairement d'une police qu'elle pouvoit faire exercer à toute heure par ses commis , & cela pour remédier à un mal qu'il ne sera jamais possible de guérir , qu'en empêchant l'introduction à la frontière. C'est à quoi le conseil doit essentiellement s'attacher : sans matière de fraude il n'y a point de fraude : quel avantage pour le roi ! quel bien pour le peuple ! si , comme il est très-possible & très-facile à démontrer , la consommation de cette denrée libre , volontaire , indifférente aux besoins de la vie , pouvoit rendre le double de son produit actuel , c'est-à-dire , seize millions au lieu de huit , qui , employés à la décharge des tailles , soulageroient une multitude de contribuables , qui plient & qui gémissent sous le faix des impôts.

Chaque citoyen perd toujours un peu de sa liberté dans l'exécution des loix : mais en même temps elles lui procurent un dédommagement avantageux. La vente exclusive du tabac est une contrainte , mais elle est nécessaire pour la levée d'un droit auquel cette consommation est assujettie , & ce droit est le moins onéreux & le moins à charge de tous ceux que l'on peut mettre sur les denrées. Faut-il qu'il y ait une profession dont les salaires soient fondés sur la désobéissance continuelle aux ordres du souverain ? faut-il que

les fraudes trouvent par-tout des complices ? car c'est l'être que d'acheter de ceux qui les commettent.

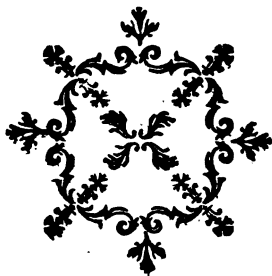
Tous les hommes conviennent de ces principes généraux, & sont trop sensibles pour s'y refuser ; cependant tous agissent comme s'ils étoient persuadés du contraire. Toutes leurs démarches, tous les efforts sont opposés à la vérité qu'ils sentent. Chaque sujet devrait considérer un autre sujet comme une partie indivisible de lui-même, & se considérer l'un l'autre comme des parties indivisibles de l'état. Le système de la société rend nécessairement communs les biens & les maux.

Cette communauté de maux & de biens ne se manifeste pas à la vérité, ni directement, ni dans le même instant : mais elle n'en est pour cela, ni moins certaine, ni moins indispensable ; & tous ceux qui exercent les divers emplois, devraient penser que la connivence & la collusion privent l'état de ses revenus, & tarit par conséquent la source de leurs richesses & de leur propre subsistance, parce que l'état ne subsiste que par l'état. Mais loin d'imaginer cet enchaînement & cette dépendance, l'erreur de quelques-uns va jusqu'à regarder la police & la sévérité des réglemens, comme une tyrannie à laquelle ils se croiroient déshonorés de prêter leur ministère. Quand on ne punit pas la fraude, c'est récompenser l'injustice, parce que le fraudeur profite de la violation de la loi aux dépens de l'utilité publique.

« Tu es né, dit l'empereur Antonin le philosophe, pour remplir & parfaire un même

264 C O N S I D É R A T I O N , &c.

» corps de société : toute action qui ne se rap-
» porte pas à cette fin , sépare & divise cette
» société , & l'empêche d'être une. Enfin elle
» est séditieuse comme celui qui cause une
» sédition & une révolte dans l'état , en rom-
» pant , autant qu'il dépend de lui , sa concorde
» & son harmonie. »





A V A N T A G E S

P O U R

L A F R A N C E,

DE LA CRÉATION D'ANNUITÉ

O U R E N T E S T O U R N A N T E S.

L'ÉCONOMIQUE reconnoît deux principes fondamentaux, pour rendre un état florissant ; savoir, qu'il y ait dans cet état une quantité suffisante d'especes, ou de valeurs représentatives de l'espece, & que l'intérêt ou loyer de ces especes ou valeurs représentatives n'excede pas le taux proportionné aux bénéfices du commerce, & aux produits des fonds de terre & de l'industrie.

A mesure que le prix des denrées & des autres choses nécessaires à la vie augmente, le souverain doit pourvoir à une augmentation du gage des échanges, de façon que les peuples puissent facilement vivre & payer leurs impositions.

La force & la richesse des états policés ne consiste essentiellement que dans le nombre des sujets, & le nombre des sujets est nécessairement proportionné à la quantité d'especes circu-

lantes dans ces empires. Cent livres ne sauroient employer qu'un certain nombre d'hommes. Si l'argent manque pour mettre en mouvement le surplus de ces hommes, chassés par l'inaction & par la misère, ils vont à notre détriment enrichir l'étranger de leurs talents, & du bénéfice de leur consommation & de leur postérité.

Du temps de Louis IX, la paie d'un soldat François étoit de cinq deniers; cette paie a dû suivre exactement le progrès des valeurs numériques, parce qu'elle est l'unique ressource du soldat; & l'on voit en effet que cinq deniers de ce temps font six sous de la monnoie actuelle de ce pays, & que six sous y sont précisément la paie d'un soldat: soit que cette proportion ait été maintenue en vigueur par des combinaisons réfléchies, ce qui n'est guere à présumer; soit qu'elle ait été produite par les seuls effets naturels des changements suivans; il en résultera toujours un argument invincible de la nécessité de son existence.

Il a paru en 1731 un écrit dans lequel l'auteur prétend que plus un état doit, plus il devient florissant, pourvu qu'il sache faire bon usage du gage & de la matiere de ses dettes; & il s'autorise de l'exemple de l'Angleterre, dont les dettes immenses forment, *dit-il*, sa grande puissance actuelle, si on la compare avec celle du Portugal & de la Pologne; états libres de toutes dettes, & cependant les plus pauvres de l'Europe & les plus incapables de ressources.

Sans entrer dans l'examen de cette espece de paradoxe, on peut dire affirmativement que, plus un état est chargé de dettes, plus le gouvernement doit faire d'efforts pour maintenir la

valeur des effets fournis à raison de ces dettes ; afin que les sujets , dont ils constituent souvent toute la fortune & tout le patrimoine , puissent s'en aider , & les faire circuler à leur plus grande utilité , à laquelle l'utilité publique est inséparablement attachée : cependant , malgré les avantages résultants de cette vérité , la France a une multitude d'effets royaux , réduits à beaucoup au dessous de la moitié de leur valeur primitive , & leur partie de valeur subsistante reste sans vie & sans mouvement.

La circulation abondante détruit nécessairement l'usure : soutenir la cherté de l'argent aux dépens de celle des terres , c'est préférer un à cent , parce que le prix des terres est cent fois supérieur à tout l'argent qui existe dans le royaume ; c'est préférer l'usurier au citoyen , c'est détruire le commerce du dedans , & abandonner celui du dehors.

Le négociant , dont le commerce doit plus porter sur son crédit que sur ses fonds , cherche le bas intérêt , & il le trouve chez l'étranger duquel il rend sa nation tributaire à cet égard ; & l'étranger , à qui dès-lors l'argent coûte moins , peut , toutes choses égales d'ailleurs , vendre à meilleur marché ; ce qui , à la longue , est capable de réduire le commerce des François aux seules matières premières de leur crû , dont leurs voisins ne pourroient se passer. Il est donc très-important pour cette nation , que l'intérêt de l'argent ne soit pas plus haut chez elle que chez ses voisins.

A mesure que le prix de l'argent hausse , celui des autres biens baisse , parce que tout prêt ,

dont l'intérêt n'est pas proportionné aux produits des fonds & de l'industrie , ruine nécessairement le débiteur , & avilit son héritage : en plusieurs endroits de l'Europe , les terres se vendent sur le pied de deux pour cent , & l'occasion d'acquérir est rare.

Il n'arrive aucune diminution dans les différentes possessions d'un état , qu'elle ne retombe sur son souverain , parce que , comme il est le propriétaire éminent de tous les fonds , il n'est riche qu'à proportion de leur valeur.

Lorsque l'argent produit plus que les fonds de terre , & plus que l'industrie , ceux qui possèdent le premier , abandonnent les deux autres ; & ceux qui n'ont point cet argent , négligent les arts & l'agriculture , parce qu'ils sont intimement convaincus que leur travail suffiroit à peine au paiement des intérêts.

Les diverses parties d'un corps quelconque doivent avoir entr'elles un tel assortissement & une telle convenance , qu'il en résulte un tout raisonnablement proportionné : en France cependant les especes produisent un intérêt de cinq pour cent , lorsque les terres ne rendent guere plus de trois , défalcation faite des charges & des réparations , & lorsque les rentes de la ville sont à deux & demi.

Il est impossible que la différence qu'il y a entre ces parties , ne cause quelque désordre dans son administration , s'il ne se trouve pas un ministre assez intelligent pour entreprendre de les rapprocher , & de les faire marcher plus parallèlement , afin qu'elles s'étaient & se prêtent un secours mutuel ; & pour cela il paroîtroit nécessaire d'aug-

menter en France la valeur numéraire des especes jusqu'à 54 livres le marc, de réduire le dividende de l'action à trois pour cent, ou de faire monter le capital à 5000 livres, & de fixer par une loi l'intérêt de l'argent à deux & demi, ou tout au plus à trois pour cent.

Cette proposition peut être susceptible d'objections : mais il s'agit d'examiner si le fond en est vrai, si les François sont assez à leur aise pour n'avoir besoin d'aucun expédient, si le bon de celui-ci l'emporte sur le mauvais ; & lorsqu'il ne sera plus question que de la forme, il ne sera pas difficile d'en trouver une favorable aux circonstances.

Si l'abus énorme que l'on a fait de la banque générale de Law, n'en avoit pas justement rebuté la nation, il n'y auroit rien de plus utile au roi & à ses sujets, que de la rétablir sur le pied du privilege qui en fut accordé par lettres-patentes des 2 & 20 mai 1716. C'est à cette espece de crédit que l'Angleterre, la Hollande, Hambourg, Venise & Gênes doivent leurs richesses & leur puissance.

Les pays, où le pouvoir absolu est dans la main d'un seul, quoique bien des gens regardent ce gouvernement comme le plus parfait, paroissent moins propres que les états républicains à inspirer la confiance. Il y a dans ceux-ci plus de constance dans les entreprises, parce qu'un changement, pour avoir lieu, exige le concours & l'union de plusieurs avis ; & cette fermeté inspire la confiance : mais comme les François ne peuvent pas faire, ni même souhaiter que la forme d'administration sous laquelle ils vivent soit autre,

qu'elle est, ils doivent ne rien épargner pour approprier leurs établissements à la forme de leur gouvernement ; cette prudence les rendra compatibles & durables, & ils en tireront les mêmes avantages qu'en obtiennent leurs voisins.

Si ces voisins s'en tenoient aux simples productions de la nature & aux travaux ordinaires de l'industrie, les habitants de la France pourroient se passer mieux qu'eux de tous moyens auxiliaires, parce que la nature a plus favorablement traité le terrain de ce royaume que celui des autres : mais comme on n'est fort ou foible, pauvre ou riche que par comparaison, tout bien que les voisins de la France en reçoivent est un mal pour elle, & leurs richesses entraînent une diminution de la sienne.

Si les Allemands ou les François étoient restés exclusivement possesseurs de la poudre à canon, ils auroient subjugué l'Europe avec la même facilité que les Espagnols ont soumis l'Amérique : mais ce secret étant devenu commun à toutes les nations, elles se le sont respectivement opposé ; & les forces, à cet égard, sont demeurées dans l'équilibre. Il en est de même du crédit public ; si une nation en fait usage à l'exclusion de l'autre, elle acquiert une supériorité proportionnée à ce crédit, dans toutes les parties où il a influence ; & il l'a sur toutes.

La France est un état puissant par son étendue, par l'union & la contiguité de ses parties, par sa position & par l'industrie, le nombre de ses sujets : elle assemble en elle tous les avantages des autres pays ; & cependant ces autres pays paroissent plus riches, leur peuple vit plus com-

modément, paie plus de subsides, & leur état fait sans effort des dépenses qui excèdent de beaucoup la proportion de ses sujets & de son territoire comparé avec celui qu'occupent les François. Les trois royaumes de la Grande-Bretagne, par exemple, ne sont à l'égard de la France que comme deux sont à cinq ; cependant, suivant les bills du parlement, les dépenses de la présente année 1772 montent à environ huit millions de livres sterlings, qui sont autour de cent soixante-quatorze millions tournois, dans lesquels l'Angleterre proprement dite, qui n'est que le quart de la France, contribue seule pour plus de cent soixante millions ; en sorte qu'en suivant cette proportion, & toutes choses égales d'ailleurs, la France devoit fournir dans cette même année, sans s'incommoder, la somme de six cents quarante millions.

Cette différence qu'on ne peut manquer de reconnoître entre cette juste estimation & le produit réel de la France, procède certainement de quelque vice qui est en elle, qu'elle pourroit d'autant mieux corriger, qu'en général son sol vaut mieux que celui de l'Angleterre.

Elle ne doit pas se flatter de se mettre en peu de temps de niveau ; la distance à franchir est trop grande, mais elle doit du moins essayer d'en approcher. L'heureuse température de son climat a tourné le génie de ses habitants à la confiance, mais il est dangereux de la pousser trop loin. L'art économique de ses voisins ajoute infiniment chez eux aux dons de la nature ; ils acquièrent sans cesse de nouvelles forces, pendant que les siennes restent constamment les mêmes ; & , si

elle ne soit point de cet état, elle devra, par conséquent, tôt ou tard plier & céder à la supériorité de leurs ressources.

Les mouvements violents que le système a fait ressentir au corps politique, tant d'événements dans lesquels, depuis cette époque, la bonne foi s'est vu victime de l'autorité souveraine, doivent engager à beaucoup de ménagements & de circonspection, dans les entreprises qu'on voudroit tenter. La confiance est, pour ainsi dire, perdue: les seuls noms de banque & d'agio, si chéris des autres nations, qu'elles le soutiennent & le protègent de toute l'autorité souveraine, sont odieux aux François. Il seroit dangereux de leur présenter des objets capables de réveiller leurs inquiétudes & leurs soupçons. Les rentes perpétuelles sur la ville & sur les tailles paroissent exemptes de ces dangers, & une matière très-propre à répondre aux circonstances avec succès.

Selon plusieurs politiques, les créations de rentes, ressource ordinaire de la France dans ses besoins, sont dangereuses & pernicieuses. Si le fonds de la constitution restoit, *disent-ils*, dans la main des particuliers, il animeroit le crédit; il seroit employé dans le commerce & en achats d'héritages que les acquéreurs s'occuperoient à faire valoir; lorsque devenus rentiers, ils mangent le pain qu'ils ne gagnent pas, ils sont inutiles à la société, ils cessent de concourir à la richesse publique: & si la nécessité des guerres ou d'autres malheurs, forcent à suspendre le paiement de ces rentes, ou à les abolir en tout ou en partie, il en arrive qu'une infinité de familles, inévitablement ruinées, deviennent à charge à l'état, parce qu'il

qu'il ne leur reste ni moyens ni industrie pour gagner leur vie & pour subsister.

Les contrats sur la ville, ne pouvant circuler comme la monnoie, surchargent inutilement l'état : mais la forme des annuités d'Angleterre lui est au contraire avantageuse. Le ministère de ce dernier royaume leur a, pour ainsi dire, imprimé la forme du gouvernement politique, en les faisant dériver de trois sources, dont le mélange les soutient & les fortifie mutuellement. En effet elles participent également du contrat, de l'action & de la rente tournante : elles ont, comme le contrat, un revenu fixe sur des droits aliénés ; comme l'action, la faculté d'être négociées de la main à la main, parce qu'elles sont au porteur ; & comme la rente tournante, un remboursement annuel sur le capital jusqu'à extinction. Si les contrats que la France donne sur la ville & sur les tailles étoient au porteur avec des coupons, pour le paiement de la rente annuelle, ils auroient l'effet des annuités.

C'est de la partie de ces contrats qui ne sont point chargés de douaires, de substitutions, de privilèges ou d'hypothèques, dont il conviendrait de faire usage pour multiplier les effets circulants ; c'est cette richesse morte que l'on pourroit vivifier & rendre utile au corps de l'état & aux particuliers propriétaires.

Pour imprimer exactement à ces effets le caractère d'annuités, il seroit nécessaire d'établir un fonds d'amortissement, capable de subvenir jusqu'à extinction à des remboursements annuels : mais on pourroit renvoyer, à des temps plus favorables, la perfection de cette partie du pro-

jet , sans préjudicier à l'utilité des autres. Les Anglois suspendent ces remboursements à leur gré , suivant que les circonstances l'exigent , sans qu'il en résulte aucun inconvénient.

Je suppose que le capital des rentes perpétuelles sur la ville est d'un milliard , & qu'il ne s'en trouvera de libre que la dixième partie , c'est-à-dire , cent millions , lesquels , suivant le cours de la place , sont à environ quarante pour cent , ce seroit donc un aliment de quarante millions que l'on donneroit de plus au commerce.

Mais , à la faveur de leur faculté circulante , ils parviendroient incessamment à cinquante pour cent , quand même les choses resteroient dans l'état où elles sont actuellement ; c'est-à-dire , le marc d'argent à quarante-huit livres dix sous , & le taux de l'intérêt à cinq pour cent. Cette augmentation enrichiroit très-réellement l'état de dix millions , & influeroit de trois à quatre pour cent au moins sur les parties non libres ; ce qui , sur neuf cents millions , formeroit un nouvel objet de richesse réelle de trente à trente cinq millions.

Suivant des états qui ont paru dans le public , il y a quatre cents millions de rentes sur les tailles , réduites à un pour cent , dont le capital ne vaut , au cours de la place , que treize à quatorze pour cent. Je veux n'en supposer qu'un quart de libre , quoique certainement il y en ait davantage , parce que ces fonds étant tombés dans le discrédit presque en naissant , on les a rebutés comme des garants insuffisants : ce sera néanmoins , même dans ma supposition , treize à quatorze millions d'effets représentatifs qui viendront encore au se-

Cours du commerce ; & parce que le taux de l'intérêt est à cinq pour cent, & qu'il n'y a jamais eu que l'impossibilité de se servir de ces contrats ou de ceux de la ville, qui les ait retenus au dessous des valeurs relatives à leurs produits, il convient d'ajouter sept millions aux treize ci-dessus dits, ce qui fera vingt.

La conversion des rentes sur la ville & sur les tailles, en effets circulants, que l'on appellera *annuités, contrats libres, rentes courantes*, ou de tel autre nom que l'on voudra choisir, fourniroit donc au commerce, & donneroit en augmentation de richesses réelles ;

Capitaux de cent millions sur la ville à 40	
pour 100	40,000,000
Augmentation sur cette partie à 50	
pour 100	10,000,000
Augmentation sur les parties non	
libres, de 3 pour 100 . . .	27,000,000
	<hr/>
	77,000,000
Capitaux de cent millions sur les	
tailles à 13 pour 100 . . .	
.	13,000,000
Augmentation jusqu'à 20 pour 100	
.	7,000,000
Augmentation de 2 pour 100 sur	
les parties non libres . . .	
.	6,000,000
	<hr/>
Total	103,000,000
	<hr/>
	S 2

& pour une opération si profitable, il n'en coûteroit au roi que la publication de l'édit dont le projet suit.

LOUIS, &c. Rien n'étant plus capable d'animer le commerce intérieur & extérieur du royaume, & de maintenir l'intérêt de l'argent à un taux proportionné aux bénéfices de ce même commerce, & aux produits des fonds de terre & de l'industrie, que de rendre circulants & commercables, autant qu'il sera possible, les différents effets publics, afin que chaque propriétaire puisse les employer, en tout temps, à sa plus grande utilité, comme especes ou valeurs représentatives de l'espece, nous avons cru que le moyen le plus capable de produire ces deux effets, étoit de donner une nouvelle forme, sous le nom de rentes courantes, à ceux des contrats de rentes perpétuelles sur notre bonne ville de Paris & sur les tailles, qui en seront susceptibles, en faisant continuer avec la même attention & la même exactitude, que nous avons eues jusqu'à présent, le paiement des intérêts des capitaux sur le pied actuel, en attendant que l'état de nos finances nous permette de le rétablir comme il étoit avant les dernières réductions, ou que nous puissions en ordonner le remboursement, & encore en maintenant ceux de nos sujets auxquels lesdits capitaux ont été affectés & hypothéqués à tel titre que ce soit, dans tous leurs noms, raisons & actions, sans aucunement préjudicier, ni donner atteinte aux stipulations consenties à leur profit :
A CES CAUSES, &c. voulons & nous plaît.

ARTICLE PREMIER.

Que les différentes parties de nos revenus , affectées & hypothéquées par lesdits & autres titres de création , à la garantie des capitaux & au paiement des rentes , constituées tant par nous que par nos prédécesseurs sur notre bonne ville de Paris & sur les tailles , continuent à y être & demeurer affectées & hypothéquées sans aucune innovation ni changement à cet égard ; & en conséquence que les rentes , procédantes desdits capitaux , continuent à être payées aux propriétaires d'iceux , sur le pied actuel , savoir , celles sur la ville à deux & demi pour cent , & celles sur les tailles à un pour cent , jusqu'à ce que l'état de nos finances nous puisse permettre de les rétablir sur le pied où elles étoient avant la dernière réduction , ou que nous puissions en ordonner le remboursement.

I I.

Tous propriétaires dont les contrats , tant sur la ville que sur les tailles , seront libres de douaires , substitutions , privilèges , hypothèques , & de toutes autres charges & affectations , pourront , s'ils le jugent à propos , les faire couper , savoir , ceux de la ville en parties de 2000 liv. chacune , & ceux sur les tailles en parties de 5000 liv. , & non au dessous , pour lesquels il leur sera fourni autant de nouveaux contrats , sous le nom de rentes courantes , dont ils pourront disposer sans aucune formalité.

I I I.

Les noms des propriétaires desdits contrats ,

desdites rentes courantes seront en blanc , afin qu'ils puissent passer indifféremment dans toutes sortes de mains , sans qu'il soit besoin de justifier d'aucun titre de propriété , & ils conserveront les numéros & autres réenseignements , qui seront jugés nécessaires , & qu'avoient les contrats généraux & primordiaux , pour en reconnoître l'origine & la souche quant besoin sera ; sans que , pour quelque raison & cause que ce soit , ils puissent jamais être saisis & arrêtés en nos mains , lesquelles saisies nous déclarons dès à présent nulles & de nul effet ; avec défenses à tous huissiers d'en faire , à peine de privation d'office , & de 1000 liv. d'amende , & à tous juges d'y avoir égard.

I V.

Il sera délivré des coupons payables au porteur , pour les arrérages de la rente desdits contrats , lesquels porteront aussi le même numéro que les contrats généraux & primordiaux , & seront lesdits coupons de 50 liv. pour les parties de 2000 liv. , provenant des contrats sur la ville , & de pareille somme de 50 liv. pour ceux de 5000 liv. sur les tailles.

V.

Lesdits contrats coupés , tant sur la ville que sur les tailles , pourront entrer de gré à gré dans toutes sortes de paiements , de particulier à particulier , & pour telles valeurs qu'ils jugeront à propos de stipuler ; & nous autorisons , en tant que besoin seroit , toutes & telles stipulations ; & à l'égard des coupons d'arrérages , voulons

qu'aussi-tôt leur échéance ils soient payés à Paris par les payeurs des rentes, qui en auront les numéros dans leur distribution; & dans les provinces, par tous receveurs de nos impositions, droits, fermes & revenus, soit en paiement & compensation desdites impositions & droits, soit autrement.

V I.

Les receveurs-particuliers qui auront fait lesdites compensations ou paiements, remettront lesdits coupons, comme deniers comptant, aux receveurs-généraux de leurs exercices, départements ou directions, lesquels feront tenus de les recevoir, & de leur en fournir tous récépissés & décharges valables, dont lesdits receveurs-généraux se feront rembourser, à la fin de chaque mois, par les payeurs des rentes, auxquels ordonnons le faire ainsi, sans retard ni difficulté.

V I I.

En rapportant sur leur compte, par lesdits payeurs des rentes, lesdits coupons d'arrérages, voulons & ordonnons qu'ils leur soient passés & alloués, sans difficulté, de même & ainsi que l'ont été jusqu'à présent les quittances qui leur étoient fournies par les parties prenantes.

V I I I.

Avant que les contrats prétendus libres par les propriétaires, puissent être admis à la conversion en rentes courantes, ils seront obligés de rapporter certificats, tant des payeurs de leurs parties, que du greffier des hypothèques, comme

il n'y a aucunes saisies , arrêts ou oppositions, entre leurs mains ; & au cas que leurs créanciers & autres prétendant droits eussent négligé de faire sur cela leurs diligences , nous leur accordons le temps & espace de trois mois , à compter de la publication du présent édit ; & ne pourront , en aucun cas , lescdites conversions être faites , sans la représentation desdits certificats , qui demeureront annexés à la minute des contrats convertis , dans lesquels il en sera fait mention.

I X.

A l'égard des contrats qui seront affectés à quelque privilege , hypothèque , sûreté & garantie , à quelque titre que ce soit , voulons qu'ils ne puissent être coupés & convertis , jusqu'à ce qu'ils soient devenus libres de toutes charges : & lorsqu'ils auront acquis cette liberté , les propriétaires , dans les cas où ils voudroient les convertir en rentes courantes , seront obligés d'en justifier par main-levée , désistements , ou autres actes en bonne forme , & des certificats énoncés ci-dessus.

X.

Les nouveaux contrats de rentes courantes & les grosses en parchemin , qui seront délivrées aux propriétaires , seront à nos fraix ; & seront lescdits contrats , de même que les coupons d'arrérages , faits & libellés conformément aux modes attachés sous le contre-scel du présent édit.

SI DONNONS EN MANDEMENT , &c.

Fin du neuvième volume.



TABLE

DES

CHAPITRES

DU NEUVIEME VOLUME.

DISSERTATION sur la régie DES BLEDS EN FRANCE, combinée avec celle qui est en usage en Angleterre, page 1

SUR les MENDIANTS & les ENFANTS TROUVÉS, 99

ÉCLAIRCISSEMENTS HISTORIQUES sur le DOMAINE DU ROI DE FRANCE. 122

CHAP. PREMIER. Du domaine en général, & des anciens domaines de France, ibid.

CHAP. II. En quoi consiste le domaine actuel des rois de France, 124

CHAP. III. Division du domaine, 126

CHAP. IV. Du droit d'aubaine, 131

CHAP. V. Du droit de bâtardise, 141

CHAP. VI. Du droit de déshérence & biens vacants, 145

CHAP. VII. Du droit de confiscation, 148

CHAP. VIII. Du droit d'épaves, murs, &c. 151

TABLE DES CHAPITRES.

CHAP. IX. <i>Du droit de péages ,</i>	153
CHAP. X. <i>Du droit de greffe & tabellionage ,</i>	154
CHAP. XI. <i>Du droit de francs-fiefs & nouveaux acquêts ,</i>	156
CHAP. XII. <i>Du droit des petits fels ,</i>	160
CHAP. XIII. <i>Du droit d'amortissement ,</i>	163
CHAP. XIV. <i>Du centieme denier & insinuations laïques ,</i>	168
CHAP. XV. <i>Du contrôle des actes ,</i>	171
CHAP. XVI. <i>Du contrôle des exploits ,</i>	175
CHAP. XVII. <i>Du droit de marque d'or & d'argent ,</i>	179
CHAP. XVIII. <i>Du papier & parchemin timbrés ,</i>	185
PROPOSITION , <i>s'il seroit convenable à la FRANCE d'aliéner le DOMAINE en cas de nécessité ,</i>	187
CONSIDÉRATION <i>sur la GABELLE , les AIDES & le TABAC en FRANCE ,</i>	202
ARTICLE PREMIER. <i>Sur la gabelle ,</i>	ibid
SECTION PREMIERE. <i>Origine de la gabelle , & son établissement en France ,</i>	203
SECTION II. <i>Des sources salées , & de la cause de leur salure ,</i>	223
SECTION III. <i>Sur la salaison des fromages ,</i>	228
SECTION IV. <i>Sur le chlot ,</i>	230
SECTION V. <i>Comparaison de la salure du sel marin , avec celle du sel de Dieuze & de Rosieres en Lorraine ,</i>	233
SECTION VI. <i>Des bâtimens de graduation ,</i>	237

TABLE DES CHAPITRES.

ARTICLE II. *Sur les aides ou impôt sur le*
vin, 241

ARTICLE III. *Sur le tabac,* 249

AVANTAGES pour la FRANCE d'une création d'AN-
NUITÉ ou RENTES TOURNANTES, 265

Fin de la table du neuvieme volume.

Princeton University Library



32101 066873165

